RÉFUGIÉS DU HAÏ - HONG

PAS FACILE D'ENTRER DANS CE MONDE DIT LIBRE

p.24

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 546 - 18 novembre 1978 - prix : 4 F

Notre dossier

LE SAHEL MALADE DU CAPITALISME

p. 11 à 15

1 300 000 CHÔMEURS :

autant de coups de pied au cul qui se perdent pour les capitalistes

SOMMAIRE

▶DANS LE MONDE

Page 8 :
— **Begin-Sadate : les Prix Nobel du marchandage.**
— **Tchad : les troupes françaises hors d'Afrique.**
Page 9 :
— **Espagne : l'union sacrée autour de la dénonciation du terrorisme.**
— **La Hongrie de Kadar.**
Page 10 :
— **Nicaragua : les déclarations de Carter.**

▶EN FRANCE

Page 4 :
— **Plus de policiers... pour quoi faire ?**
Page 5 :
— **Giscard pas raciste... mais complice.**
Page 6 :
— **L'affaire Mesrine.**
— **Avortement : 4 ans après la loi Veil.**
Page 7 :
— **Le Parlement européen : une assemblée sans pouvoir.**
— **Mitterrand et Marchais tournent le dos à l'Europe des travailleurs.**
Page 16 :
— **La réforme de l'ANPE.**
Page 17 :
— **La journée d'action du 15 novembre de la CGT.**
— **Renault-Flins : les marchands de soupe préparent des plats épicés aux travailleurs.**
Page 18 :
— **EDF : des coupures de courant à Paris.**
Page 19 :
— **A l'occasion du 40e congrès de la CGT : Krasucki contestataire ?**
— **Un militant révolutionnaire exclu de la CGT à La Ciotat.**

▶DOSSIER

Pages 11 à 15 :
LE SAHEL, MALADE DU CAPITALISME :
— **La famine et ses causes.**
— **L'hypocrisie de l'aide mondiale.**
— **Une économie contrôlée par l'impérialisme.**

▶DIVERS

Pages 20 et 21 :
— **Livres :** Vincent Moulia, les pelotons du général Pétain, **de Durand ;** L'amour dans l'âme, **d'Yves Simon ;** Le nain jaune, **de Jardin ;** Quatre femmes terroristes contre le tsar ; L'empire éclaté, **d'H. Carrère d'Encausse.**
Page 22 :
— **Films :** Le paradis des riches, Tu ne m'oublieras pas ; Le passe-montagne.
— **Théâtre :** 1848, la République de Pierre Dupont.
Page 23 :
— **Télévision :** Jusqu'à quand le pétrole, **aux Dossiers de l'écran ;** L'URSS et eux, **à Antenne 2 ; sélection.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité, menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : INTERPRESS
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

COURRIER DES LECTEURS

Nos critiques de films... critiquées

Nous avons reçu une longue lettre d'un lecteur d'Angers, à propos de nos choix et de nos opinions en matière de critique cinématographique, lettre dont nous extrayons quelques passages... mais que nous avons eu le courage de lire in extenso, *en dépit des craintes de son auteur !*

« Vos pages culturelles m'ont toujours laissé sur ma faim. Ainsi, dans votre numéro 543, vous donnez un compte rendu du dernier Bergman, valeur reconnue, quoique à mon sens de plus en plus « nombrilique », et du dernier Oury qui, pour moi, est le type même du metteur en scène plus que commercial, racoleur du public jusqu'à la putasserie. (...)

Si je vous écris, cette fois, c'est que dans le courrier des lecteurs, en réponse à la lettre de P.L. Sevran, j'ai relevé ces phrases qui m'ont fait bondir d'indignation : *« Mais revenons au fond du problème, ce que nous cherchons par nos critiques, ce n'est pas à décerner aux films et livres des « bons » ou « mauvais » points : « révolutionnaires » ou « réactionnaire », « à voir » ou « à ne pas voir ». Extrêmement rares sont les metteurs en scène — malheureusement — qui se placent socialement et politiquement dans le camp que nous avons choisi. Et ceux qui le font ne sont pas forcément les plus doués ».*

Je m'intéresse particulièrement au cinéma militant et je ne peux m'empêcher de poser quelques questions : il est bien évident que le militantisme n'est pas un brevet de valeur, au point de vue cinéphilie. C'est une vérité première. Mais trouvez-vous que *Avoir vingt ans dans les Aurès, Quand tu disais Valéry, La folle de Toujane,* ne valent pas le commercial *RAS,* par exemple ? (...)

Ne devriez-vous pas, d'autre part, soutenir les efforts de ceux qui, comme vous, sont obligés de travailler sans argent, sans diffusion, dont les productions sortent en 16 mm ? (...)

Je résume. Ne rabaissez pas le cinéma militant, d'autres s'en chargent.

Cinéphilement vôtre.

P. Héno, Angers

Dans sa lettre, notre correspondant aborde, et confond, deux problèmes qui sont bien différents.

Tout d'abord notre attitude vis-à-vis du cinéma militant. Nous sommes solidaires de ceux — les cinéastes militants — qui ont choisi le cinéma comme moyen d'exprimer leurs idées, leur révolte, leur volonté de lutter contre l'injustice, même si pour ce faire ils ne peuvent bénéficier des grands circuits commerciaux de distribution. Nous sommes solidaires d'eux face aux difficultés financières et aux tracasseries de toute sorte qu'ils peuvent rencontrer pour réaliser, faire connaître, distribuer leurs films.

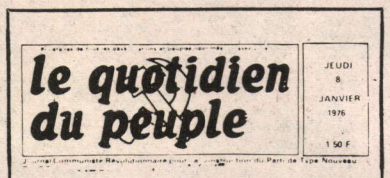
Mais cette solidarité ne saurait nous servir de critère dans la sélection des films que nous pensons utile d'aborder dans notre critique.

*D'abord, comme le souligne notre correspondant lui-même, il ne suffit évidemment pas qu'un film ait des prétentions militantes pour être bon ; nous ajouterons qu'il n'est pas davantage automatique qu'un film « commercial » soit mauvais. A cet égard, nous ne partageons d'ailleurs pas nécessairement l'avis de notre correspondant sur les films qu'il cite dans sa lettre. Mais là n'est pas le problème. Car même si l'on pensait que le contenu d'*Avoir vingt ans dans les Aurès *est plus intéressant que le contenu de* RAS, *l'intérêt de* RAS *n'est-il pas justement sa diffusion auprès d'un large public ?*

Nous choisissons, et c'est bien logique, de donner notre point de vue sur des films qui seront vus par un grand nombre de nos lecteurs, parce qu'ils sont sur tous les écrans. Cela ne veut pas dire pour autant que nous méprisons ou dénions toute qualité aux films des cinéastes militants. Nous les utilisons nous-mêmes dans certaines de nos activités.

Le même choix préside d'ailleurs à nos critiques de livres. Nous parlons des ouvrages édités et commercialisés largement par les maisons d'édition plutôt que des œuvres imprimées à compte d'auteur, qui n'en sont peut-être pas plus mauvaises pour autant, mais que nos lecteurs — et nous-mêmes — serions bien en peine de se procurer.

Dans la presse d'extrême-gauche


le quotidien du peuple
JEUDI 8 JANVIER 1976
1.50 F

La situation des travailleurs palestiniens sur les territoires occupés

Le **Quotidien du Peuple** du 8 novembre cite longuement la description faite par le président de la Ligue des Droits de l'Homme en Israël, le professeur Israël Shahak, de la situation des travailleurs palestiniens sur les territoires occupés par Israël depuis la guerre de 1967.

« Parmi les règlements du gouverneur militaire (l'autorité d'occupation des terres de 1967), certains concernent la circulation de la population palestinienne en Israël : il est interdit à tout Palestinien de circuler en « Israël » entre 1 heure et 3 heures du matin, sans laissez-passer. Donc, la majorité de ceux qui travaillent repartent le soir. Mais un grand nombre de travailleurs doivent venir tôt le matin ou rester tard le soir ; ils ne peuvent faire l'aller-retour tous les jours. Il y a un arrangement avec la police : les employeurs enferment de l'extérieur les travailleurs dans leur lieu de travail. Pour la juridiction, ces travailleurs sont là, enfermés, contre leur propre gré, donc cela est acceptable.

Les travailleurs palestiniens venant des territoires occupés de 1967 forment deux catégories :

1. Ceux qui passent par les bureaux d'emploi du gouverneur militaire de la localité où ils se trouvent. Cette catégorie est minoritaire. Ils sont envoyés dans les grandes entreprises, sur les chantiers. Ils arrivent en groupe. Le salaire est versé au gouverneur militaire qui en déduit 35 % pour « participation aux charges sociales ». En fait, ces 35 % sont versés à la Banque d'Israël. Le reste du salaire est payé avec 2 ou 3 mois de retard. Ce qui signifie, avec l'inflation, une perte considérable pour les travailleurs. (...)

La deuxième catégorie de travailleurs, où se retrouve la majorité d'entre eux, est celle qui se vend directement, à la journée, au « marché des esclaves ». Ces travailleurs sont payés en liquide, à la fin de la journée. Certains de ces marchés ont été décrits par le professeur Israël.

— Celui de la rue Yefet, à Jaffa-Tel Aviv, qui est nommé explicitement : le « marché aux esclaves ». (...) Les travailleurs sont là, attendant les employeurs. Il est interdit aux travailleurs de proposer leur travail en dehors du périmètre fixé.

— Le marché de Romat Gan, près de Tel Aviv. (...) A six heures du matin, les camions chargés de travailleurs pénètrent dans l'espace, encadrés par les soldats. (...) Les travailleurs ne peuvent sortir du périmètre, sauf s'ils sont encadrés de leurs employeurs. (...)

Une partie importante de ces travailleurs sont des enfants entre 8 et 15 ans. Ils sont payés environ 10-15 francs français par jour. Quant aux adultes, ils sont payés 15-20 francs. Ce qui est très en dessous du minimum des salaires des Israéliens. »

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 120 F
pour une période de six mois : prix : 70 F

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)

CEUX DU TECHNIQUE
pour un période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).

Ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : .....

Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

1 344 000 CHOMEURS

Autant de coups de pied au cul qui se perdent pour les capitalistes

1 344 000 chômeurs officiellement recencés. 11 % de plus qu'il y a un an, 35 % de plus qu'en 1976 quand Raymond Barre est devenu Premier ministre ; le voilà le bilan du gouvernement.

Confronté à ce chiffre de 1 344 000 chômeurs, le Conseil des ministres a le culot d'annoncer qu'il a examiné la possibilité de créer en 1979... 5 000 emplois, et d'embaucher toujours en 1979... 1 000 cadres de plus de 50 ans. On ne peut se moquer plus ouvertement du monde !

Les voilà les remèdes de Barre ! Barre qui prétendait combattre le chômage et l'inflation, juguler la crise. Barre qui était même soi-disant entré au gouvernement pour cela ! En fait tous ces politiciens et autres économistes savent bien qu'ils n'ont aucune, mais absolument aucune prise sur la crise du système, puisque c'est une crise mondiale. Mais ils cherchent à faire illusion, avec leur verbiage de spécialistes, pour endormir la méfiance des travailleurs, les faire patienter, les convaincre de ne pas réagir et d'accepter au contraire des sacrifices. Quelle vaste duperie !

Le gouvernement est impuissant à juguler la crise, mais il est d'autant plus soucieux d'en protéger les patrons, de voler à leur secours, de les aider à faire payer les travailleurs.

Alors qu'il prétend lutter contre le chômage, il approuve les licenciements dans le bâtiment, la sidérurgie, le textile ou les chantiers navals. Il encourage les patrons à rentabiliser, rationaliser, restructurer... en réduisant la main-d'œuvre.

Les projets patronaux et gouvernementaux se succèdent pour tenter de remettre en cause les quarante heures, la retraite à 65 ans, les indemnités de chômage. Bref, il s'agit de reprendre à la classe ouvrière les droits obtenus dans le passé, de rendre les travailleurs plus malléables, plus dociles, de faire que les chômeurs de demain ne bénéficient même plus des garanties qu'ils ont aujourd'hui.

Car restructurer, c'est cela aussi. Ce n'est pas seulement réorganiser les usines, c'est aussi contraindre les travailleurs à accepter n'importe quel travail, n'importe où et dans n'importe quelle condition, avec n'importe quel salaire.

Et le chômage, c'est une arme aux mains des patrons pour contraindre les travailleurs à cela.

Face à cette offensive délibérée, systématique, concertée du patronat et du gouvernement, les dirigeants syndicaux laissent les travailleurs désarmés.

Car à quoi cela sert-il d'organiser de temps à autre une journée d'action si elle n'a pas de lendemain ? Comment des mouvements éparpillés, morcelés, isolés, dispersés seraient-ils un moyen de rassembler ses forces pour frapper plus fort ? A quoi cela sert-il de harceler les patrons si c'est eux qui continuent à marquer les points ?

Toutes ces actions permettent peut-être aux travailleurs de montrer qu'il existe un mécontentement dans le pays, mais elles ne préparent en rien une lutte sérieuse, puissante et organisée, efficace. Et alors qu'ils n'ont aucun plan d'ensemble pour une riposte de la classe ouvrière, alors qu'ils n'ont rien à lui proposer pour qu'elle se défende contre les attaques patronales, les dirigeants syndicaux acceptent sans hésiter le terrain que leur désignent patronat et gouvernement : le terrain des négociations à froid autour des projets de Barre, Ceyrac ou Boulin, autour de ces projets anti-ouvriers qui visent à s'attaquer aux droits des travailleurs.

Comment penser une seule minute que les Barre et les Ceyrac céderont de leur plein gré sans y être contraints et forcés ?

Il est temps, il est grand temps que les travailleurs se défendent. Car plus on attend, plus les conditions seront difficiles pour engager la lutte. Il est vital, il est urgent, que les travailleurs se défendent. Le chômage n'est pas une conséquence inéluctable de la crise. Les travailleurs ont les moyens de s'y opposer en obligeant les patrons à rogner sur leurs profits, et l'Etat à consacrer ses richesses à mettre la classe ouvrière et toute la population laborieuse à l'abri de la crise.

Arlette LAGUILLER

PORTUGAL

Pas besoin de gouvernement pour l'expédition des affaires pas courantes

Combien étaient-ils dans la rue à Lisbonne le 11 novembre ? Toujours est-il que la Place du Commerce était noire de manifestants, venus à l'appel des syndicats de la capitale pour protester contre le chômage et l'augmentation des prix.

Le Portugal n'a peut-être plus de gouvernement en titre depuis deux mois, cela ne l'empêche pas d'être gouverné, et même de l'être plus rudement qu'il ne l'a encore été depuis la Révolution des œillets de 1974. Les mesures de retour en arrière se succèdent à un rythme accéléré : des usines nationalisées sont rendues à leurs anciens patrons, de nouvelles terres restituées à leurs anciens propriétaires d'avant 1974, et on assiste dans l'administration à un retour d'individus compromis avec le régime de Salazar et de Caetano qui récupèrent des postes clés.

Le gouvernement Nobre Da Costa ne devrait en principe qu'expédier les affaires courantes. En fait, il se dépêche de prendre le maximum des mesures anti-populaires faisant partie de la même politique que celle entamée par Soares et que sera censé continuer Mota Pinto une fois son gouvernement investi.

Les partis influants de la classe ouvrière laissent faire. Le Parti Socialiste pour cause. Car c'est lui qui a permis à la droite de revenir occuper le devant de la scène et la direction du gouvernement. De même que c'est Soares le premier qui a commencé à prendre des mesures pour revenir sur les acquis de 1974. Quant au Parti Communiste, il reste fidèle à sa politique qui consiste, pour se gagner les bonnes grâces des militaires et du président Eanes, à freiner les revendications des travailleurs.

Pourtant la classe ouvrière montre à la fois son mécontentement devant les problèmes qui l'assaillent, et sa capacité à se mobiliser qui reste entière, malgré les reculades des partis ouvriers et le retour de la droite sur le devant de la scène.

Mais face à des Nobre Da Costa ou des Mota Pinto, Parti Communiste et Parti Socialiste ne proposent aucune perspective aux travailleurs portugais. Tout au plus leur offrent-ils, comme ce fut le cas le 11 novembre, l'occasion d'une manifestation qui puisse servir d'exutoire.

L.G.

Les dernières mesures de Bonnet :

Plus de policiers... mais pour quoi faire ?

Les policiers contre les manifestants à Caen le 15 novembre : la sécurité de qui protégeaient-ils ?

Le Conseil des ministres vient de se pencher sur les problèmes de sécurité.

Autour de ces questions, tout un climat est entretenu, à plus ou moins juste titre. Dans ce contexte, Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, ne pouvait manquer d'ajouter son grain de sel. Il lui faut bien justifier son rôle ainsi que celui de sa police !

Une fois de plus, il a donc répété que les effectifs policiers sont insuffisants pour assurer pleinement la sécurité de la population. Et entre autres mesures, il a annoncé la création de 1 000 postes nouveaux de policiers et de gendarmes pour 1979.

Mais est-ce vraiment pour mieux protéger la population contre les agressions que Bonnet réclame plus de crédits et plus de personnel ? On voudrait bien le croire, mais il y a de quoi être sceptique !

Bonnet dit manquer de moyens pour tout cela ? Allons donc ! Il n'en manque jamais pour équiper ces mêmes forces de police en automitrailleuses ou en chars lourds. Et manque-t-il vraiment d'effectifs alors que l'on voit des cars entiers trimballés d'un coin à l'autre du territoire pour intervenir au bon moment... lorsqu'il faut disperser une manifestation de travailleurs par exemple ? Parce qu'en fin de compte, et malgré ses déclarations démagogiques, les dépenses de son ministère sont consacrées pour l'essentiel à tout autre chose qu'à notre sécurité.

Mais de cela, bien sûr, Bonnet ne souffle mot.

L.P.

Le procès de huit écologistes

Huit écologistes ont été inculpés pour avoir dérobé une enquête d'utilité publique effectuée sur la centrale nucléaire de Braud et Saint-Denis en Gironde, afin d'en révéler publiquement le contenu. Pour cela, et aussi incroyable que cela puisse paraître, le procureur de Bordeaux a réclamé contre eux deux mois de prison avec sursis et 500 francs d'amende.

L'affaire est si grosse que tout au long du procès, c'est en fait celui de l'administration qui a été dressé. Preuve fut donnée, en effet, que la centrale en question avait été décidée des années auparavant, dans le secret des bureaux, bien entendu ; que sa construction avait été commencée bien avant la fin de la fameuse enquête ; enfin, que celle-ci n'a tenu aucun compte des 30 000 lettres envoyées à l'administration et hostiles à son édification.

Bref, le procès a démontré qu'une enquête d'utilité publique n'a rien à voir avec un quelconque intérêt porté à l'avis du public, ou un quelconque souci de l'informer. Une telle enquête relève plus de l'organisation du silence et du secret. Ce fut d'ailleurs tellement flagrant que le procureur de la République lui-même dû admettre le manque d'information de la population sur les dangers des centrales nucléaires. Il aurait même été jusqu'à reconnaître le « motif respectable » de la démarche des écologistes. Ce qui ne l'empêchait pourtant pas de retenir contre eux l'accusation de vol et de justifier ainsi, hypocritement, les sanctions requises.

Alors, enquête publique ? Certainement pas. D'utilité publique ? Pas plus. D'utilité tout court ? On se demande bien laquelle. Et c'est ce que remarquait fort justement l'avocat qui défendait les inculpés en demandant leur relaxe pure et simple : « L'administration et le gouvernement ne tiennent pas compte des avis exprimés dans les dossiers d'enquête publique ; le document soustrait était donc un document inutile »... **On ne saurait mieux dire !**

On attend le verdict du procureur pour se prononcer sur l'utilité publique de ces messieurs les magistrats du tribunal de Bordeaux...

L.P.

Y a-t-il dans le cœur de chaque homme un Cau qui sommeille ?

Mercredi dernier, au tribunal de Paris, s'ouvrait le procès en diffamation intenté à Jean Cau par une vingtaine d'avocates. Ce monsieur avait cru bon en effet, en juin dernier, de commettre un long article publié par **Paris-Match**, dans lequel il étalait complaisamment ses préjugés anti-féministes et reprochait aux femmes avocates de nuire à la profession car elles auraient remplacé le « **travail sérieux** » de la défense par « **des bavardages et des exhibitions de toilette dans les couloirs du palais** ». Car c'est en ces termes que monsieur Cau s'en prend à la « robe » des avocates, sans doute regrette-il que les effets de manches et de jabot ne soient plus l'apanage des seuls « bavards » ; mais ses attaques volent même plus bas, et visent sous la robe. N'a-t-il pas écrit en effet que « **certaines jeunes femmes, il faut l'avouer, sont extrêmement sensibles à la séduction du grand truand, du braqueur célèbre. Il y a une excitation trouble, presque sexuelle et, c'est un fait que les femmes sont plus fragiles et plus influençables mises dans certaines conditions. Beaucoup d'histoires courent concernant des scènes scabreuses dans les parloirs** »...

Les avocats de Jean Cau ont déclaré pour sa défense qu'il aurait été emporté par « **ses talents de polémiste** ». Tiens donc ! Jean Cau manifesterait-il une sensibilité trop grande et une excitation trouble, pour tout ce qui touche aux femmes qu'il ne saurait plus ce qu'il écrit, ou bien plutôt était-il si sûr de rencontrer l'approbation de tous ses lecteurs mâles sur un tel chapitre, qu'il a affiché crûment ses préjugés ?

Espérons simplement que messieurs les juges auront à cœur de montrer que les préjugés d'un Jean Cau ne sont pas partagés par tous les hommes et qu'ils accorderont aux avocates le franc symbolique de dommages et intérêts qu'elles réclament.

Cécile BERNIER

Europe des neuf et vieux renards

Le congrès extraordinaire du RPR consacré à l'Europe aura offert un bel exemple de cacaphonie. Discours sur l'Europe des neuf, sur celle des vieux, sur celle des jeunes, il y en eut pour tous les goûts et pour tous les âges.

Les gaullistes archaïques, ceux qui aiment à se gargariser de grandes phrases sur l'indépendance nationale, eurent droit en plus du couplet anti-européen habituel de Debré, aux mâles déclarations de Sanguinetti, Alexandre. Celui-ci qui vient d'écrire un livre intitulé « **J'ai mal à ma peau de gaulliste** », annonça tout net qu'il « **passait dans l'opposition** » à Giscard. Il est vrai que n'étant plus ministre (depuis 1967) ni même député (depuis 1973), Sanguinetti peut tout à loisir fronder sans risquer de faire trop de dégâts.

A l'opposé, on entendit les propos plus circonspects de la masse prudente des députés gaullistes, prêts à s'accomoder de toutes les élections européennes que Giscard voudra, du moment que l'on ne vient pas voter dans leur circonscription. Chez ces RPR-là, qui sont avant tout membres du « Rassemblement Pour leur Réélection », le climat était à la conciliation avec le gouvernement.

Enfin, concluant ce congrès historique, parut Chirac. Tout en proclamant le caractère hautement inopportun de ces élections, il se garda bien d'exciter ses troupes à mener le combat contre Giscard à cette occasion. Il lui fallait en effet tout à la fois apparaître comme ne s'inclinant pas trop devant Giscard dans cette affaire sans pour autant remettre en cause l'appartenance du RPR à la majorité sur une question aussi peu favorable.

En bref, il s'agissait pour Chirac de contenter à la fois tout le monde et son père sans désavouer personne. Un travail dont Chirac s'est tiré avec son bagou habituel même si, à force d'être assis entre deux chaises, on finit par avoir mal... pas seulement à sa peau de gaulliste.

P.V.

• GISCARD :

Le 2e REP de retour du Shaba ; de telles expéditions nourrissent le racisme.

pas raciste... mais complice

« Nous devons tenir la France à l'abri de cette véritable perversion de l'esprit que constituent toutes les formes de racisme » **déclarait Giscard le 11 novembre, au détour d'un discours en hommage à tous les combattants français, ceux de 1914-1918, ceux de 1939-1945** « et enfin, ceux, plus jeunes, qui ont combattu en Indochine et en Algérie ».

Mais n'est-ce pas au cours de ces guerres coloniales, en Indochine et en Algérie, et aujourd'hui au Tchad, en Mauritanie et au Zaïre — avec leurs tortures et leurs massacres — que de nombreux jeunes Français, et surtout la police et l'armée, ont appris et apprennent encore la pratique du racisme ?

Et n'est-ce pas ce même Giscard qui soutenait ces guerres et qui les commande aujourd'hui ?

« Cette véritable perversion de l'esprit » **hante les salles des commissariats de police et les prétoires des tribunaux. Trop fréquemment, de nouveaux scandales viennent en révéler l'existence. Que fait concrètement Giscard contre ce racisme qu'il a pourtant à la portée de la main ? Rien, bien entendu.**

Ce même racisme est distillé jour après jour dans toute une presse qui appartient à des gens de son monde — les Hersant et compagnie. N'ose-t-il rien leur dire ?

Les beaux discours de Giscard, c'est pour la galerie : un chef d'Etat qui se dit humaniste ne peut faire moins.

Mais pourquoi se passer de cette « perversion de l'esprit » **alors qu'elle permet à ses amis propriétaires de journaux de se faire du fric, et à ses militaires et à ses flics de taper plus fort, à Kolwezi hier, au Tchad aujourd'hui et peut-être demain en Martinique, pour défendre les intérêts des capitalistes français ?**

Claude DEVRET

• MARSEILLE : Attentat criminel contre les militants du PCF

Cinq militants du PCF ont été blessés par l'explosion d'une grenade lancée lundi 13 novembre dans un local du Parti Communiste à Marseille.

Les auteurs de l'attentat ne voulaient pas seulement intimider, ils ont cherché à tuer. Le plâtre de la grenade d'exercice utilisée avait été remplacé par de la poudre, et l'attaque a été commise au moment précis où le député communiste Georges Lazzarino devait pénétrer dans le local où l'attendaient de nombreuses personnes.

Cet attentat scandaleux, criminel, a été revendiqué par le groupe Delta, un groupe d'extrême-droite qui a déjà revendiqué un attentat contre le consulat d'Algérie qui fit quatre morts, ainsi que les assassinats de Laïd Sebai et d'Henri Curiel.

Mais jamais la police n'a arrêté un seul membre de ce groupe fasciste, et ce n'est pas sur elle qu'il faut compter pour le faire. La police préfère de toute évidence protéger le meeting de l'Eurodroite organisé récemment à Marseille par diverses organisations d'extrême-droite européennes.

A juste titre, le PCF a dénoncé *« la mansuétude du pouvoir devant la resurgence du fascisme et du racisme dans notre pays »*. Mais pour riposter aux méthodes de ces apprentis fascistes, il ne faut pas plus compter sur les discours que sur la volonté du gouvernement. Il faut se défendre. Les organisations ouvrières ont les moyens, si elles le veulent, d'empêcher de nuire les Delta et autres nazillons.

Pierre BUISSON

• La déroute des apprentis fascistes

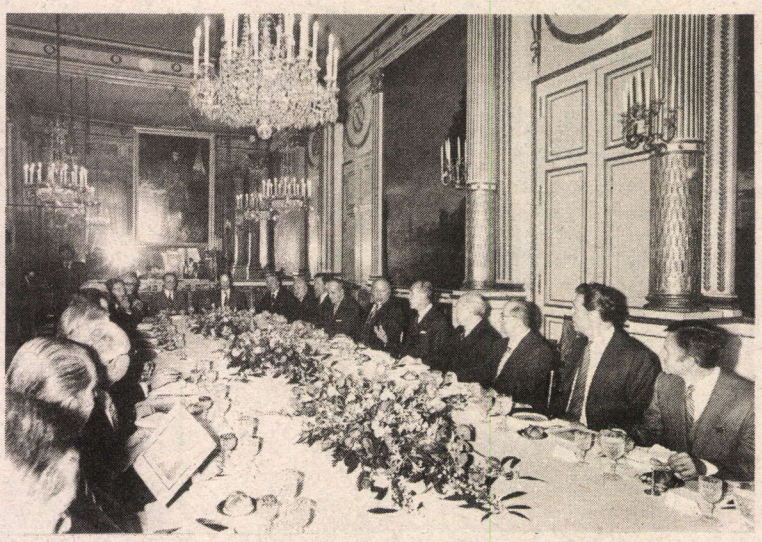
A Marseille, le 12 novembre, deux membres du Parti des Forces Nouvelles, organisation d'extrême-droite de Tixier-Vignancour, sont venus distribuer des tracts à la synagogue de la rue Breteuil. Ils n'ont pas hésité à frapper la concierge qui avait déchiré quelques-uns de ces tracts qu'elle ne trouvait pas à son goût.

Mais contrairement à ce qu'ils escomptaient sans doute, les courageux provocateurs n'ont pas pu cette fois agir impunément. Les jeunes juifs présents dans la synagogue leur ont fait un brin de poursuite jusqu'au siège du PFN, et les deux nostalgiques du fascisme n'ont dû leur salut qu'à l'arrivée de la police.

Comme quoi les excités racistes et autres apprentis fascistes jouent moins les fanfarons quand leurs victimes décident de riposter.

P.B.

22 patrons à l'Élysée : repus et contents



Giscard à table avec vingt-deux PME aux dents longues.

L'entreprise giscardienne de séduction des classes moyennes bat son plein. Lundi dernier, c'est vingt-deux patrons de petites et moyennes entreprises qui déjeunaient à l'Elysée.

Déjà contents d'eux à l'arrivée, ces vingt-deux patrons dynamiques sont repartis enthousiastes, rassurés, détendus, « fortement incités », décomplexés... et repus !

Il faut dire que Giscard n'a pas fait les choses à moitié : il a d'abord choisi des PME qui, pour être moyennes, n'en sont pas moins prospères. Dès le hors-d'œuvre, il les a *« confortés dans leur rôle de responsables d'entreprises »*. A la poularde aux noix, il leur a promis des mesures pour *« faciliter la tâche des créateurs »*. Entre fromage et sorbet, c'était la promesse d'une *« zone de stabilité monétaire en Europe » ;* rien de moins.

Alors en voilà vingt-deux qui ne sont sans doute pas à l'abri des surprises de la concurrence ; mais un bon repas aux frais de l'Etat, c'est toujours ça que la crise ne leur enlèvera pas...

V.L.

Le langage des fleurs

Dans le trou des Halles, ne pousse pour l'instant qu'un immense blockhaus. Il sera désormais entouré de fleurs. Giscard et Chirac en ont décidé ainsi : ils se sont mis en effet d'accord sur un projet de jardin recouvrant le trou.

On en parlait depuis longtemps. Mais ces Messieurs se disputaient. Giscard voulait un jardin populaire. Cette polémique au ras des pâquerettes a pris fin. Nous aurons un jardin populaire... à la française.

Ça sentira la rose, pour plaire à Giscard, ça sentira la frite, selon le vœu de Chirac ; ça continuera surtout à sentir le fric. Car il s'agit bien plus d'une affaire de gros sous que de petites fleurs.

Le trou des Halles a englouti des milliards, prélevés sur nos impôts. Il en promet d'autres encore. Les candidats, promoteurs et hommes d'affaires en tous genres, grouillent autour du fromage. Les compères Giscard et Chirac ont chacun leur clientèle et la défendent.

Eh bien maintenant, il semble que les jeux soient faits. Et Chirac, après avoir creusé l'idée, prévoit déjà de nouvelles spéculations : **« J'ai décidé,** a-t-il déclaré à sa sortie de l'Elysée, **de concevoir une opération nouvelle, chaînon d'une opération plus vaste : le secteur qui va de la Place des Vosges au Palais-Royal mérite un traitement particulier... ».** Un nouveau trou sur quatre arrondissements ? Nos feuilles d'impôts en tremblent.

Gaston DEVAU

T'as payé ta TVA ?

Les députés ont passé une nuit à discuter très sérieusement des moyens de financement extra-budgétaires du sport. Leur travail avait été préparé par une commission, qui a estimé à 390 millions de francs les besoins supplémentaires nécessaires pour le sport.

Pour grapiller quelques sous, l'imagination a été au pouvoir toute cette nuit à l'Assemblée. Le RPR Bord a défendu l'idée de financer le sport par l'organisation de concours de pronostics. Neuwirth a lancé l'idée du « centime sportif », taxe de 1 centime prélevée sur chaque litre de carburant. Quant à Soisson, le ministre, il a proposé de créer un fonds national pour le développement du sport, alimenté par un prélèvement de 1,5 % sur le loto. En fin de compte, les députés se sont séparés sans qu'une solution ait été trouvée.

On croit rêver : alors que des milliards sont engloutis dans le budget militaire, le gouvernement bricole pour récupérer ici ou là de quoi financer les équipements sportifs. Et les députés discutent gravement des projets les plus farfelus.

Enfin, puisqu'il faut bien débloquer... la situation, nous suggérons aux députés de se pencher sur le projet suivant : finançons le sport par une taxe à la valeur à jouter. De grandes joutes seront organisées à l'Assemblée, dont les perdants devront payer une taxe au profit du sport...

G.C.

MESRINE : ZORRO OU CABOT ?

Mesrine, par son attentat manqué mais spectaculaire contre le juge Petit et sa famille, s'est attiré à nouveau les honneurs de la grande presse. Ce gangster en cavale est redevenu la vedette du jour : « **bête malfaisante** » selon les uns, « **bandit d'honneur** » selon d'autres, Mesrine sait faire parler de lui périodiquement. Cette fois-ci, il s'est attaqué au juge qui l'avait fait condamner, ou plutôt à la famille de celui-ci.

Au cours de cette attaque, il a intoxiqué une gamine avec des gaz. Bien sûr, il se défend en expliquant que ceux que son geste indigne sont de mauvaise foi, car ils n'ont pas un mot pour condamner les CRS lorsqu'ils grenadent et intoxiquent au gaz lacrymogène « les enfants d'ouvriers ». Soit ! Remarquons tout de même que, si pour convaincre l'opinion publique de la douceur de ses mœurs Mesrine n'a pas d'autres moyens que de se comparer aux flics, ce n'est guère convaincant !

Mais Mesrine prétend cette fois-ci faire un geste politique et contestataire. En s'attaquant à un juge, il entendait dénoncer les « Quartiers de Haute Sécurité » des prisons, et d'ailleurs son compagnon, Jean-Luc Coupé, arrêté par la police ne serait pas, comme l'ont dit les policiers, un « **truand minable** » mais un « **gauchiste qui a agi sincèrement et gratuitement pour une cause à laquelle il croyait** ». Un gauchiste minable, dans ce cas. Car s'allier à un truand à la Mesrine pour tenter d'obtenir la suppression des QHS, c'est plutôt faire la démonstration inverse de celle que Coupé prétendrait vouloir faire.

Il reste de toute cette affaire que Mesrine, une fois de plus, a su ridiculiser les flics en réussissant à en désarmer un à l'esbrouffe, en se faufilant devant les autres en leur présentant une carte tricolore. Mais cela n'a qu'un temps. Mesrine a déjà été arrêté deux fois, il le sera probablement une troisième. Mais, même si sa chance et son audace face à la police font sourire, Mesrine n'est pas pour autant le champion des exploités et des opprimés qu'il prétend être ; il ne défend même pas les intérêts des prisonniers. Tout ce que Mesrine aura obtenu, c'est de faire parler de lui une fois de plus.

Pour sa défense, Mesrine n'est pas seul à soigner son image de marque dans l'affaire. Broussard, le spécialiste, le chef de la brigade anti-gang, s'est taillé une certaine réputation en arrêtant Mesrine à deux reprises. Il n'est pas jusqu'à Borniche qui, jaloux de tant de publicité, n'ait cherché à se rappeler lui aussi au bon souvenir du public. Pensez donc, il demeurait dans le même immeuble que le juge Petit, et on n'est même pas venu le prévenir le premier ! Décidément, pour être plus cabot qu'un gangster, il n'y a qu'un flic !

Cécile BERNIER.

Thévenet victime du dopage et le sport malade de l'argent

Bernard Thévenet, vedette et victime.

Dans une interview parue dans **France Cyclisme** de novembre, Bernard Thévenet, l'ex-vainqueur de deux Tours de France, annonçait qu'il ne savait pas s'il pourrait poursuivre la compétition. Le fonctionnement de ses glandes surrénales avait été très perturbé à la suite d'une ingestion prolongée de cortisone. Depuis, au vu des analyses, son médecin l'aurait rassuré.

Ce n'était un secret pour personne que Thévenet — comme tous les coureurs cyclistes ou tous les sportifs — se dopait d'une façon ou d'une autre pour faire face aux efforts physiques extraordinaires qui sont exigés. Il avait d'ailleurs eu un contrôle positif lors d'un circuit Paris-Nice, et en 1978, lorsqu'il avait abandonné en route le Tour de France, Thévenet donnait tous les signes d'un homme vidé de son énergie, épuisé, décomposé même, et d'évidence, pas seulement à la suite de l'effort fourni — l'ingestion de cortisone, qu'il révèle aujourd'hui, y était certainement pour quelque chose.

Cependant, officiellement, les corticoïdes ne sont pas inscrits au tableau des produits dopants interdits aux champions. Et pendant trois ans, ces produits ont été prescrits à Thévenet par le médecin appointé par l'équipe Peugeot. « **Nous avions la certitude d'avoir pris une avance sur les autres pour ce qui est des soins à inclure dans notre préparation** », indique Thévenet. « **J'étais en accord avec moi-même, satisfait au fond d'exercer mon métier avec sérieux** ».

Le fait que Thévenet ait accepté d'absorber des corticoïdes en fait certes une victime consentante qui, comme les autres, prend d'énormes risques avec sa santé pour atteindre la célébrité et la réussite sociale. Mais cela ne retire rien au caractère odieux de ces dopages, à cette façon de fabriquer à coups de drogue des champions capables de fournir — un temps — des efforts qu'il serait impossible de réaliser autrement. Pour les marques, pour tous ceux qui spéculent sur les courses et les champions, pour les marchands de vélos, de lessive ou de soda, la santé des coureurs passe après. Ils acceptent de faire prendre des risques aux coureurs pour le prestige de la marque, pour les profits escomptés. La société qui parraine le coureur — comme ici Peugeot — engage un médecin non pas tant pour protéger le coureur que pour contourner les contrôles anti-dopage, trouver des produits non interdits afin que le champion devienne un super-champion et se surpasse.

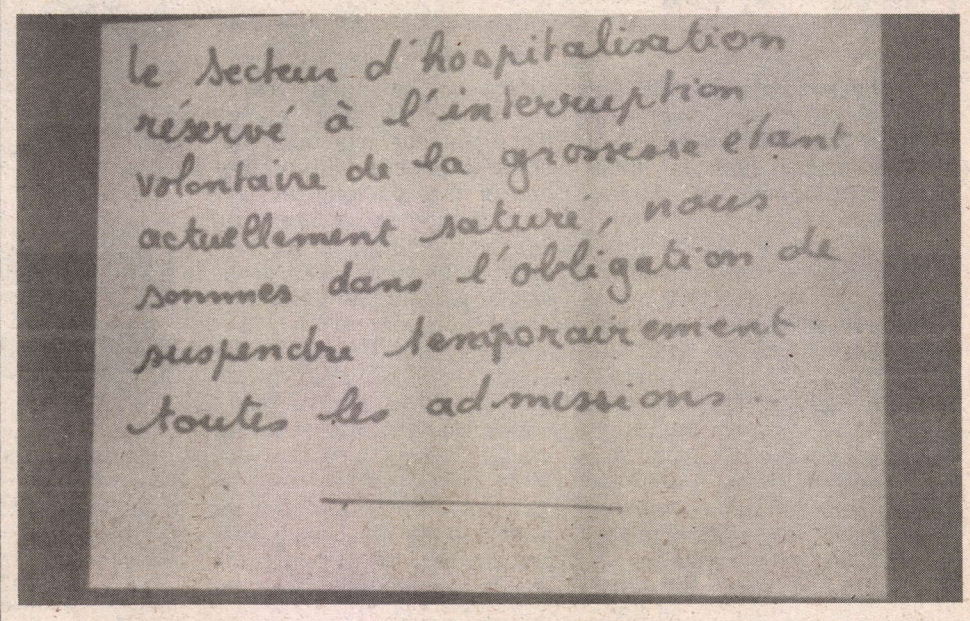
Le sport est pourri par l'argent, dans une société malade de l'argent. Et ceux qui veulent se faire une place au soleil dans ces jeux barbares risquent beaucoup, y compris leur vie.

Jean VITTEAUX

Avortement... quatre ans après

Sous le titre « Avortements: le scandale du refus », **le journal** F Magazine **dresse un tableau noir de la loi Veil et de son application quatre ans après son vote.**

Avant le vote de cette loi, en janvier 1975, 800.000 avortements se pratiquaient dans l'illégalité. Aujourd'hui, par rapport à ces chiffres, environ la moitié se font encore dans les mêmes conditions. Cela se recoupe d'ailleurs avec le nombre de départements où il est possible d'avorter dans les hôpitaux. En effet dans 16 départements l'avortement est pratiquement impossible, dans 32 autres il est théoriquement possible mais difficile en raison d'une insuffisance de moyens par rapport aux demandes.



Une affiche qu'on pouvait lire en 1975 dans le grand hôpital La Grave de Toulouse.

Le texte de la loi Veil stipule pourtant : « Toute femme enceinte que son état place dans une situation de détresse peut demander à un médecin l'interruption de sa grossesse ». **Alors pourquoi, quatre ans après le vote de cette loi, est-il toujours impossible d'avorter dans la moitié des départements ?**

F Magazine **s'élève contre le droit donné aux médecins, par la clause dite de** « conscience », **de refuser de pratiquer des avortements. Mais le scandale est ailleurs, il est dans le fait que ces médecins, quand ils dirigent des services dans les hôpitaux, refusent que d'autres médecins pratiquent des avortements dans leurs services.**

Le scandale, c'est aussi que le gouvernement n'ait pas donné les moyens matériels pour que les avortements puissent avoir lieu dans de bonnes conditions dans tout le pays. Car des médecins qui acceptent de faire des interruptions de grossesse, il y en a. Par contre, ce qui manque, ce sont les moyens matériels, et le personnel hospitalier. Des médecins sont même obligés, par manque de place, de donner des priorités : il faut par exemple avoir déjà trois enfants pour pouvoir avorter...

Autre exemple : la direction de l'hôpital Lariboisière à Paris a promis trois lits... dans deux ans, consacrés aux avortements. En attendant, des avortements seraient peut-être pratiqués dans le service des urgences, mais « l'installation aura tout du campement », **comme le dit un médecin de l'hôpital.**

Dans ces conditions, la procédure compliquée et le délai limite de dix semaines sont bien vite dépassés. Et c'est alors le risque de devoir avorter dans l'illégalité, comme par le passé, à des prix prohibitifs, dépassant largement les tarifs légaux. Ceux-ci ne sont d'ailleurs toujours pas remboursés par la Sécurité sociale (445 F sans anesthésie, 551 F avec anesthésie, et 110 F supplémentaires pour chaque journée d'hospitalisation).

On peut voir qu'il reste beaucoup à faire pour qu'une loi qui est déjà loin d'être satisfaisante soit simplement appliquée partout.

Marie-Claude SOLAC.

LE PARLEMENT EUROPÉEN :

Une assemblée sans pouvoir

La polémique est vive entre les différents partis politiques sur les pouvoirs réels, supposés, présents ou futurs du Parlement européen. Qu'en est-il exactement de ces pouvoirs ?

Rappelons d'abord que l'organisme qui chapeaute la communauté européenne et qui s'appelle le Conseil européen, est constitué de plusieurs organismes différents. Parmi eux, il y a :

1 - Le Conseil des ministres composé des neuf ministres (en général des ministres des Affaires étrangères) des Etats membres et qui a le pouvoir de prendre les décisions.

2 - La Commission, composée de 13 membres, dirigée d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres pour 4 ans. C'est elle qui est à l'initiative des décisions du Conseil puisque c'est sur ses propositions que celui-ci émet des directives.

3 - L'Assemblée parlementaire européenne ou Parlement européen dont nous étudions le rôle ci-dessous.

Le Parlement européen tel qu'il est actuellement siège à Strasbourg une cinquantaine de jours par an et est composé de 198 membres désignés pour deux ans par les parlements des Etats membres. Le Parlement français y envoyait pour sa part 36 représentants : 24 députés et 12 sénateurs.

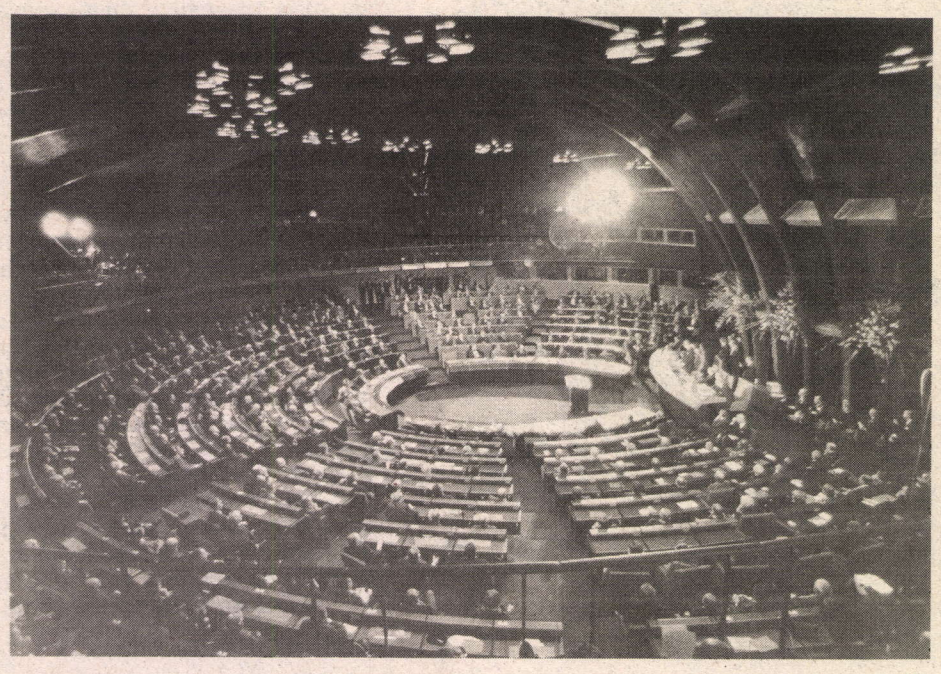
A partir de juin 1979, ce Parlement sera donc élu au suffrage universel. Il sera alors composé de 410 membres. La France enverra 81 députés.

Si le mode d'élections du Parlement aura changé, ses prérogatives resteront les mêmes, c'est-à-dire pas grand-chose. Il a presque exclusivement un rôle consultatif. Il doit, par exemple, être consulté par la Commission sur les propositions qu'elle soumet au Conseil. Mais il n'est consulté qu'une fois, et bien souvent la proposition que le Conseil adopte finalement ne ressemble plus en rien à celle sur laquelle le Parlement a donné son avis. Il peut aussi se faire informer de ce que font la Commission et le Conseil en leur posant des questions écrites ou orales. Il peut émettre un avis, mais il faut que ses suggestions soient prises en compte par la Commission pour que le Conseil soit amené à en discuter.

Le Parlement peut voter une motion de censure contre la Commission. Dans ce cas, la Commission est obligée de démissionner. Mais il n'a par contre aucun pouvoir sur le Conseil, qui n'est absolument pas responsable devant lui.

En fait, depuis 1970, les seuls pouvoirs un tant soit peu effectifs du Parlement européen sont liés au vote du budget de la communauté.

En avril 1970, le Conseil a prévu un financement indépendant de la communauté destiné à remplacer peu à peu les contributions des Etats nationaux et constitué d'une partie des droits de douane, des prélèvements agricoles, et de 1 % de la TVA perçue dans les Etats membres.



L'Assemblée parlementaire européenne : un rôle purement consultatif.

Elle peut proposer des modifications en ce qui concerne les « dépenses obligatoires », c'est-à-dire celles qui découlent directement de l'application des divers traités et qui concerne plus de 80 % du budget (75 % rien que pour le Marché comun agricole). Mais là, le Conseil tranche en dernier ressort. Par contre, elle a pouvoir de décision pour modifier les dépenses « non obligatoires » (crédit de fonctionnement, fonds communautaires comme le Fonds de développement économique, etc.). C'est en disposant de cet argent que l'Assemblée prend des décisions, par la bande en quelque sorte, en votant par exemple, un crédit pour une action que le Conseil n'a pas décidée, ou à l'inverse, en refusant l'argent nécessaire à l'application d'une décision du Conseil. Mais la somme globale sur laquelle l'Assemblée a la possibilité de jouer ainsi est faible. En 1978, cela représentait en valeur absolue 1,5 milliard de francs. A titre de comparaison, cette somme atteint à peine 0,3 % du budget de l'Etat français.

En fait, non seulement le Parlement européen, comme tous les parlements du monde, n'a pas le pouvoir de faire exécuter les décisions qu'il prend, mais à la différence d'un vrai parlement, il n'a pas même le droit de voter des lois.

Et surtout n'oublions pas que le Parlement européen n'est que l'une des institutions du Conseil européen qui n'a lui-même pas d'autre pouvoir que celui que les différents Etats nationaux lui confèrent puisque ce sont eux et eux seuls qui en dernier ressort décident si les directives du Conseil resteront lettres mortes ou seront suivies d'effets. C'est sur cet aspect que nous reviendrons dans un prochain article.

Dominique CHABLIS

Mitterrand et Marchais

tournent le dos à l'Europe des travailleurs

Ce n'est pas l'avenir de l'Europe qui préoccupe les différents partis qui, en France, ont d'ores et déjà entamé leur campagne pour l'élection du Parlement européen, qui n'aura lieu qu'en juin prochain. Ce Parlement n'aura d'ailleurs aucun pouvoir. Et ce qui les intéresse, ce sont les conséquences que les résultats électoraux des uns et des autres pourraient avoir sur la vie politique française. Ces élections ne sont pour eux que le prétexte à disputer une nouvelle manche dans la compétition pour gouverner la France. Ils sont loin de songer à des Etats unis en Europe, ayant abandonné leurs rivalités politiques et économiques dépassées et coopérant fraternellement pour le bien des peuples. Ils sont loin de songer à une Europe débarrassée du carcan des frontières nationales.

Ainsi, ce n'est pas par internationalisme que le Parti Socialiste a invité à Lille la semaine dernière Willy Brandt, président du Parti Social-Démocrate Allemand et Mario Soares, secrétaire du Parti Socialiste Portugais, pour présider au lancement de sa capagne électorale. Mais c'est parce que le Parti Socialiste, pour gagner des voix sur sa droite, recherche la caution de ces hommes d'Etat bourgeois, récemment encore Premiers ministres, que sont Brandt et Soares. C'est tous ceux qui lui reprochent de faire encore trop de concessions au Parti Communiste que Mitterrand s'emploie à rassurer.

Et Mitterrand est fier du parrainage d'un Willy Brandt qui, lorsqu'il était au gouvernement, a défendu avec autant d'efficacité les intérêts de la bourgeoisie allemande que n'importe quel homme politique bourgeois ne se réclamant pas du socialisme. Mitterrand se réclame d'un Mario Soares qui s'est employé à écarter le Parti Communiste Portugais du gouvernement, qui s'est attaqué systématiquement à tout ce que les travailleurs avaient arraché dans la période précédente, qui a chassé les paysans des terres qu'ils avaient prises aux grands propriétaires fonciers, qui a enfin soigneusement et systématiquement préparé le retour de la droite au pouvoir, à une époque où elle était bien trop discréditée pour oser apparaître sur le devant de la scène.

Mitterrand tient à rappeler avec force que lui aussi est un homme de la bourgeoisie, parfaitement capable de gouverner contre le Parti Communiste et la classe ouvrière. Il annonce même qu'il accepte d'avance, comme Soares, après avoir accompli sa tâche au service des puissants, d'être renvoyé comme un malpropre.

Et le Parti Communiste, lui qui dénonce Soares et Brandt, lui qui critique plus durement que jamais le Parti Socialiste et qui prend le contrepied de ce qu'il fait, mène-t-il une politique plus juste ?

Il est bien loin, le temps où le Parti Communiste affirmait à la suite de Marx que **« les prolétaires n'ont pas de patrie ».** Aujourd'hui l'internationalisme lui fait honte. Aujourd'hui, il ne veut même pas faire une campagne commune avec les autres Partis Communistes d'Europe. Il ne veut pas d'un seul et unique front avec le Parti Communiste Italien, le Parti Communiste Allemand, le Parti Communiste Belge. Les députés communistes auront-ils demain des positions différentes au Parlement européen, selon qu'ils sont français, belges ou italiens, se refusant de fait à défendre, ensemble, les intérêts de l'ensemble des travailleurs d'Europe ? Et, sous prétexte de combattre les trusts étrangers et le capitalisme européen, le Parti Communiste en vient à défendre l'Etat français et à justifier le droit des bourgeois français à exploiter leurs propres prolétaires et à décider — puisque c'est eux qui décident souverainement dans tous les domaines, aussi bien économique que militaire. Et s'il s'indigne à l'idée que l'Allemagne pourrait disposer de la bombe atomique, c'est pour mieux défendre la bombe française ! Il renie ainsi son passé et met d'autant plus de zèle à défendre les couleurs nationales qu'il veut montrer qu'il est désormais un parti vraiment national, raisonnable, responsable, décidé à bien défendre les intérêts de la bourgeoisie française, et non pas ceux des prolétaires de tous les pays ! Car c'est toujours vrai que les prolétaires, eux, n'ont pas de patrie, qu'ils ont intérêt à s'unir pardessus les frontières.

Mais ce n'est pas sur la bourgeoisie qu'il faut compter pour unir les peuples. Seuls les travailleurs pourront créer au-delà des frontières un pouvoir qui défendra vraiment les intérêts de toutes les petites gens, quelle que soit leur nationalité, en supprimant les trusts qui les exploitent, un pouvoir sans patrons, sans hommes d'Etat véreux et sans politiciens menteurs à leur service.

Editorial des bulletins d'entreprise

TCHAD

Les troupes françaises hors d'Afrique !

Sans la présence des troupes françaises, Malloum serait tombé depuis longtemps.

Félix Malloum, le dictateur tchadien, vient de rendre visite à Giscard. Si le contenu des entretiens n'a pas été rendu public il n'est pas malaisé de deviner que ceux-ci ont avant tout porté sur l'aide militaire fournie par le gouvernement français.

Il y a en effet actuellement plusieurs milliers de soldats et conseillers militaires français sans lesquels l'armée de Malloum serait bien en peine de faire face aux rebelles du Frolinat.

Ce n'est d'ailleurs pas sur le seul plan militaire que le régime de Malloum doit sa survie à l'aide de l'Etat français. C'est tout aussi vrai sur le plan financier et sur le plan politique. En fait, c'est par une intervention constante de l'Etat français dans tous les domaines que cette dictature, qui ne dispose d'aucun soutien populaire, réussit à se maintenir en place tant bien que mal.

Pour tenter de donner un semblant de stabilité politique au régime, un rapprochement avait été tenté sous l'égide du gouvernement français entre Malloum et Hissen Habré, ancien chef de la rébellion du nord du pays, devenu Premier ministre pour prix de son ralliement. En fait l'opération a fait long feu. En premier lieu, elle n'a nullement entraîné un arrêt de la rébellion, comme le montrent les récents combats qui ont eu lieu début novembre avec des troupes de la rebellion dirigées par le Frolinat. Et d'autre part, elle a introduit un élément d'instabilité supplémentaire dans le pays : la tête de l'Etat tchadien est aujourd'hui le siège d'une rivalité entre les deux hommes pour le contrôle du pouvoir.

Le Tchad est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. Ces dernières années les effets de la crise économique mondiale sont venus encore s'ajouter aux difficultés d'un climat peu favorable et aux ravages opérés par la colonisation qui comme partout a réduit les cultures vivrières à la portion congrue. La population tchadienne dans son immense majorité connaît aujourd'hui la misère. Le banditisme fleurit parmi les jeunes laissés à l'abandon qui trouvent là le seul moyen de survivre. Face au mécontentement de la population, la dictature ne se maintient qu'en faisant un étalage permanent de sa force.

L'oppression que subit aujourd'hui le peuple tchadien, l'Etat français, qui le fournit en armes, en hommes et en subsides, en est le premier responsable.

C'est une première raison de réclamer le départ des troupes françaises du Tchad comme de tous les pays d'Afrique. Et le fait que ce soit l'argent des impôts payés par les travailleurs français qui serve à ces basses besognes en est une seconde.

Le troupes françaises hors du Tchad !

Pierre VERNANT.

GUINÉE

La chasse aux enfants

En Guinée, cinq enfants étaient arrêtés et retrouvés morts peu après dans des camions militaires. Leur crime ? Etre grimpés dans des arbres pour regarder sans payer un match de football ! Le 6 novembre, au cours des manifestations de protestation contre ces crimes, de nouveau la répression faisait 9 morts.

Tel est le vrai visage de la Guinée de Sékou Touré, celui d'une dictature aveugle, féroce, contre la population, une population qui d'ailleurs, vit dans un dénuement presque complet.

Et pour ces morts que l'on apprend, combien y en a-t-il qui restent ignorées ? D'autant plus que lorsque des opposants tentent de dénoncer les exactions du régime, de faire connaître ses méthodes et ses victimes, le gouvernement français s'empresse de leur barrer la route. Ce fut le cas, il faut le rappeler, l'an dernier, lorsque Giscard n'hésita pas à interdire la publication en France, du livre **« Prisons d'Afrique »** de l'opposant guinéen justement, Jean-Paul Alata.

Et comment s'étonner d'ailleurs de l'empressement du gouvernement français à faire taire l'un de ceux qui ont tenté d'élever la voix contre le régime ? L'impérialisme français a trop d'intérêts à défendre en Guinée, ceux du trust Péchiney de la bauxite par exemple, pour ne pas faire preuve de complaisance envers une dictature comme celle de Sékou Touré, même lorsqu'elle se rend coupable des pires forfaits.

L.P.

BEGIN-SADATE

Les prix Nobel du marchandage

A l'heure où nous écrivons, les négociations entre Israël et l'Egypte semblent au point mort, si ce n'est au bord de la rupture.

Les démarches multiples de Cyrus Vance et les déclarations de Carter suppliant les deux parties de faire des concessions, de **« ne pas geler leurs positions »**, **« d'être constructifs »**, constituent une petite pression. Mais malgré le ton pessimiste, Carter sait très bien qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que les pourparlers traînent en longueur puisque la signature des accords de Camp David ne constituent qu'un simple cadre de négociations comportant une série d'échéances. Evidemment le prestige personnel de Carter voudrait que les échéances en question soient à peu près respectées. Mais la politique de l'impérialisme américain exige seulement que les négociations ne soient pas rompues, la seule existence de ces négociations suffisant à réduire un peu la tension dans cette région du monde. Carter se contente pour l'instant de tirer les oreilles aux protagonistes et ne va pas jusqu'à envisager de réelles mesures de rétorsion. Et aucun des deux protagonistes n'est réellement pressé de conclure pour l'instant.

En effet, même s'il ne fait aucun doute que Begin tirerait pour sa part avantage d'une paix séparée avec l'Egypte, il ne tient pas, vis-à-vis de toute une partie de l'opinion israélienne, à se précipiter, à apparaître comme celui qui a fait trop de concessions pour y parvenir.

Quant à Sadate, il ne tient pas lui non plus à passer vis-à-vis des autres Etats arabes et de sa propre opinion publique comme l'homme de la capitulation.

Alors, cela traîne. On discute, on ergote, on se brouille sur la rédaction d'un préambule, les enchères montent. Le sort des peuples est loin des préoccupations des négociateurs. Et chacun essaie de mettre la situation à profit pour marquer des points sur le terrain, essayer d'améliorer ses positions afin d'emporter le meilleur morceau.

Evidemment, ce petit jeu peut durer encore longtemps, et il y a peu de chances qu'un résultat concret sorte rapidement des négociations. Et si les peuples n'ont rien à y gagner, cela aura au moins rapporté à Begin et à Sadate la moitié d'un Prix Nobel chacun.

Frédéric FERRIERES

146 millions d'Américains en l'an 2000 !

Le gouvernement américain vient de promouvoir un nouveau programme visant à réduire les pertes humaines dans le cas d'une attaque nucléaire. Ce programme, qui doublera paraît-il, le budget de la défense civile, est basé sur l'évacuation rapide des villes.

Pour se protéger des dangers d'une attaque nucléaire, le gouvernement américain avait d'abord choisi de construire des abris anti-nucléaires dans les villes. Mais on ne pouvait embétonner ainsi que 90 millions d'Américains sur 216, et, surtout, du fait du manque de fiabilité des abris, la tentation risquait d'être grande pour l'adversaire d'expédier quand même ses missiles.

Grâce au nouveau programme, si l'URSS ne s'aperçoit pas que les autorités américaines ont transféré les villes à la campagne, il restera envivron 146 millions d'Américains après l' « échange nucléaire » envisagé par les stratèges.

Il suffira, pour que le plan soit efficace d'empêcher un éventuel agresseur de se procurer des cartes récentes des USA...

De toute façon, comme dit Carter, **« l'horrible menace d'une destruction mutuelle empêchera une attaque d'être lancée ».** Pas d'inquiétude à se faire, donc...

G.D.

Espagne

La dénonciation du terrorisme prétexte à l'union sacrée

Le 10 novembre, plus de 140 manifestations se sont déroulées dans autant de villes d'Espagne, avec comme mot d'ordre central : « Terrorisme : non ! Démocratie : oui ! ».

L'initiative de ces manifestations simultanées revient au Parti Socialiste, au Parti Communiste et aux confédérations syndicales qu'ils contrôlent (Union Générale des Travailleurs et Commissions Ouvrières), qui ont fourni le service d'ordre de ces manifestations. Mais l'éventail des organisations appelantes était élargi à gauche par certaines formations maoïstes (le Parti du Travail, l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs, et les deux mini-centrales syndicales que ces groupes animent).

Pour toutes ces formations, il s'agissait, disent-elles, de manifester contre le terrorisme « d'où qu'il vienne » **et** « en solidarité avec le peuple basque ». **Mais dans le contexte politique espagnol, après la manifestation organisée le 28 octobre à Bilbao** « contre le terrorisme » **par le Parti Nationaliste Basque, de telles manifestations ne pouvaient apparaître avant tout que comme dirigées contre l'ETA (l'organisation nationaliste basque radicale) et que comme un soutien à la politique du gouvernement Suarez. D'ailleurs les appels à la manifestation mettaient surtout l'accent sur le terrorisme de l'ETA (par rapport à celui de l'extrême-droite) et demandaient de la sympathie et de la compréhension pour les « forces de l'ordre ».**

Ni le gouvernement ni la bourgeoisie ne s'y sont d'ailleurs trompés. La Confédération Espagnole des Organisations Patronales a tenu, dans un communiqué, à « se solidariser explicitement et sans équivoque avec toutes ces actions » **et le parti du Premier ministre, l'Union du Centre Démocratique, appelait également à ces manifestations.**

Tentative de récupération ? Acceptée alors de grand cœur par les organisations de gauche, puisqu'à Madrid, par exemple, les organisateurs de la manifestation avaient décidé par avance que le représentant de l'UCD défilerait au premier rang aux côtés de ceux des organisations autres (y compris les maoïstes du PT et de l'ORT).

On peut se demander ce qui a poussé le PS et le PC espagnols à cette spectaculaire démonstration d'union sacrée. Ce n'est sans doute pas seulement la persistance du terrorisme au Pays basque, car si le calme est loin d'y être revenu (le lendemain même, on y enregistrait encore deux attentats contre des gardes civils, faisant deux morts), la situation n'y est après tout pas plus agitée qu'il y a six mois ou un an. Mais c'est que l'Espagne est d'ores et déjà entrée dans la campagne du référendum constitutionnel, prévu pour le 6 décembre, et qu'il s'agit pour tous les partisans du « oui » d'en faire un succès.

Or le spectre du terrorisme, et surtout des ripostes qu'il risquerait d'entraîner de la part de l'armée, est l'un des arguments préférés de la gauche pour présenter le régime prévu par la Constitution comme un « moindre mal ». Et ce n'est sans doute pas un hasard si l'éventail des partis ayant appelé aux manifestations du 10 novembre recouvre exactement (y compris dans le cas des maoïstes) celui des partisans du « oui » à la monarchie juan-carliste.

François DUBURG

Kadar : à l'ombre des chars russes

" enrichissez-vous "

Giscard reçoit le premier secrétaire du Parti Communiste Hongrois Janos Kadar, et la grande presse nous l'a présenté à cette occasion comme l'artisan de la conquête d'un certain nombre de libertés pour la Hongrie. Ce qui est pour le moins paradoxal, pour un homme qui accéda à son poste en 1956 par la bonne grâce des blindés russes et qui couvrit la répression sanglante contre les ouvriers hongrois et l'exécution de Nagy, son prédécesseur.

Mais aussi paradoxal que cela paraisse, c'est vrai dans une certaine mesure. Car la Hongrie, aux destinées de laquelle il préside depuis cette époque, passe aujourd'hui, aux yeux des journalistes occidentaux, pour la plus émancipée des Démocraties Populaires. Un tiers de son commerce extérieur se fait avec les pays occidentaux, ce qui représente la moitié du revenu national. La Hongrie envisage dans un avenir proche la convertibilité de sa monnaie avec celle des pays capitalistes. Depuis dix ans qu'est appliqué le nouveau plan économique, une tolérance, qui n'existe à ce niveau dans aucun autre pays de l'Est, a permis à toute une petite bourgeoisie de s'enrichir, de faire du commerce et des affaires, de pouvoir jouir de voitures, de villas et, summun, de pouvoir voyager dans les pays occidentaux avec un passeport qui permette le retour.

Et cette petite bourgeoisie satisfaite du régime fournit aujourd'hui une base sociale solide au régime de Kadar. Pourtant rien, ou presque, n'a changé sur le plan politique. Kadar se garde bien de prendre des positions qui puissent être en contradiction avec celles de l'URSS. Et en cela il diffère de son voisin roumain Ceaucescu, qui par des prises de position aux côtés de l'Occident a tenu à se démarquer de l'URSS, alors que son économie reste plus dirigiste et plus dépendante de son tuteur soviétique.

Mais, là où la Hongrie ne diffère en rien de la Roumanie ni des autres pays de Démocratie Populaire, c'est sur le plan du régime intérieur, qui reste celui de la dictature. Les moindres libertés démocratiques sont toujours interdites et la répression empêche toute expression d'opposition politique, quelle qu'elle soit.

Janos Kadar

Pour maintenir ce régime, c'est bien le même Kadar que celui de 1956 qui s'est succédé à lui-même, en dépit de nouveaux avantages concédés à une minorité de la population. Et c'est bien le même homme et le même régime qui ont permis à une minorité de privilégiés de garantir par la dictature le droit de jouir du prétendu « socialisme à la hongroise », dans la mesure où c'est la classe ouvrière et les autres couches laborieuses qui en font les frais.

Louis GUILBERT

Albanie

Naissance d'une opposition

Les 264 candidats uniques du Front Démocratique, parti lui aussi unique, à l'Assemblée Populaire d'Albanie, ont tous été élus. Voilà ce qui s'appelle une République Populaire ! D'autant plus qu'officiellement ils ont été élus par les 1.436.288 électeurs inscrits — pardon, par seulement 1.436.287 électeurs, l'un d'eux ayant eu le culot de s'abstenir. Ce qui change tout !

Ce mauvais coucheur d'abstentionniste joue la cuillerée de goudron dans le baril de miel de ce scrutin. Sont-ils donc terminés, ces beaux élans spontanés qui se traduisirent dans le passé par 100 pour cent de votants pour les candidats ? A moins que ce soit vraiment la démocratie qui préside désormais au scrutin, puisqu'on pourrait même s'abstenir, Enver Hodja et contre tout...

L.P.

Barbara Stratriesky, la compagne de Blasco, vient de mourir

Le Comité Blasco nous a envoyé le message suivant, que nous publions d'autant plus volontiers que nous nous associons à cet hommage rendu à Barbara Stratriesky :

« Nous avons appris le décès à Rimini (Italie), le 3 novembre 1978, de Barbara Stratriesky, la compagne pendant toute sa vie de Pietro Tresso (Blasco), ancien membre du Bureau Politique du Parti Communiste Italien et partisan de l'Opposition de Gauche, puis de la IV[e] Internationale guidée par L. Trotsky.

Née à Trieste, de son nom de famille Deborah Seidenfeld, comme plus tard sous divers pseudonymes (« Lucienne » dans l'Opposition de Gauche), Barbara adhéra très jeune à la gauche socialiste italienne, puis au PCI dirigé par Bordiga, puis Gramsci. Elle milita en Italie sous le fascisme mussolinien, en particulier comme agent de liaison entre les représentants soviétiques et la direction du parti. En 1928 elle émigra en France aux côtés de P. Tresso. Elle prit ensuite une part active à la défense de la direction contre l'emprise stalinienne. Exclue comme Tresso en 1930, elle continua à lutter avec la Ligue Communiste, la Nouvelle Opposition Italienne, puis le Parti Ouvrier Internationaliste jusqu'à la guerre.

Arrêtée à Marseille en 1943 avec P. Tresso par la police de Vichy, elle fut relâchée, tandis que Tresso était incarcéré à la prison du Puy. On sait que son compagnon, libéré du Puy en 1944 par un commando du PCF, fut ensuite assassiné au maquis sur ordre des agents staliniens.

Après la guerre, rentrée en Italie, elle se dévoua au Centre d'accueil d'orphelins à Rimini, tout en continuant à militer dans les rangs du socialisme. Pendant plus de trente ans elle s'acharna sans défaillance à faire la lumière sur l'exécution de Blasco, sans parvenir à retrouver son corps ni à obtenir les aveux des auteurs du crime. Caractère indomptable, symbole du dévouement, gravement malade depuis plusieurs années, elle laisse à tous ses amis l'image d'une militante fidèle à elle-même jusqu'au bout. »

Nicaragua

Lâcher Somoza pour garder le Nicaragua ?

Somoza : aussi sanglant que soit son régime, il ne constitue peut-être plus une garantie suffisante pour les Etats-Unis.

Carter vient de déclarer qu'il souhaite la constitution au Nicaragua d'un gouvernement **« pleinement soutenu par le peuple »**, autrement dit qu'il voudrait bien voir le dictateur Somoza céder la place à une équipe gouvernementale plus présentable et moins haïe par la population.

Cette déclaration, qui s'ajoute à la suspension des prêts accordés par le gouvernement américain au régime de Somoza, confirme la volonté des dirigeants américains de tenter de mettre sur pied une solution de rechange à la dictature toujours en place.

Ce n'est pas que Carter a subitement été touché par la grâce et convaincu des droits du peuple nicaraguayen à échapper à l'un des régimes les plus sanglants d'Amérique latine.

Non ; ce qui dérange Carter et ses sous-fifres, c'est qu'ils doutent que Somoza soit capable à l'avenir d'empêcher de nouvelles révoltes d'éclater dans le pays. Ils redoutent une réédition des événements de septembre dernier, qui avaient vu toute une partie de la population pauvre, et en premier lieu de la jeunesse, se soulever contre le régime. Et ce d'autant plus que l'opposition, avec laquelle le gouvernement américain a entrepris des pourparlers par-dessus la tête de Somoza, parle de reprendre la lutte contre lui. Certains dirigeants de cette opposition agitent en effet la menace de la grève générale pour le départ du dictateur, tandis que d'autres, comme les Sandinistes, évoquent la reprise de la lutte armée.

Carter dispose donc peut-être de peu de temps pour parvenir à ses fins. C'est ce qui explique qu'après avoir il y a trois mois laissé la Garde nationale de Somoza massacrer des milliers de civils et écraser les quartiers populaires sous les bombes, les dirigeants américains en viennent aujourd'hui à annoncer leur intention de se débarrasser de lui à froid, si possible sans intervention populaire, en espérant y parvenir avant que de nouvelles révoltes n'éclatent.

Il n'est pas dit pourtant que les travailleurs du Nicaragua, qui n'ont pas demandé hier l'autorisation à Carter d'engager la lutte contre Somoza, se satisfassent demain du successeur que les Américains essaieront de lui donner.

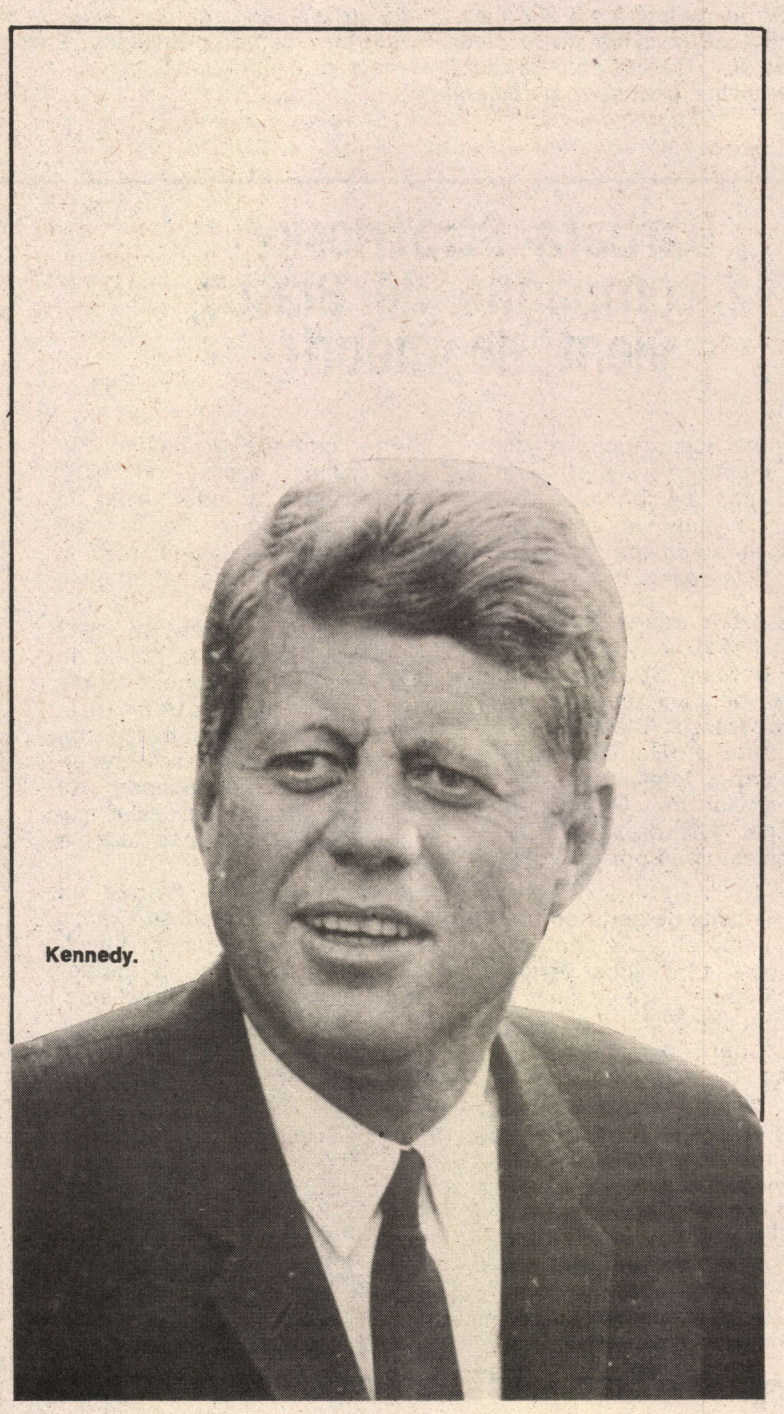
P.V.

USA

Le 22 novembre 1963, John-F. Kennedy, président des Etats-Unis depuis trois ans, était assassiné alors qu'il était en visite officielle à Dallas, dans l'Etat du Texas.

L' « affaire Kennedy » commençait, sur laquelle des milliers de pages de rapports, enquêtes, commissions, etc., allaient être écrites prétendant apporter la lumière sur les circonstances de cet assassinat.

Il y a 15 ans, le 22 novembre 1963, Kennedy tombait au service de sa classe



Kennedy.

Aujourd'hui encore, quinze ans plus tard, la lumière est loin d'être faite. Mais, au fond, peu importe, tant il est vrai qu'au-delà du mauvais roman policier des faits eux-mêmes, cet assassinat fut d'abord et avant tout la réponse politique de toute une fraction de son propre appareil d'Etat à la politique que Kennedy entendait mener.

Kennedy était l'homme qui faisait passer le contingent américain au Vietnam de 900 à 16.000 hommes et qui menait une politique violemment hostile au régime de Castro, à Cuba. Et pourtant, il s'était forgé à bon marché une réputation de président libéral. En particulier, parce que, rompant avec l'attitude de ses prédécesseurs, il était l'homme du rapprochement avec l'URSS, celui qui recevait Khrouchtchev et celui auquel toute la gauche américaine et internationale, y compris les Partis Communistes, apportait son soutien. Et surtout, sur le plan intérieur, il faisait d'une attitude plus souple en matière de ségrégation raciale l'un des axes de sa politique.

Déjà, avant même son élection, Kennedy avait appuyé en 1960 la loi votée par le Congrès sur les droits civiques des Noirs, soutien qui lui avait valu, au moment de son élection, l'appui et les voix des organisations noires. Une fois élu, il devait poursuivre cette même politique. Peut-être dans l'espoir de désamorcer — sans y parvenir d'ailleurs — la révolte des Noirs américains. Mais surtout parce que cette politique était la traduction, sur le plan intérieur, de celle que menait alors l'impérialisme américain en direction des nouveaux Etats africains accédant les uns après les autres à l'indépendance.

Kennedy, en agissant ainsi, défendait de façon conséquente les intérêts des Etats-Unis qui cherchaient à asseoir leur influence en Afrique. Mais cela ne l'empêchait pas de se heurter à l'incompréhension de son propre appareil d'Etat, borné et hostile à toute mesure intérieure de libéralisation raciale, aussi timide soit-elle. D'autant plus hostile, d'ailleurs, que les années de présidence de Kennedy allaient être marquées par les importantes manifestations pour les droits civiques des Noirs auxquelles répondirent de violentes flambées raciales dans les Etats du Sud.

Par sa politique, Kennedy s'attirait la haine de toute une fraction — formée à l'école du racisme et de l'esclavagisme — de la police, de la justice et de la petite bourgeoisie des Etats du Sud, prête pour lui barrer la route à aller, ainsi qu'elle devait le prouver, jusqu'à l'assassinat. Le gouvernement des Etats-Unis pouvait dire et décider une chose, mais il ne pouvait empêcher que les Etats de l'Union fassent autre chose.

Pour supprimer la ségrégation raciale, il aurait fallu détruire complètement l'administration, la police, la justice des Etats du Sud. Tâches que justement Kennedy ne pouvait remplir, car cela aurait signifié détruire à la base l'appareil de domination sur lequel le gouvernement fédéral et l'économie américaine reposent. Kennedy ne pouvait pas s'attaquer physiquement à eux, car c'était, du même coup, s'attaquer aux fondements de son propre Etat. Il ne pouvait que tenter de les convaincre, de leur démontrer avec le temps que, si leurs intérêts particuliers semblaient lésés, leur « morale » particulière bouleversée, il n'y avait pas moyen de faire autrement, que c'était pour leur bien à tous, que c'était un sacrifice à consentir pour la défense des intérêts généraux de l'impérialisme américain.

Kennedy n'avait pas le choix. Incapable d'imposer la loi aux appareils d'Etat locaux, il ne pouvait les détruire et les représentait au même titre qu'il représentait toute la bourgeoisie américaine. Eux n'en avaient pas conscience. Lui, en tant que chef de l'Etat, en tant qu'homme politique de la bourgeoisie, avait cette conscience. Les milieux dirigeants de la bourgeoisie choisissent d'ailleurs leurs hommes politiques en fonction de cela. Et cette conscience-là, c'est la conscience de classe. Kennedy savait probablement qu'en se rendant à Dallas, capitale de l'un de ces Etats du Sud des Etats-Unis, et en cherchant à leur imposer sa politique, il risquait sa vie. Mais il jouait le jeu pour défendre les intérêts généraux de l'impérialisme américain.

Aujourd'hui en France, l'Etat et ses représentants apparaissent aussi incapables de faire respecter et appliquer les lois anti-racistes, pourtant votées au Parlement, par la police, la justice, l'armée, l'administration. Car en France, comme aux Etats-Unis, comme ailleurs, si la bourgeoisie mène parfois, lorsque ses intérêts l'exigent, une politique peinte aux couleurs libérales, ses hommes de main, ses exécutants, les cadres de son Etat, de sa police, de son armée, sont dressés à ne chercher l'ennemi qu'à gauche. Et la gauche, pour l'extrême-droite, c'est parfois le centre ou même la droite libérale.

Kennedy était assassiné à Dallas parce que sa propre machine d'oppression était bête, bornée, dressée à tuer, et qu'elle a effectivement tué, avant de se rendre compte qu'elle abattait l'un des siens.

LA FAMINE : UNE MENACE PERMANENTE

CETTE année encore, les pays du Sahel sont partiellement sinistrés et ils ont dû faire appel à des organismes internationaux pour recevoir une aide alimentaire d'urgence. La FAO * (organisme dépendant de l'ONU) a estimé leurs besoins à plus de 500.000 tonnes de céréales.

Que s'est-il passé ? Dans la plupart des régions, la saison des pluies de l'année 1977 a commencé normalement puis s'est brusquement interrompue. Les jeunes pousses des champs tout nouvellement ensemencés ont été détruites par l'ardeur du soleil. Les paysans ont dû recommencer à semer trois ou quatre fois. A court de semences, ils ont abandonné de nombreux hectares, d'où, par endroits, une baisse de la production agricole de 50 à 60 %.

Dès février, certaines régions avaient déjà épuisé leurs réserves de céréales et, d'une façon générale, la « soudure » entre la récolte insuffisante de 1977 et la récolte à venir de 1978 s'est avérée difficile surtout de juin à octobre, au moment où le paysan cultive son champ et a besoin de fournir ses plus gros efforts.

En fait, les pays du Sahel, qui comptent parmi les pays les plus pauvres du monde, ne produisent plus sur place de quoi nourrir la population, surtout depuis la grande sécheresse de 1972-1973 dont ils n'ont pas encore réussi à surmonter les ravages.

Pourtant, une sécheresse particulièrement longue, comme celle qui a duré de 1968 à 1973, et qui a atteint des régions vastes, n'est pas à proprement parler un fait exceptionnel dans ces régions semi-arides du Sahel. D'autres sécheresses aussi importantes ont été enregistrées dans le passé. Mais peu ont eu des conséquences aussi graves.

La population a été particulièrement touchée et d'une façon irrémédiable. Plusieurs millions d'hommes ont été touchés par la famine ; 100.000, peut-être plus, sont morts de faim, d'épuisement ou de maladie, des centaines de milliers d'autres particulièrement les enfants en conserveront des séquelles à vie.

Les éleveurs du Nord, dont les troupeaux sont morts de faim et de soif dans leur quasi-totalité, ont entamé une longue marche au travers du pays, en quête d'un peu de nourriture, contraints parfois d'abandonner en route femmes, enfants et vieillards.

Ainsi, des vagues successives de Touaregs, de Maures, de Peuls, etc., sont descendus vers le Sahel méridional, dans des régions de cultures, elles-mêmes durement touchées par la sécheresse. Les villageois qui accueillaient les centaines de réfugiés, n'avaient la plupart du temps plus rien pour eux-mêmes, et ont été aussi contraints de fuir en masse vers le Sud, en direction des villes.

Il s'agit là d'un véritable exode, dans bien des cas sans retour, tant les difficultés pour repartir paraissent aujourd'hui insurmontables.

Enfin, l'ampleur de la dévastation est impressionnante, des milliers de kilomètres carrés, ainsi privés de végétation sont transformés en désert, parfois définitivement.

La sécheresse de 1973 a révélé et amplifié une situation déjà fort compromise, car le milieu sahélien, depuis un demi-siècle, a considérablement changé. Depuis l'arrivée du colonisateur français, tous les rapports économiques et sociaux y ont été totalement modifiés. La population est rentrée dans les circuits économiques et commerciaux du capitalisme, parfois brutalement, parfois insidieusement par le biais des échanges commerciaux. Ce qui a provoqué dans ces régions particulièrement démunies de profonds bouleversements et perturbé l'équilibre fragile entre l'homme et la nature.

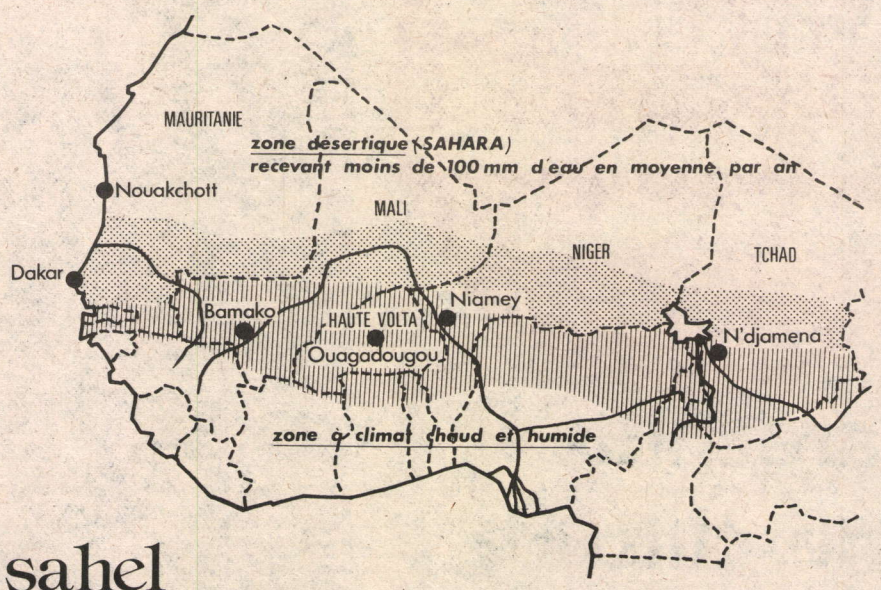
Une sécheresse particulièrement importante et c'était la catastrophe !

(*) FAO : Food Agricultural Organisation : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. Organisme de l'ONU.

● LA FAMINE...

« Chez moi, tout le monde avait faim. Surtout mes parents qui étaient plus vieux et plus faibles. Pour les sauver, j'ai vendu peu à peu tout ce que j'avais. (...) Au mois de juin, ils sont morts. En juillet, j'ai abandonné ma femme et mes enfants pour aller à Dessié. (...) En septembre, la police m'a ramassé presque mort dans la rue. (...) Je sais que là-bas, au village, tous les miens ont disparu. »

Le Monde,
16-1-74.



Rivage du désert

Le mot « sahel » qui signifie « bordure » ou « rivage » désigne une zone climatique particulière qui a la forme d'une large bande traversant d'est en ouest l'Afrique occidentale, en bordure du Sahara.

Elle recouvre la presque totalité de six pays (la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Mali, la Haute-Volta, le Tchad), soit près de 5 millions de kilomètres carrés (ou huit fois la France), avec une population de 25 millions d'habitants.

C'est une zone aride, avec des différences graduelles entre le nord, où, à la limite du désert, la moyenne annuelle des pluies se situe vers 200 mm, et le sud où la moyenne est de l'ordre de 1.000 à 1.200 mm par an. Même des régions plus arrosées que la France, qui reçoit envivron 750 mm d'eau par an, sont arides car les effets des pluies sont limités par l'évaporation intense due à la chaleur, et leur répartition dans l'année se fait sur une courte période de quelques mois. Il y a une saison sèche et une courte saison humide.

Au nord, les pluies souvent torrentielles tombent entre juillet et septembre. La végétation est rare, composée de touffes d'herbes disséminées qui jaunissent rapidement après les pluies. Toute culture est pratiquement impossible, sauf autour de quelques points d'eau. L'activité y est essentiellement pastorale.

Dans le sud, la saison des pluies est plus longue. La végétation est plus abondante. C'est la savane, formée de hautes herbes et d'arbustes, épineux, palmiers nains. Le régime des pluies permet des cultures peu exigentes en eau comme le mil, l'arachide ou le coton. La culture du riz se fait le long des fleuves.

Les limites entre les deux types de végétation sont fluctuantes selon les années, du fait de l'irrégularité des pluies. En effet, si l'on peut établir, à l'aide de moyennes annuelles, des différences graduelles du nord au sud, la répartition des pluies est dans la réalité variable, aussi bien dans le temps que dans l'espace. La même quantité de pluie peut tomber en quelques jours ou en plusieurs semaines, être très différente selon les années, y compris dans des régions de même latitude.

De telles variations ont des incidences importantes : une longue période de sécheresse peut faire disparaître des pâturages pendant plusieurs années ; dans les régions agricoles, le manque de pluies, s'il se produit juste au moment de la germination, peut compromettre toute la récolte.

Pendant des siècles, les populations du Sahel ont réussi à tirer leur subsistance de ce milieu relativement inhospitalier, soumis à des conditions climatiques capricieuses. C'est autour de cette constante climatologique qu'éleveurs et paysans ont constitué leur société et réussi, dans l'ensemble, à créer une sorte d'équilibre mouvant, mais durable entre l'homme et la nature.

La pénétration du capitalisme, malgré les moyens modernes dont il était le porteur, n'a pas permis d'établir un équilibre supérieur, plus favorable à l'homme. Au contraire, elle a profondément bouleversé les équilibres antérieurs, aggravant à la fois la sécheresse et ses conséquences sur les sociétés vivant dans cette région.

Des paysans sahéliens sur une terre aride.

Les sécheresses

De grandes sécheresses de l'ampleur de celle de 1973 sévissent périodiquement dans le Sahel.

Bien qu'il n'y ait ni chiffres, ni témoignages écrits sur les sécheresses du passé, leur souvenir se perpétue au travers de la tradition orale des populations sahéliennes.

Au Niger, on parle encore du « Izne nere », cette pratique qui consistait en période de famine à vendre temporairement les enfants contre un peu de nourriture ; ou du « Gaasi borgo », la période où l'on n'eut plus rien d'autre à piler que la calebasse.

En 1913, la terrible sécheresse qui a frappé le Sahel a laissé des traces dans les rapports des administrateurs coloniaux et, autant que ces derniers pouvaient en juger, elle se serait soldée par un lourd bilan. Peut-être 300.000 victimes, selon les contemporains ; la ville d'Abéché au Tchad qui comptait 28.000 habitants en 1912 n'en comptait plus que 5 à 6.000 en 1914 et le cheptel aurait été réduit de moitié.

Il y eut une autre grande sécheresse, de 1940 à 1947, qui atteint particulièrement la Mauritanie cette fois-ci. Aux ravages de la sécheresse elle-même s'ajoutèrent les exactions des colonisateurs : la France, alors en guerre, réquisitionna par la force des animaux. Un grand nombre d'éleveurs furent ainsi dépossédés de leur bétail et dépourvus de tout, ils émigrèrent vers les villes ; c'est eux qui fourniront la main-d'œuvre des premiers chantiers industriels et miniers qui s'ouvrent en Mauritanie vers les années 1950.

La récente sécheresse a commencé en 1968 et a culminé durant les années 1972 et 1973. Elle a été très étendue et a touché tous les pays du Sahel d'ouest en est. La famine qui s'en est suivie a été surtout liée aux effets cumulatifs de plusieurs années de sécheresse auxquelles il aurait été possible de faire face, si des mesures avaient été prises à temps ; car d'une année sur l'autre, la pénurie alimentaire était prévisible.

LE SAHEL MALADI

DOSSIER

La famine au Sahel

L'arachide : une culture pour les pays nantis

Des épis de mil, principale culture vivrière du Sahel.

Un paysan prépare des trous pour la semaille du mil.

LES PAYSANS CONTRAINTS A DES RAPPORTS COMMERCIAUX INEGAUX

C'est à l'instigation du colonisateur que la culture d'arachide s'est développée, parfois d'une façon brutale mais très souvent, au Sénégal du moins, sur la base de rapports commerciaux.

D'importantes quantités d'arachides étaient collectées par des commerçants parcourant la brousse, achetées aux villageois pour être revendues à des sociétés françaises.

Dès l'origine, le paysan est le grand perdant de ces échanges commerciaux dont il ne domine aucun mécanisme. Vivant pour l'essentiel de ses propres produits, mil, sorgho, légumes, il n'entre dans la sphère monétaire que pour vendre son arachide, où il est totalement livré aux commerçants et aux sociétés d'importation tout puissants, maîtres du jeu et des prix de l'arachide.

Les moyens pour l'amener à vendre au plus bas prix sont multiples : les balances de pesage sont faussées ou bien une partie de l'arachide est confisquée ou alors les récalcitrants sont bastonnés. Il n'y a aucune limite à la baisse des prix. Car tenues, ni de payer ni d'entretenir les paysans, les grandes sociétés exportatrices obtiennent l'arachide à des prix absolument dérisoires.

...PAR L'IMPOT

Pour obliger les paysans à poursuivre cette culture dont ils ne tirent ainsi aucun bénéfice, l'administration coloniale exige d'eux un impôt en argent dont le montant est parfois supérieur au prix qu'ils ont retiré de la vente de leur arachide. Elle parvient à prélever cette dîme souvent par la force mais aussi en s'appuyant ou en ranimant les vieilles relations quasi-féodales qui existaient dans les campagnes entre les chefs de villages et les villageois, entre les chefs religieux musulmans, les Marabouts et les fidèles.

Ainsi les Marabouts de la secte mouride exigent de leurs Talibés — enfants sensés apprendre le Coran — qu'ils cultivent gratuitement leurs champs. Avec ces pratiques, les Khalifes et la hiérarchie mouride sont devenus de véritables capitalistes employant des milliers de paysans non payés.

L'ENDETTEMENT PERMANENT

Le paysan est contraint de réduire la surface de ses cultures vivrières. Alors, produisant à peine de quoi se nourrir et devenant incapable de faire des réserves, il s'endette pour acheter du riz ou des céréales ou même ses propres semences qu'il a consommées au moment de la soudure... Mais chacun de ses emprunts le met à la merci des usuriers qui lui revendent souvent son propre mil beaucoup plus cher que le paysan ne lui avait vendu après la récolte.

APRES L'INDEPENDANCE

L'indépendance en 1960 n'a pas mis fin à cette situation. Parce que les contraintes qui ont été imposées à l'administration coloniale ont été prolongées sous d'autres formes.

Pour vivre et exister, l'Etat local est obligé souvent de faire un prélèvement supplémentaire sur le paysan. C'est ainsi qu'en plus de l'impôt, le gouvernement sénégalais a essayé de s'occuper lui-même d'une opération qui est source de profit pour tous les intermédiaires et acheteurs : la collecte de l'arachide. Il a donc créé des coopératives chargées d'acheter l'arachide, de vendre les semences ou de louer ou vendre du matériel agricole, tout cela à des taux d'usure extraordinaires.

C'est donc auprès des coopératives que les paysans sont endettés au point que parfois, comme ils vont en même temps vendre leur arachide, payer leurs impôts et rembourser leurs dettes, ils ne récupèrent strictement aucun argent de leur vente.

Ainsi poussé par un éternel besoin d'argent, le paysan, chaque année, essaye d'augmenter sa production d'arachide au détriment des jachères qu'il ne respecte plus, au détriment d'autres cultures, mil, sorgho qu'il ne cultive plus en alternance ou au détriment des éleveurs du nord dont il s'empare de tous les territoires susceptibles de supporter la culture d'arachide.

Ainsi, si la culture d'arachide se maintient ou s'accroît, c'est parce que la surface cultivée s'accroît. Mais, par contre, les rendements baissent et les sols s'appauvrissent, se dégradent rapidement et définitivement.

L'abus de la culture d'arachide ruine les sols.

● Comment la culture de l'arachide peut devenir un fléau

L'arachide est une plante bien adaptée aux conditions naturelles des pays du Sahel : de faibles quantités d'eau et des sols même peu épais lui suffisent pour se développer.

Mais la culture de l'arachide présente un grave danger pour les sols. A la récolte, toute la plante est arrachée pour récupérer les graines. La couche de terre soulevée par ces opérations se dessèche et est facilement emportée par le vent. Par ailleurs, l'arachide appauvrit le sol en éléments minéraux et en humus utiles à la cohésion du sol et diminue ainsi sa capacité à retenir l'eau pour la mettre à la disposition de la plante.

Pour compenser cet appauvrissement du sol, le paysan le laissait sans culture pendant cinq ou six ans, cette jachère longue permettant à des herbes de repousser pour fixer le sol et reconstituer l'humus en se décomposant. Ou bien ils faisaient pousser en alternance avec l'arachide, du mil ou du sorgho.

Mais obligés à faire toujours plus d'arachide, le paysan a été amené à réduire les jachères à un ou deux ans, parfois à les supprimer lorsque la sécheresse est arrivée. La couche superficielle du sol s'est transformée en poussière et a été emportée par le vent. Les pluies violentes de 1974 ont raviné et emporté ce qui restait, achevant ainsi la transformation de la brousse et des champs en désert.

LE SAHEL

LA sécheresse qui frapp
littoral saharien est due
physiques, climatologiq
et la dégradation constante des
le fait de causes climatologique
est liée à des problèmes écono
découlant eux-mêmes de l'intég
une économie capitaliste mode
satrice, en l'occurrence la Fran
tion, en obligeant les paysans a
certain nombre de produits des
ne. C'est ainsi que l'arachide, s
pays, est devenue un véritable
numéro un, même. La producti
plus gros producteur) et celle
pour l'essentiel exportée vers
mée en huile et ce, au profit ex
tels que Lesieur.

En fait, comme tant d'aut
pays du Sahel sont transformé
premières des industries capit
jétissement s'accompagne d'im
l'économie de ces pays. L'exte
de l'arachide se fait au détrime
tionnelles.

Une partie croissante des
dépendent alors de la vente d
l'arachide est elle-même entière
de l'industrie capitaliste des p
vant même plus assurer leur pro
complètement jugulés par l'im
partie de leurs sols sont comp
par une culture extensive force

Le nord du Sahel, région
l'élevage, a subi une transforma
vivaient en économie fermée
troc de quelques têtes de bétai
également contraints de prod
ainsi au marché mondial. Il s'e
trôlé du bétail, en vue de la com
des pâturages, qui entraîne un
végétation, la seule protection
liens.

Ces deux grandes transfo
lienne, qui aboutissent en fin d
de cette dernière à l'économie
tres transformations importan
local va être ruiné et disparaît
produits manufacturés des pays
population une dépendance enc
dres besoins quotidiens, envers
ché capitaliste.

Nous l'avons déjà dit, les
posé ces transformations par la
les Etats nationaux, mis en pla
même. Ils sont trop intéressés
l'arachide ou l'élevage. Tous le
politique, tous encouragent par
ment de la culture commerciali
à se procurer de l'argent en cu
pour payer l'impôt. Dans bien d
veurs ne cultivent de l'arachide
pour payer l'impôt...

Dans un certain sens, cett
caine dans les circuits monétai
veloppement grâce aux avanta
capable d'offrir. Avantages qui,
tuent un progrès et permettent
gent la nature des liens qu'ils
Ainsi, les capitalistes ont essay
culture du riz et de maintenir s
paysan à substituer le riz à sa
lui absorbait trop de temps. Ma
il a accru à tel point sa dépe
capitaliste que la moindre pertu
catastrophique.

DU CAPITALISME

EXPLOITÉ

e une région aride comme le pour l'essentiel à des causes es. Mais, l'avancée du désert sols de cette région n'est pas s. La désertification du Sahel niques et sociaux très précis, ation forcée de ces pays dans ne. C'est la puissance coloni- e, qui a imposé cette intégra- icains à cultiver à outrance un inés à l'industrie métropolitai- nple plante alimentaire de ces roduit industriel — le produit n arachidière du Sénégal (le des autres pays du Sahel est France, afin d'être transfor- lusif de quelques grands trusts

es pays sous-développés, les en fournisseurs de matières listes occidentales. Cet assu- ortantes transformations dans sion démesurée de la culture nt des cultures vivrières tradi-

besoins alimentaires des pays l'arachide. Mais la vente de nent subordonnée aux besoins ys développés. Ainsi, ne pou- pre subsistance, ces pays sont érialisme et de surcroît, une lètement épuisés ou dégradés ée de l'arachide.

raditionnellement consacrée à ion similaire. Les éleveurs qui vec comme seul échange, le contre des céréales, vont être ire pour vendre et s'intégrer suit un développement incon- mercialisation et une surcharge disparition progressive de la fficace des fragiles sols sahé-

mations de l'économie sahé- compte à une subordinnation capitaliste vont entraîner d'au- es. En particulier, l'artisanat e, miné par la pénétration des industriels. Il s'ensuit pour la re plus étroite, dans ses moin- les produits industriels du mar-

uissances impérialistes ont im- violence et la contrainte. Mais e par les impérialistes, font de par les devises que procurent s Etats du Sahel ont la même tous les moyens le développe- able et obligent leurs paysans tivant et vendant de l'arachide s cas, les paysans ou les éle- ou ne vendent des bêtes que

entrée de la paysannerie afri- es, lui a permis un certain dé- es que seul le capitalisme est en même temps qu'ils consti- à plus de gens de vivre, cham- nt avec le marché capitaliste. é en Afrique de développer la n prix très bas pour amener le nourriture de base, le mil, qui s s'il en a, en partie, bénéficié, dance par rapport au marché bation du marché peut devenir

Des éleveurs contraints d'accroître leurs troupeaux

Les peuples nomades, Toubbous, Touaregs, Maures ou seminomades, tels que les Peuls, qui parcourent les terres arides du Sahel, vivent essentiellement de leurs troupeaux. La recherche d'herbes et de points d'eau conditionne l'itinéraire de leurs déplacements. Traditionnellement, les populations nomades ont toujours réglementé de manière stricte l'utilisation des puits saisonniers et même des pâturages, limitant ainsi le nombre global des troupeaux qui transhument dans ces régions pauvres, veillant également à ce que les paysans qu'ils dominaient et avec qui ils échangeaient des animaux contre des céréales, n'aient jamais suffisamment d'animaux vivants pour leur permettre de constituer de nouveaux troupeaux.

C'est la conquête coloniale qui porte le premier coup à ce relatif équilibre. De 1913 à 1916, les Touaregs mènent une lutte acharnée contre la pénétration coloniale dans leurs territoires. La lutte se solde par l'élimination de toute l'aristocratie guerrière touarègue et l'éclatement partiel de leur société. De cette façon, le colonisateur supprimait toute réglementation du milieu sahélien, le livrant à une exploitation démesurée.

Parallèlement, l'introduction forcée de l'impôt colonial sur les hommes et sur les têtes de bétail, obligeait les éleveurs, pour se procurer de l'argent, à vendre leurs bêtes. Ainsi, les nomades qui n'élevaient leurs troupeaux que pour assurer leur propre subsistance et pour les échanges, les cadeaux et les prêts, sont alors contraints de produire pour vendre.

Depuis l'indépendance, les gouvernements des Etats du Sahel poussent d'autant plus à l'intensification de l'élevage que l'exportation de viande bovine représente la principale source de rentrée de devises pour ces pays pauvres.

L'administration prend même des mesures pour favoriser cet essor : mesures sanitaires qui permettent d'éliminer les ravages causés par les grandes épidémies ; forage de puits permanents qui, en plus de permettre une plus large exploitation des pâturages, fixent les éleveurs autour de ce point d'eau et les sédentarisent partiellement à la satisfaction des gouvernements qui les trouvent trop indépendants.

Cet accroissement du bétail se conjugue avec un rétrécissement des espaces qui lui sont réservés — les éleveurs étant toujours plus refoulés au nord par l'extension de l'arachide. La densité du bétail est telle que la végétation ne pouvant se reconstituer se raréfie et, par endroit, disparaît même complètement.

Ainsi, les éleveurs sahéliens qui vivent dans une région particulièrement ingrate sont contraints de produire pour le seul compte de l'exportation en direction des pays riches, un aliment de luxe, la viande, qui exige beaucoup de l'environnement pour se constituer.

Les populations payent le prix de cette politique par la destruction de leur environnement qui, progressivement, s'épuise. Tel est le tribut payé par le Sahel au capitalisme.

La concentration des troupeaux autour d'un puits permanent entraîne le piétinement du sol et la disparition de la végétation alentour.

L'avancée du désert

L'existence de points d'eau permanents, mettant à la disposition des troupeaux une eau qu'ils ne sont plus obligés d'aller chercher à des dizaines ou des centaines de kilomètres, a fixé un bon nombre d'éleveurs autour des puits. Aussi, la charge du bétail dans ces zones est telle que la végétation a petit à petit complètement disparu.

C'est autour des puits que la désertification commence. Cependant, d'une façon générale, les méfaits de la surpopulation du bétail atteignent l'ensemble du Sahel.

Les espèces d'herbes les plus appréciées des bovins sont les herbes qui poussent au moment des pluies. Mais si la densité du bétail est trop importante, elles disparaissent rapidement, et les bêtes s'en prennent alors aux espèces persistantes dont certaines jouent le rôle de fixateur du sol. La couverture végétale, moins protégée, se reforme alors plus difficilement l'année d'après. C'est ainsi que la végétation se raréfie, par endroit des plaques de sol nu apparaissent et grandissent peu à peu. Et, n'étant plus retenue par les racines des plantes, la couche fertile du sol est dispersée par les vents ou même les pluies violentes.

Cette dégradation progressive due à une pression trop forte du bétail reste partielle et limitée tant que la végétation arbustive n'est pas elle-même trop atteinte, car non seulement elle fixe le sol, mais c'est sous son ombrage que poussent un certain nombre d'herbes, à partir desquelles une nouvelle végétation peut s'étendre. Bien que les branches basses aient toujours servi de nourriture aux chèvres et aux chameaux, cet élagage était supporté par les arbres. Or pour nourrir un nombre croissant d'animaux qui trouvent de moins en moins d'herbes à brouter au sol, les éleveurs sont obligés de s'en prendre de plus en plus aux arbres, mettant en danger tout le pâturage.

La sécheresse a privé le bétail de sa nourriture essentielle : l'herbe saisonnière. Aussi, l'élagage destructif des arbres est devenu plus systématique pour nourrir vaches et moutons. Beaucoup d'arbres sont morts ainsi sans compter ceux que la sécheresse a détruits directement. La disparition des arbres est tragique, car plus rien ne protège les sols et surtout sans eux, il n'est pas possible d'envisager une reconstitution de la végétation sans une aide importante des hommes.

• « LES PLAQUES » SONT-ELLES UN IMPOT DIRECT OU UN IMPOT INDIRECT ?

« Alors à la récolte, je mets mes tomates dans le panier et sur ma bicyclette, je les apporte à Yako, à 18 kilomètres d'ici. Je me lève au deuxième chant du coq et je récolte les tomates, sur le chemin, mon pneu crève, je colle, je continue. Quand j'arrive, il y en a qui ont déjà vendu leurs légumes et je suis obligé de vendre à bon marché pour rentrer vite avant la tombée du soleil.

Avec les crevaisons ça va encore, mais parfois à l'entrée de Yako, les gardes nous demandent les plaques alors qu'on ne peut pas les payer chaque année comme on n'a pas l'argent. Les gardes nous arrêtent pour nous retirer nos vélos.

...Alors on est obligé de retourner, d'attrapper une chèvre ou un mouton pour vendre afin d'avoir l'argent et retirer nos vélos ».

• UN AUTRE PAYSAN QUI VA AU MARCHE

« Parfois nos bicyclettes s'abîment ou bien les gardes nous arrêtent pour nous demander nos plaques. Ça dépend des jours. Si tu as de la chance ils ne t'arrêtent pas. Sinon tu te plains : « Oh ! mes légumes ! mon vélo ». Ils enlèvent la roue. Alors tu dois continuer au marché et revenir à pied. »

Extraits d'interviews de paysans voltaïques réalisés par Frères des Hommes.

• LA LOI DES « TOUBABS »

Grâce aux toubabs, il y a eu une réglementation. Si actuellement un Noir est à la tête du pays, et vous demande de travailler avec lui, c'est grâce à eux.

Avant, ceux qui ne voulaient pas venir travailler pour les toubabs, étaient fusillés.

Les toubabs ont fait des lois pour vous interdire de prendre ce qui ne vous appartenait pas, de prendre le bien d'autrui.

Nos ancêtres avaient d'autres pratiques. Ils allaient voler le bétail. Les jeunes du diéri allaient voler dans le cualo, et inversement.

Quiconque franchissait la frontière cualo diéri ne pouvait plus être poursuivi.

Les toubabs ont supprimé ces pratiques. Personne désormais ne peut toucher à ce qui ne lui appartient pas.

Extrait d'un rapport de mission de C. Reboul - Interview de paysans du Labgar - Sénégal.

• LE PROBLEME DE L'EAU

...Nous avons connu un village où l'eau était à 40 kilomètres. Les femmes arrivaient le soir, posaient leurs canaris et se couchaient à côté. Le lendemain matin, elles prenaient l'eau car le niveau était remonté dans la nuit... et revenaient le soir.

Interview d'une coopérante de Haute-Volta (1978).

CEUX QUI PROFITENT

Alors que la sécheresse sévissait depuis 1968, alors qu'il était donc tout à fait possible d'estimer d'une récolte à l'autre quel serait le manque à gagner de l'année suivante, les gouvernements locaux ont attendu pour s'en émouvoir et les pays industriels pour intervenir, que ce soit la véritable catastrophe et que les paysans et éleveurs aient épuisé d'une année sur l'autre absolument toutes les ressources dont ils disposaient.

L'aide est arrivée bien trop tard... et celle qui est arrivée est bien loin d'avoir profité aux sinistrés :

Une aide internationale insuffisante devenue la proie des spéculateurs

Avant de venir en aide aux pays du Sahel, le gouvernement américain a fait traîner les choses le plus longtemps possible, prétextant que c'était en priorité à la France, l'ancienne puissance colonisatrice, d'intervenir.

Quant au gouvernement français, ne voyant sans doute pas en quoi sa responsabilité était engagée, il lui a renvoyé la balle, en attaquant la FAO (*) qui « n'a envoyé que 25 000 tonnes de céréales et fait seulement un don de 200 000 dollars... » selon le Premier ministre de l'époque, Messmer.

Les pays industrialisés qui réalisent des milliards sur le dos de la population des pays pauvres et qui ont bâti toutes leurs richesses en surexploitant les paysans, éleveurs africains ou asiatiques, s'en remettent pour leur venir en aide (non sans marchandage encore), à la charité de quelques organismes d'assistance conçus pour cela.

A peine 450 000 tonnes de céréales ont été envoyées au Sahel sur le million de tonnes qui aurait été nécessaire pour empêcher la catastrophe. Mais de plus, sur ces 450 000 tonnes, combien sont réellement parvenues aux sinistrés ?

Ces céréales, soit disant gratuites, devenues de véritables trésors en cette période de famine, ont été l'objet de toutes les spéculations, des plus grandes aux plus petites :

— du petit voleur qui venait la nuit sur le port se constituer quelques stocks pour les revendre ensuite ;

— du commerçant ou du fonctionnaire qui les faisait attribuer à des personnes fictives pour pouvoir les revendre ensuite au marché noir ;

— du fonctionnaire qui en profitait pour orienter les attributions en direction de sa famille ou de son village ;

— aux Etats qui s'en sont servi pour favoriser telle couche de la population contre telle autre.

Ce fut particulièrement parlant dans le cas du gouvernement malien qui empêcha par les armes tout approvisionnement des Touaregs.

(*) FAO : Food Agricutural Organisation : Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture, organisme de l'ONU

• LES VILLAS DE LA SECHERESSE

« A Bamako (Mali), certains membres du gouvernement ont détourné les aides internationales et avec l'argent de ces ventes ils ont fait construire des villas. C'est bien connu, on les appelle les « villas de la sécheresse ».

Un travailleur malien

• EN 1973...

Alors qu'une vache se vend normalement entre 20 000 F CFA (équivalent de 400 F français) et au pire 600 F CFA en Haute-Volta, en 1973, son prix descend jusqu'à 200 F CFA. Les mêmes commerçants revendent ensuite la seule peau de l'animal 300 F CFA et font des profits énormes.

D'après le Comité Sahel

• EN 1974

« Au marché, à Bamako, on vendait une vache 500 F maliens, cela fait 5 F français. Les céréales coûtaient cher pendant le même temps. Au marché noir, un sac de 100 kg de riz, ça coûtait 3 500 F maliens, c'est-à-dire 350 F français, alors que le salaire d'un ouvrier, cela varie vers 15 000 F. Le problème maximum des gens, c'est le manque de céréales. »

Interview d'un Malien de Bamako

• LES TOUAREGS DU MALI VICTIMES DE LA SECHERESSE ET DE L'ETAT

« En juin 1973, venant d'Algérie, une colonne de 17 véhicules placés sous les ordres du colonel Brous, de nationalité belge, acheminant des secours destinés aux affamés, a été convoyé militairement de la frontière septentrionale du Mali à sa frontière méridionale, avec interdiction formelle de distribuer la moindre denrée aux sinistrés installés en territoire malien. »

Extrait du Monde *du 1er mars 1974*

Des dons balancés du ciel

La population sahélienne occupée à ramasser grain après grain les « dons balancés du ciel ». Accrocher les sacs à des parachutes aurait, paraît-il, coûté trop cher.

Les pays qui ont envoyé des céréales aux pays du Sahel en 1973 l'ont fait sans se préoccuper d'un problème pourtant crucial dans ces pays-là et que personne ne pouvait ignorer : la difficulté de l'acheminer, dans des pays immenses où routes et voies ferrées sont quasi inexistantes. Pour aller d'un point à un autre, un produit doit souvent emprunter successivement le bateau, quand ce n'est pas la pirogue, le camion, le chameau pour poursuivre sa route en chemin de fer ou en avion.

Les pays donateurs se sont contentés d'abandonner tout simplement leurs envois de sacs dans les ports sans se soucier de ce qu'ils deviendraient par la suite.

Le gros des envois est parvenu à la même époque : durant le court laps de temps où l'opinion internationale s'est émue.

Une telle désinvolture se traduit par l'engorgement des ports : d'immenses stocks de céréales échouant au même moment ne peuvent être acheminés. Quand ils ne pourrissent pas sur place, ils sont transportés au prix fort, car les transporteurs, du petit camionneur aux plus grandes compagnies de transport, font payer très cher leurs services ; la compagnie UTA et Air Afrique auront là une occasion de réaliser de gros bénéfices.

Devant l'aberration de la situation, des opérations de largage des sacs par transails sont organisées mais arrivés au sol, les sacs éclatent et répandent leur contenu sur des kilomètres, les populations secourues sont obligées de tamiser le sable pour récupérer quelques grains ; pour pallier à cet inconvénient, l'aviation militaire belge parachute les sacs de grain, mais jugée trop onéreuse cette pratique est interrompue. Bien sûr, amener dans ces conditions des vivres à des populations éparpillées sur des milliers de kilomètres, posait de réelles difficultés. Encore fallait-il vouloir les surmonter, ce qui n'a été le cas d'aucun pays et pourtant personne ne doute que les pays capitalistes ont les moyens, quand ils le veulent, de résoudre de tels problèmes.

Ils en ont dans le passé largement fait la preuve... Au Vietnam par exemple... où les Américains ont pu à des milliers de kilomètres de chez eux créer un véritable pont aérien pour porter la guerre...

• LA CORRUPTION

Les acolytes du député-maire viennent et puis ils disent : **« Il faut donner à celui-ci, donner à celui-là. Celui-là, il n'a pas la carte du parti... »**, finalement, les gens ont vendu l'aliment bétail pour pouvoir se nourrir et payer les impôts, il y en a un qui est venu me le dire et me remercier parce qu'il avait pu payer ses impôts et acheter un sac de mil pour la famille.

Interview d'une jeune fonctionnaire sénégalaise appartenant à une commission de distribution d'aliment-bétail, au moment de la sécheresse.

• PENDANT LA SECHERESSE, L'IMPOT

« Dans le Ferlo, avec la sécheresse, les hommes sont partis travailler à Dakar et les femmes sont restées avec les troupeaux.

Ce sont les hommes qui payent les impôts ; à la période de payer l'impôt, à la fin des récoltes, les hommes reviennent de Dakar.

— Et s'ils ne reviennent pas ?

— *La femme sera conduite au chef-lieu d'arrondissement, on envoie une lettre à son mari en lui disant que sa femme est gardée. Il y a eu des moments où on les gardait comme à la prison, dans les sékos, magasins d'Etat où les paysans viennent acheter leurs semences pour l'année. Mais en général, les hommes reviennent ! »*

Interview d'un sénégalais de Casamance

• POUR RECUPERER COUTE QUE COUTE L'IMPOT...

En 1972, j'ai assisté à une scène : au moment de donner les impôts, un nomade disait qu'il n'avait rien pour payer l'impôt ; il a passé toute la journée sous le soleil comme punition. Finalement, ce sont ses parents qui se sont cotisés pour payer ses impôts.

Interview d'un Sénégalais.

DE LA FAMINE

DES ÉTATS RAPACES

L'attitude des gouvernements locaux durant la sécheresse a été pour le moins surprenante. Au lieu d'utiliser les quelques moyens dont ils disposaient pour venir en aide à leur population, ils ont continué à exercer brutalement une pression fiscale sur des populations au bord de la famine, réduites à se nourrir d'écorces d'arbres et de nénuphares.

Lorsque les comités de villages refusaient de payer l'impôt parce qu'il n'y avait plus rien chez les paysans, les gendarmes intervenaient.

Au Niger, la sécheresse est prétexte à la création d'un nouvel impôt qui frappe indistinctement pauvres et riches, appelé pour la circonstance « fonds de solidarité ».

Quand l'argent des impôts n'a vraiment pas pu être versé, il a été récupéré quelques années plus tard. Au Sénégal, le vice-président de l'Assemblée nationale lui-même a entrepris en 1975 quelques tournées dans le pays pour exiger des paysans les arriérés d'impôts de 1973 et 1974, ainsi que le paiement des frais de transport de l'aide fournie pendant la famine.

Une telle rapacité est à la limite de l'inconséquence car c'est tuer la poule aux œufs d'or que d'écraser de la sorte les paysans.

En fait, mis en place par l'impérialisme pour défendre les intérêts de l'impérialisme, ces Etats, incapables de résoudre les énormes problèmes que leur a légués le colonisateur en s'en allant, ne se maintiennent qu'en exerçant une dictature féroce, absurde sur leur population.

Aussi, totalement corrompu, le personnel politique, administratif et militaire considère les rouages de l'Etat comme le moyen le plus sûr de s'enrichir.

Ainsi pendant la sécheresse, des hauts fonctionnaires organisaient la spéculation et le marché noir, en volant les stocks envoyés au titre de l'aide internationale.

Les conséquences sociales de la famine

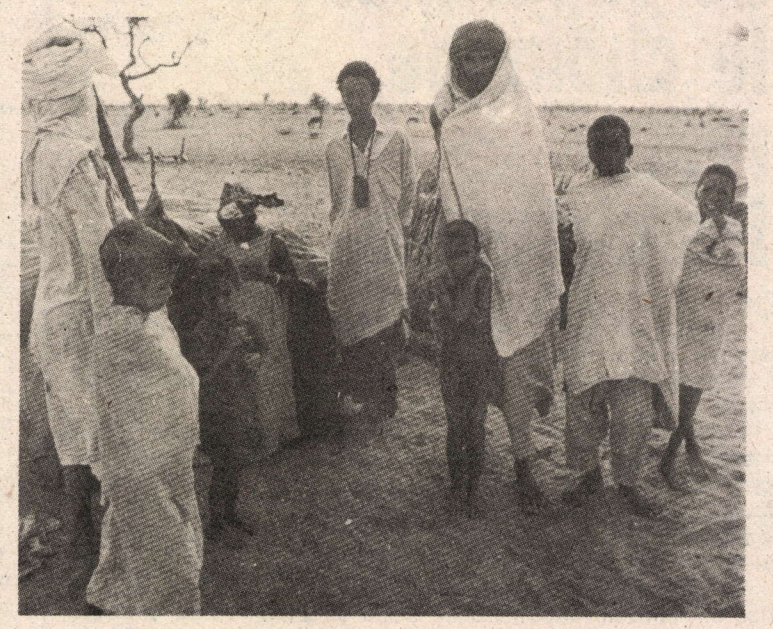
La sécheresse de 1974-1975 a décimé une partie de la population du Sahel et a signifié l'exode pour des centaines de milliers de personnes. Certains groupes de nomades et de paysans ont fait un trajet de près de 500 kilomètres tout au long duquel les familles ont été dispersées. En fin de compte la situation était si désespérée dans la brousse que les survivants se sont fixés aux alentours des grandes villes où, là ils arrivaient quand même à survivre soit en mendiant, soit dans des camps de réfugiés. Le nombre de ces réfugiés était estimé en 1975 à 15 000 dans le camp de Lazaret, près de Niamey, à 37 000 dans les divers camps autour de Gao et Tombouctou, à plusieurs milliers dans les camps du sud de l'Algérie et en Mauritanie dans les bidonvilles autour de Nouakchott. Parmi ces réfugiés, la plupart ont tout perdu et n'ont plus aucun moyen pour reconstituer leurs troupeaux et envisager de revenir à la vie nomade, d'autant que la dislocation des tribus et des familles a été telle que les habitudes de travail et de vie des nomades et des cultivateurs ne sont pratiquement plus transmises. Aussi ce déracinement brutal semble irréversible et il représente une modification importante de la situation sociale de ces pays : ainsi des dizaines de milliers d'hommes qui assuraient jusqu'alors l'essentiel de leur subsistance par leurs propres moyens en dehors de la sphère du marché capitaliste, se retrouvent, au lendemain de la sécheresse, démunis de tout, à la charge totale de la société. L'arrivée de ces réfugiés qui s'entassent dans les bas quartiers des villes va augmenter de façon considérable et parfois doubler la population urbaine et grossir le nombre de chômeurs.

Ainsi des pays aussi pauvres que les pays du Sahel dont les seules ressources sont l'agriculture, doivent aujourd'hui assurer le ravitaillement de villes énormes, tâche qui va retomber exclusivement sur une population paysanne déjà rendue exangue par l'impôt, le capital et la sécheresse.

Cette situation risque de créer une distorsion catastrophique entre la ville et la campagne et à coup sûr un nouvel appauvrissement de la paysannerie.

Quant aux régions abandonnées par la population (soit parce qu'elle a été décimée, soit parce qu'elle a fui), elles risquent fort, du fait même de l'absence de l'homme, de se transformer en véritable désert.

A moins que, et c'est possible pour une partie de ces territoires, libérés des populations traditionnelles, ils tombent aux mains de capitalistes désireux de créer sur les espaces sahéliens des ranchs d'élevage selon toutes les normes de la modernisation.



Un groupe de réfugiés au camp du Lazaret près de Niamey.

DES PROJETS, SEULEMENT DES PROJETS

Le problème crucial est celui de l'eau, de sa répartition par l'aménagement de points d'eau, de réseaux d'irrigation, etc...

Cela serait aujourd'hui faisable, techniquement et financièrement, mais avec de puissants moyens. Et bien entendu, il ne s'agit pas de reprocher aux Etats du Sahel qui sont parmi les plus pauvres du monde, de ne pas entreprendre des travaux d'une telle ampleur. Mais par contre, ils n'assurent même pas les quelques mesures qui seraient à leur portée comme le creusement des puits.

Après l'indépendance, bien des projets ont été faits, entre autres pour munir les campagnes de puits : des services ont été créés, des fonctionnaires mis en place. Après quoi, c'en est resté là ! Quelques puits ont été forés, sous la pression des paysans qui les ont demandés et creusés eux-mêmes, l'aide technique n'intervenant finalement que pour percer la roche la plus dure. Mais ces puits laissés ensuite à l'abandon, s'écroulent faute d'entretien ou sont mis hors d'usage par une pièce cassée sur la pompe qu'on ne remplace pas.

Une telle incapacité de prendre la moindre chose en charge est tout à fait significative de la nature des rapports qu'ont ces Etats avec leur population. Véritables parasites qui se nourrissent des impôts prélevés sur les paysans mais qui sont incapables de leur apporter la moindre aide, laissant absolument tout à leur charge.

Dans ces conditions, on comprend ce que sont les importants organismes d'aménagements des fleuves tels que l'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal), mis en place en 1972 et qui a commencé ses premiers travaux en 1978, ou bien l'Office du Niger pour lequel un rapport officiel en 1969 s'étonnait qu'un de ses services censé fonctionner au ralenti — le Service des Travaux Neufs — employait 4 000 personnes au lieu de 2 000 qu'il aurait dû employer.

Car tous ces organismes ne sont que des occasions de procurer des places et des bons salaires à des myriades de fonctionnaires qui en vivent depuis des années.

Et cette société capitaliste et monétaire est ainsi faite que, par contre lorsque certains projets aboutissent, tels que le barrage de Kaidi en Mauritanie, par exemple, la terre prend tout de suite de la valeur. Cela entraîne, dans les faits, le départ des petits paysans qui n'ont plus d'argent pour payer le prix de la terre devenue rentable. Ou alors si la terre n'est pas à vendre, ils sont expulsés par l'Etat lui-même qui considère leurs petites exploitations pas suffisamment rentables pour les maintenir là.

Une condamnation sans appel

Pendant la sécheresse de 1973, des centaines de milliers d'hommes sont morts et des centaines de milliers d'autres en conserveront des stigmates toute leur vie.

Ils sont morts sans que rien ni personne n'interviennent, pratiquement au milieu de nous, même si le Sahel est à plusieurs milliers de kilomètres. Il était difficile d'ignorer quel était leur sort car, détail odieux, grâce aux techniques modernes, des documents photographiques ont diffusé largement le spectacle de leur agonie.

Ils sont morts de faim parce que des populations entières meurent encore de faim aujourd'hui ! Et cette seule idée est intolérable. Elle est d'autant plus intolérable que la famine n'a rien d'une fatalité, plus à notre époque. Pendant des milliers d'années les sociétés humaines, même les plus civilisées, ont dû faire face à de grandes famines meurtrières, que rien ne permettait réellement d'éviter. Mais aujourd'hui, grâce au développement industriel et technique, l'homme a réussi à vaincre ce fléau d'antan. Et aujourd'hui les pays riches ne connaissent plus la famine depuis des dizaines d'années, voire des siècles, alors que régulièrement, la population des pays les plus pauvres d'Afrique, d'Asie, ou d'Amérique latine risque d'être décimée par la famine.

Et ce fait est révoltant car il est possible d'intervenir comme il était possible au Sahel d'empêcher que la sécheresse du climat ne se transforme en famine pour la population, ne serait-ce qu'en acheminant les céréales à temps, bien avant que cela ne tourne à la catastrophe. Mais l'homme est à même de faire plus que cette simple intervention ponctuelle, car les richesses et les moyens techniques existent sur notre planète en suffisance pour qu'il soit à sa portée d'éviter le type de destruction dont a dû souffrir le Sahel, même dans le cas de ces immenses steppes semi-désertiques.

Car beaucoup de choses sont à la portée de l'homme, y compris celles de transformer, ou presque, le désert en jardin potager. Il suffit d'y mettre les capitaux. C'est en y mettant les moyens que les Etats-Unis ont réussi à stabiliser et cultiver leurs régions arides. Quant au soi-disant miracle accompli par Israël, de transformer le désert du Néguev en verger, c'est véritablement le miracle des capitaux !

Oui, les capitaux peuvent faire des miracles ! Non pas par leur simple vertu de capitaux mais parce qu'ils sont capables dans cette société de profit, de mobiliser toutes les ressources de la technique, de l'industrie, de l'organisation et de l'intelligence.

Mais justement, la société capitaliste est ainsi faite que malgré ces moyens qui existent, rien ne peut être fait pour sauver de la famine des milliers d'hommes. Non seulement ils sont irrémédiablement condamnés à mourir au milieu d'un monde indifférent mais encore, leurs moyens habituels de sauvegarde sont détruits. Ils ne peuvent même plus, comme par le passé, s'en sortir eux-mêmes en adaptant et en accommodant le plus possible la nature à leurs besoins sans la détruire.

Ces famines sont si odieuses, si injustes, si inadmissibles, elles sont une telle honte pour les sociétés capitalistes nanties qui s'accaparent tout, au prix de la mort des autres, que s'il y a une raison de faire la révolution et de renverser le capitalisme, cela en est une !

La réforme de l'ANPE :

A défaut de supprimer le chômage, radier les chômeurs

Le gouvernement semble s'apprêter à réaliser une fois de plus un mauvais coup contre les travailleurs. Le ministre du Travail vient de rendre public un projet de réforme de l'ANPE établi par Jean Farges.

Celui-ci propose d'enlever à l'ANPE ses tâches administratives pour qu'elle puisse se consacrer uniquement au placement des demandeurs d'emplois, des « vrais » **demandeurs d'emploi car, selon ce monsieur, les fichiers de l'Agence sont** « encombrés » **par les chômeurs qui ne peuvent ou ne veulent pas travailler.**

Ainsi l'ANPE, selon Farges, retrouvera « la pleine maîtrise et l'entière responsabilité de la définition et du contrôle de ses fiches de demandeurs en éliminant des statistiques toutes les personnes qui relèvent à l'évidence de services d'assistance et non de placement ».

En clair, cela signifie que Farges veut rayer de l'ANPE certains chômeurs. Pour y rester inscrits, les chômeurs devront faire la preuve qu'ils veulent travailler. C'est-à-dire qu'il leur faudra accepter n'importe quel travail même s'il est sous-payé, même s'il ne correspond pas à leur qualification et s'il les oblige à se déplacer loin de chez eux.

Pour mettre en application son projet, Farges se propose de renouveler le recrutement de l'ANPE et de sélectionner le personnel en fonction de ses aptitudes à contrôler les chômeurs et à éliminer des fichiers de l'ANPE les chômeurs qui ne retrouveraient pas assez facilement un travail à leur convenance.

Pour cela, Farges espère même obtenir des crédits puisqu'il réclame pour le personnel « des déroulements de carrière et des rémunérations (...) suffisamment stimulantes pour attirer et motiver des éléments de qualité dont l'agence a le plus grand besoin ».

Les propositions de Farges ne sont qu'un projet, mais qui correspond tout à fait à la politique que mènent et souhaitent mener le patronat et le gouvernement.

D'ailleurs Farges conclut son rapport en souhaitant que le climat « entre les entreprises et l'ANPE soit transformé et amélioré »... **C'est-à-dire, en clair, que l'Agence soit subordonnée davantage au patronat, et transformée en agence de placement, en centre de sélection pour l'embauche des entreprises. Il envisage même d'en faire une** « entreprise publique à caractère industriel et commercial » ! **C'est dire qu'il y faudra du rendement et de la rentabilité.**

Impuissants à enrayer la montée du chômage, refusant de combler le déficit des ASSEDIC et autres caisses de chômage, gouvernement et patronat ont heureusement des grosses têtes bien-pensantes, comme celle de ce monsieur Farges, pour trouver la solution miracle : supprimer les chômeurs sur le papier, et à défaut de leur trouver un travail, les radier des caisses de chômage. Il falait y penser ! On pourrait décider aussi de supprimer les mots «chômage » et « chômeurs » du dictionnaire français : il reste toujours que plus d'un million trois cent mille travailleurs sont sans emploi, et que ce chiffre ne cesse de grossir !

Joëlle GERARD

Les nouveaux rabais sur l'essence :

Démagogie en grande pompe

Les pompistes, les petits détaillants d'essence se rebiffent.

L'annonce de la décision du gouvernement d'autoriser des rabais allant jusqu'à 10 centimes par litre sur le super, en particulier, a été marquée par de nombreuses protestations. Très vite, dans l'Ouest, dans l'Est, dans le Sud-Ouest, dans le Nord, les détaillants ont bloqué les dépôts de carburant, ont mis en place des « piquets de sécurité » et mené quelques attaques contre les centres de distribution des grandes surfaces. La « semaine nationale d'action » prévue à partir du lundi 13 novembre s'est traduite par la multiplication de ces mouvements un peu partout dans les régions. Et si le gouvernement n'a trouvé d'autre réponse au mécontentement des pompistes que d'envoyer contre eux, dès le mercredi matin 15 novembre, ses forces de police pour dégager les dépôts bloqués, les détaillants ne semblent pas du tout résignés à capituler sans combat. A Clermont-Ferrand, en Charente-Maritime, en Meurthe-et-Moselle, les pompistes se sont rassemblés, réussissant à maintenir bloqués de nombreux dépôts de ravitaillement.

Ce que les pompistes refusent, c'est une décision du gouvernement qui, sans embages, leur annonce qu'il faut savoir disparaître et mourir. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

En effet, ce rabais autorisé bénéficiera exclusivement aux grandes surfaces, aux super et autres hypermarchés qui achètent l'essence en grandes quantités à des compagnies pétrolières leur octroyant, en conséquence, des ristournes importantes. Ce qui leur permet, ensuite, de revendre à moindre prix que les petits dépositaires. Et les détaillants sont d'autant plus inquiets que cette mesure, explique le gouvernement, n'est qu'un « premier pas » vers la liberté totale des prix de vente des carburants qui devrait intervenir au 1er janvier 1980.

La décision gouvernementale n'est pas exempte d'une bonne dose de démagogie. En autorisant des rabais plus importants, le gouvernement ne semble-t-il pas œuvrer en faveur de la baisse des prix face aux détaillants qui revendiqueraient l'essence chère ? Mais ce que le gouvernement se garde de rappeler, par contre, c'est qu'il est, lui, le premier responsable du prix élévé du carburant, par les taxes dont il le frappe et qui représentent plus de 70 pour cent du prix de chaque litre vendu. C'est à l'Etat avant tout, qu'à chaque tour de roue, l'automobiliste verse sa dîme. C'est lui qui fait, en ce domaine aussi, la vie chère et non le détaillant qui se rebelle.

L'Etat continuera à prélever ses taxes tout en menant une politique dont l'issue est la dégradation sinon la suppression du service que rendent les détaillants. Car ce sont eux qui prennent le risque d'installer leur pompe à essence le long des routes, dans les campagnes, dans tous les lieux dédaignés par les grandes surfaces qui n'y voient pas la perspective de profits juteux.

Les petits commerçants de cette profession refusent une politique gouvernementale qui, une fois de plus, favorise les capitalistes de la distribution aux dépens des petits. Et ils ont raison !

Lucienne PLAIN

Les pompistes manifestent au Havre.

Une voie à suivre !

Les habitants de La Tour-du-Pin (Isère), qui s'étaient organisés pour exiger le rétablissement de l'arrêt du rapide de Grenoble-Paris dans leur ville, ont obtenu satisfaction. Il faut dire qu'ils ne se sont pas laissés impressionner par les déclarations et les menaces des responsables de la SNCF et qu'ils ont bloqué tous les matins, pendant un mois, le rapide en question.

Ce résultat a, semble-t-il, donné des idées aux usagers du Limoges-Paris, qui exigent à leur tour le rétablissement de trois arrêts supprimés sans consultation des intéressés. Et en Bretagne, pour des raisons semblables, les Paris-Brest et Paris-Quimper ont aussi été bloqués par des usagers regroupés dans des comités de défense que se sont constitués dans plusieurs localités, notamment Pontivy.

Ce ne sont effectivement pas les revendications qui manquent aux usagers de la SNCF. Depuis des années, ce service public « rentabilise » son réseau sur leur dos, en supprimant des lignes entières, des gares, et en limitant l'entretien du matériel.

C'est d'ailleurs pour protester contre les pannes trop fréquentes des trains de la banlieue parisienne (datant de plus de quarante ans), que des usagers ont bloqué les voies pendant toute une matinée à plusieurs reprises à Houdan et Monfort-l'Amaury, dans les Yvelines.

Les usagers de la SNCF ont raison de passer à l'action pour imposer leurs revendications. C'est la seule façon de se faire entendre des responsables de la SNCF et des ministres.

Claude DEVRET

Le 15 novembre à la Trinité

Encore une journée d'action de passée !

Sans aucun doute, la CGT, en organisant seule une journée d'action sur l'emploi et son rassemblement à la Trinité à Paris, a voulu donner à certains de ses militants et sympathisants — pas tous, loin de là — l'occasion de se retrouver. Mais si la télévision, les radios, Séguy, les grandes banderoles et les stands étaient là, les travailleurs, eux, n'étaient pas à ce rendez-vous. Les militants cégétistes eux-mêmes le regrettent : **« On est entre nous ».**

De 12 heures à 16 h 30, heure à laquelle parlait Séguy, les stands étaient peu entourés. Un militant du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) constatait : **« Nous sommes venus seulement à six, nous n'avons fait aucun appel ».**

Le thème de ce rassemblement était : **« la dénonciation du désastre national et les solutions de la CGT ».** Par exemple, à longueur de panneaux, la CGT explique que la solution au chômage est : **« Produisons français ».** Chaque branche a sa formule : la CGT Saviem-Berliet écrit : **« Le poids-lourd français doit vivre ».** A propos de l'usine ARCT de Rennes, une banderole proclame : **« Nous avons sauvé la machine textile française ».** Le stand des Arsenaux montre le dessin d'un char avec un moteur allemand, la boîte de vitesses suisse, le blindage allemand. Seul le fanion est français. A côté d'une énorme reproduction d'une mitrailleuse, on pouvait lire comme unique commentaire : **« Chargeur OTAN fabriqué au Portugal ».** Le panneau de la Néogravure demande le rapatriement des travaux d'imprimerie en France. Tout cela n'est pas nouveau, mais visiblement on tient à mettre les points sur les « i ».

Dans les stands concernant le secteur public, on dénonce le démantèlement des services publics : les hôpitaux, bien sûr, les PTT, la SNCF, mais aussi les douanes, qui ne peuvent plus faire leur travail au service de l'indépendance nationale.

Evidemment, le chômage est scandaleux, comme est scandaleux le fait que l'on saborde volontairement les services rendus aux travailleurs. C'est vrai ; il existe des centaines de milliers de chômeurs, alors que des travaux utiles à tous ne sont pas faits. Mais suffit-il simplement de le répéter mille fois pour faire changer d'avis les patrons et le gouvernement, et surtout d'engager les travailleurs dans la voie du nationalisme pour offrir des perspectives ?

Séguy avait beau jeu d'attaquer les autres syndicats qui, eux, n'appelaient pas à cette journée. Mais visiblement, **« les actions multiformes »** de la journée, que Séguy montait en épingle, se réduisent finalement à un simple meeting en plein air.

J.G.

La journée du 15 novembre est l'occasion pour G. Séguy de relancer ses attaques chauvines à propos de l'Europe.

Renault-Flins

Les marchands de soupe préparent des plats épicés aux travailleurs

A Flins, depuis le 2 novembre, le personnel de la cantine est en grève. Mais ils n'ont plus de patron, et cela depuis que leur ancien employeur, les syndicats qui géraient le restaurant d'entreprise dans le cadre du CE, acculés à un déficit de 35 millions, ont décidé de passer la main et de rendre cette gestion à la direction de la Régie.

Le problème des syndicats était d'opérer cette passation en douceur, le CE ne voulant pas se trouver devant une grève de ses 270 salariés, ni devant une occupation des locaux. Et pour opérer en douceur, il fallait la coopération de tous les syndicats sans exception.

Le 30 octobre, deux jours avant l'échéance, un tract CFDT annonçait que Borel reprenait tout le personnel et laissait entendre qu'il n'y avait pas de problème. Le 31 octobre, un tract CGT confirmait, en émettant quelques vagues doutes.

Ce n'est que le 2 novembre, alors que le CE n'était plus officiellement employeur, que la vérité était enfin annoncée.

Borel reprenait tout le personnel au SMIC, avec une perte de salaire de l'ordre de 1 000 F par mois et sans aucun des avantages (notamment pour la maladie) acquis jusque-là.

Evidemment, le personnel des cantines s'est mis en grève pour obtenir d'être salarié de la Régie, ce qui garantirait leur statut précédent. Les syndicats qui, afin d'éviter la grève, avaient soigneusement caché la vérité jusque-là, ont cette fois préconisé la grève.

Dans l'usine, les ouvriers comprennent fort bien cette grève et admettent de ne plus avoir de cantine depuis maintenant plus de douze jours. Mais ils ne sont pas prêts pour autant à engager la grève au côté du personnel des cantines.

Le front syndical commun, par ailleurs, ne donne pas la moindre information précise dans l'usine. CGT et CFDT se contentent de distribuer tract sur tract, pour dire que c'est en train de s'arranger et qu'il ne reste plus que quelques problèmes à régler.

Mais parmi le personnel de la cantine, personne ne sait ce que propose Borel, ou la direction. Personne ne sait si les salaires sont garantis et pour combien de temps. Personne ne sait si les quelques avantages du statut Renault sont maintenus ou pas, et pour combien de temps.

Correspondant LO

Journée d'action des syndicats à Caen

La police charge brutalement

A Caen, au cours de la journée nationale d'action, cinq manifestants ont été blessés par l'intervention des forces de police. Deux d'entre eux sont gravement touchés, l'un a même perdu un œil.

A l'appel des trois syndicats CGT, CFDT et FEN, qui avaient décidé d'organiser une journée « Caen, ville paralysée », les manifestants bloquaient les quatre ponts de la ville. La police a chargé brutalement sur un de ces ponts contre les manifestants qui résistaient.

C'est alors que les CRS ont riposté avec des grenades lacrymogènes, mais sauvagement et, aux dires des manifestants, à tir tendu, c'est-à-dire dans l'intention manifeste de blesser, et de blesser gravement.

Le résultat est là.

Lorsqu'il s'agit de s'en prendre aux manifestants, la police est toujours présente, suréquipée, en nombre, sûre de sa force et de son bon droit. Elle montre son vrai visage, pas celui d'un organe de protection pour la population, mais celui d'un corps de répression au service des possédants et des patrons.

C.B.

Maire évite les vagues

« L'utilisation de la grève dans les services publics est et doit rester exceptionnelle. »

Qui a déclaré cela ? Giscard, ou son complice Barre, à moins qu'il ne s'agisse de Chirac ? Vous n'y êtes pas ! Il s'agit d'Edmond Maire en personne, au congrès des unions départementales de la CFDT du Midi-Pyrénées, qui se tenait le 12 novembre à Tarbes.

Alors que cheminots, enseignants, postiers ont entamé depuis un mois une série de mouvements !

Mais n'allez pas croire que le secrétaire de la CFDT a perdu les pédales ! Pas du tout. Acharné à « recentrer » la CFDT, Edmond Maire cherche à tout prix à plaire au gouvernement. Quelle meilleure démonstration faire, sinon de se désolidariser des travailleurs des services publics en grève ?

C.B.

Interventions policières à la faculté de Tolbiac

A l'université de Tolbiac, à Paris, les étudiants ont reçu pour la deuxième fois depuis le début de la semaine, la « visite » de la police.

Déjà le mardi 14 novembre, sous le prétexte que des étudiants, se réclamant du mouvement des « autonomes », s'étaient réunis dans un amphithéâtre, la direction de l'université a appelé la police qui a fait évacuer la salle à coups de matraques et a embarqué tous les étudiants présents sans autre forme de procès.

Le lendemain, lors de l'assemblée générale d'information, la direction de l'université a, de nouveau, fait venir des CRS en plus grand nombre encore que la veille.

Les flics en tenue de combat, postés aux différentes entrées du bâtiment, bloquant toute issue, chargèrent pour faire rentrer tous les étudiants dans le hall. Ayant ainsi enfermé les étudiants dans cette « souricière », ils se sont délibérément jetés sur eux à coups de matraque, blessant ainsi plus ou moins sérieusement une bonne vingtaine de jeunes et un certain nombre d'étudiants ont été embarqués.

Les CRS sont intervenus dans l'intention délibérée de donner une bonne leçon aux étudiants, qu'ils appartiennent ou non au mouvement « autonome ».

La police confirme ainsi ce qu'on savait déjà : quand elle se rend aux universités, ce n'est pas pour s'offrir des cours, mais pour distribuer des coups. Les étudiants ne sont pas prêts à se laisser faire, ils ont décidé de se mettre en grève.

EGF

Coupures de courant à Paris

Des coupures de courant ont lieu à Paris depuis le 6 novembre. Ce sont les Services Technique Electricité (STE) qui sont en grève, services qui comptent environ 600 agents qui commandent et contrôlent la distribution du courant.

Ces agents sont en lutte pour des effectifs supplémentaires, des classements supérieurs et de meilleures conditions de travail et de vie (travail posté).

Pour appuyer leurs revendications, ils effectuent des coupures « sélectives » concernant surtout les immeubles EDF, les pouvoirs publics, les moyens d'information (RTL, Télévision).

Les décisions des actions ou des coupures à faire sont prises chaque jour par le personnel réuni en assemblée générale. Et si les réunions avec la direction se succèdent à un rythme accéléré (près d'une par jour, même le samedi), le résultat est moins probant. Les 15 embauches et les quelques revalorisations catégorielles concédées le samedi 11 novembre l'ont été sur la base de discussions séparées dans les cinq centres de Paris avec des résultats différents d'un centre à l'autre.

C'est donc pour obtenir les mêmes résultats dans les cinq centres que les agents des STE ont décidé à l'assemblée générale du lundi matin 13 novembre de poursuivre et de durcir leur mouvement en coupant certains immeubles privés ou publics : Hôtel de Ville, Centre Pompidou, Crédit Lyonnais, Tour Montparnasse et journaux télévisés notamment.

Cette décision d'exiger les mêmes résultats dans les cinq centres désavouait ainsi les syndicats — CGT surtout — qui acceptaient des négociations décentralisées, alors que, dès le début, les grévistes, qui avaient unifié leur mouvement, exigeaient des négociations avec le directeur régional.

Mais il est faux de parler de « grève sauvage » comme le dit la grande presse. Car si les syndicats étaient réticents aux coupures de courant — la fédération CGT est même intervenue directement — ils ont toujours contrôlé le mouvement, même si, à certains moments, ils ont modifié leurs positions sous la pression des grévistes.

Néanmoins, ceux-ci durent faire face aux menaces. Les agents des Services Technique Electricité ont montré leur détermination : ils ont décidé de continuer les coupures de courant jusqu'à satisfaction et ne se sont pas laissés intimider par les pressions de la direction, qui n'a pas hésité à envoyer deux lettres de chantage à la faute professionnelle.

Correspondant LO

PTT

Après les grèves par catégories et par branches les grèves par régions

Les 21, 22 et 23 novembre, les travailleurs des PTT seront appelés à faire grève par la CGT et la CFDT.

Cette fois il ne s'agira pas d'une grève par catégories comme au début de l'année. Ce ne sera pas non plus une grève par branches comme il y a un mois. Non, pour varier les plaisirs, les directions syndicales ont, cette fois, choisi la grève par régions.

Les stratèges syndicaux ont même édité des cartes de France figurant les trois grandes zones géographiques appelées chacune un jour différent. C'est ainsi qu'au hasard du découpage, l'Ariège fera grève avec la Bretagne et le département voisin de l'Aude avec l'Isère...

Nombre de travailleurs des PTT attendent en tout cas avec intérêt et curiosité la prochaine initiative syndicale en matière de journée d'action. Sera-ce la grève par année d'ancienneté (si on ne veut pas trop étaler, on peut regrouper par tranches comme pour les régions qui regroupent divers départements) ? Ou encore la grève par étage (tous les rez-de-chaussée un jour, les 1er étages le lendemain etc.) ?

L'imagination des directions syndicales étant sans limites, on peut s'attendre à tout. Certaines mauvaises langues vont même jusqu'à prétendre qu'histoire de surprendre tout le monde, elles nous appelleraient la prochaine fois, exceptionnellement, à faire grève, tous les travailleurs des PTT ensemble en même temps dans toute la France. Chiche !

Correspondant LO

UAP TOUR ASSUR (Paris La Défense) CANTINE EUREST :

La direction recule sur un licenciement

Jeudi dernier, 9 novembre, une serveuse d'Eurest (l'entreprise assurant la restauration à la tour Assur) se voyait priée de prendre son compte. Sans préavis, le petit chef local d'Eurest la jetait dehors avec un chèque de 600 F.

Elle avait refusé d'assurer un tour de rôle qui ne lui revenait pas sur le nettoyage d'une grande salle, tâche assez lourde d'ailleurs pour notre camarade, rentrant de congé maladie.

La première surprise passée, elle décidait de ne pas accepter son licenciement et revenait le lendemain demander des comptes. Une vingtaine de ses collègues débrayèrent et vinrent attendre le résultat de l'entrevue, ce qui, à l'heure du repas, provoqua une belle pagaille. Pendant quelque temps, on put manger au self sans payer. Mais les cadres d'Eurest appelèrent en renfort des chefs des cantines d'autres tours pour travailler au moins aux caisses et même à la plonge. Ils durent finalement fermer deux chaînes de self sur cinq.

Enfin, vers 13 h 30, ils rédigeaient une lettre annulant le licenciement de la veille et le transformant en une mutation vers un autre établissement Eurest : Havas à Neuilly.

Ce résultat a été bien accueilli par l'intéressée et applaudi par les grévistes, contents d'avoir fait reculer leur direction.

Correspondant LO

RATP CHAMPIONNET (Paris)

Ping-pong revendicatif !

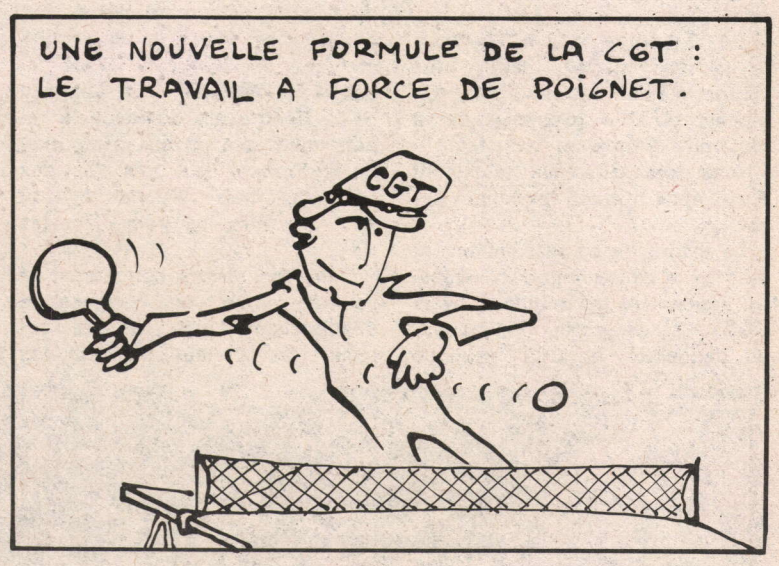
Depuis quelques mois, la charge de travail des ateliers RATP Championnet, qui s'occupent de l'entretien des autobus, a subi une baisse d'environ 10 %. Cette baisse est due, en partie, à l'utilisation d'un matériel plus fiable, d'où une révision moins fréquente des moteurs et boîtes de vitesses par exemple.

Loin de revendiquer le partage du travail entre tous, qui équivaudrait à une semaine de travail de 35 heures, la CGT revendique auprès de la direction une autre gestion des ateliers qui procurerait 40 heures de travail à tout le monde.

Pour offrir la chance à certains de travailler toute la journée, la CGT a organisé une partie de ping-pong le lundi 6 novembre, **« pour que les gagnants se répartissent les quelques centaines d'heures de travail qui restent »**. On comprend le peu d'empressement des travailleurs à venir se battre pour remporter le premier prix : le droit de refaire une boîte de vitesses !

Le but de la CGT était, paraît-il, de ridiculiser la direction...

Correspondant LO



LE TRAIN NE SIFFLERA PAS TROIS FOIS

Un mini-train de rallonges est passé dans le service HBS ce mois-ci. Quelques-uns ont réussi à le prendre en marche, tous les autres sont restés sur le quai.

L'augmentation « personnalisée », c'est-à-dire à la tête du client, qui se veut une carotte, n'a plus que les apparences d'un petit radis, d'autant qu'il est inutile de faire attention, ce train n'en cache pas un autre et le prochain n'est pas pour demain.

Décidément la débrouillardise individuelle ne paye pas. Alors c'est bien tous ensemble que nous devrons nous y mettre et imposer une augmentation égale pour tous.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Thomson Saint-Denis.**

UN TRAVAILLEUR SUR LE CHANTIER DE L'USINE NUCLEAIRE DE TRICASTIN (Drôme) RACONTE :

A Saint-Paul-Trois-Châteaux, la centrale nucléaire EDF-Tricastin va être terminée. Il y a encore du travail pour un an et demi à deux ans.

Sur 1.400 employés, dont 70 % de travailleurs immigrés nord-africains, l'entreprise CBC a commencé à licencier depuis décembre 1977 et ce sont, bien sûr, les travailleurs immigrés qui ont été touchés les premiers.

Au mois de décembre 1977, nous avons fait une grève qui s'est terminée le 5 janvier 1978 par un protocole d'accord : la direction CBC s'engageait à mettre tout en ordre pour reclasser le personnel. Cet engagement est resté lettre morte.

Actuellement, il reste sept cents personnes, dont quatre-vingts vont être licenciées à la fin du mois. Tous les mois, l'entreprise licencie environ une centaine de personnes. Il ne restera donc pour la fin du chantier qu'une centaine de personnes.

Depuis un mois, la direction CBC a commencé les travaux de la Centrale de Cruas. Elle embauche du personnel, mais sans les avantages acquis, entre autres avec une perte de salaire pouvant se monter à 1.000 F. L'hygiène et la sécurité sont déplorables : il n'y a pas d'eau potable, rien n'est prévu sur le plan sanitaire.

Krasucki contestataire ?

« Dans les ateliers, les services, les travailleurs savent très bien ceux d'entre eux qui feraient les meilleurs délégués, les meilleurs responsables. On ne le leur demande pas assez. »

C'est Henri Krasucki qui s'exprime ainsi dans un article de **La Vie Ouvrière**, où il explique en outre que **« personne n'est de trop à la CGT »**, et que **« toutes les bonnes volontés, tous les dévouements sont les bienvenus ».**

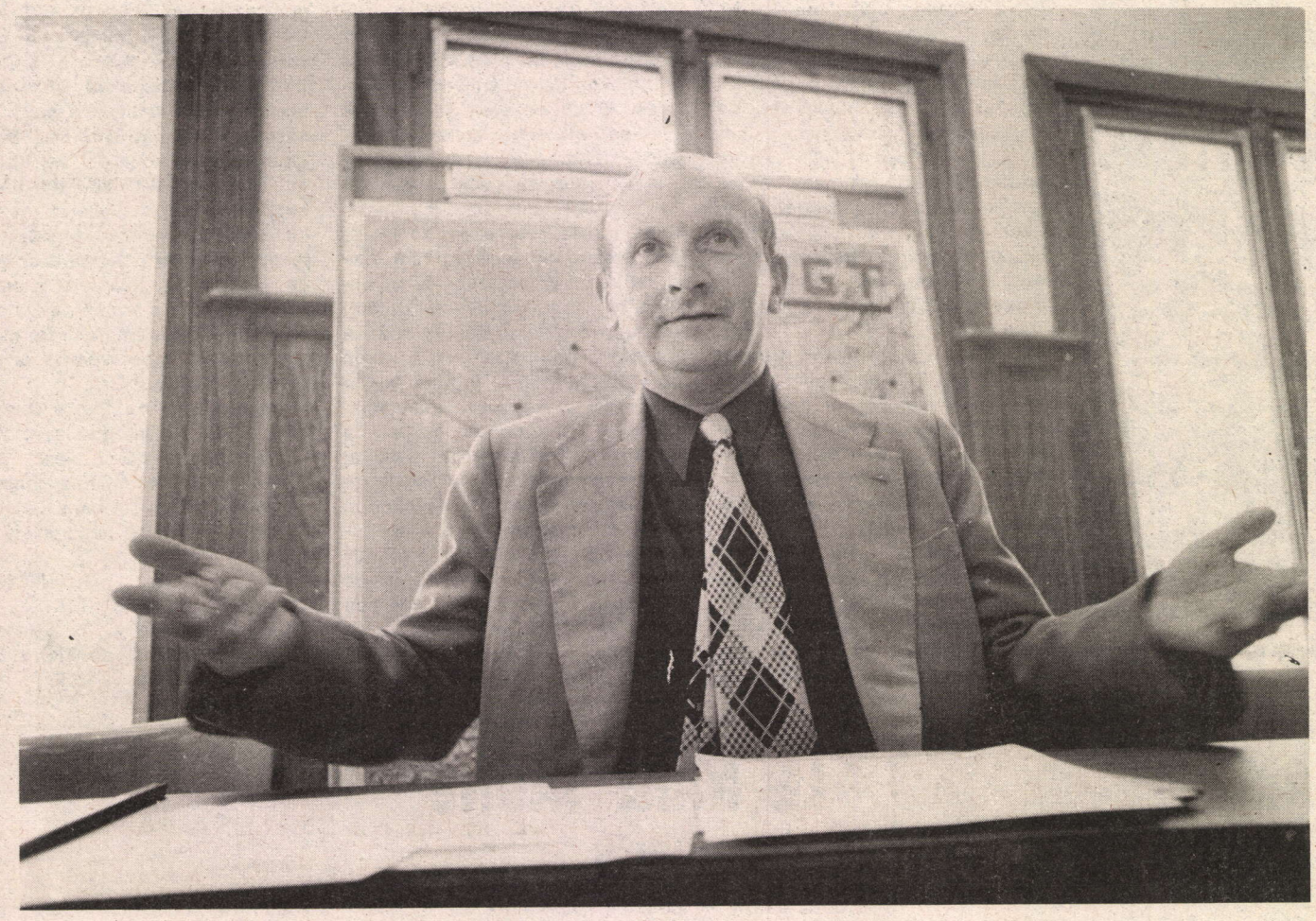
Il ne manque pas de culot, Krasucki ! Car lui qui insiste par ailleurs sur la nécessité de « faire confiance » aux travailleurs, on ne l'a jamais vu protester quand des militants révolutionnaires ont été mis à l'écart des listes de la CGT en dépit du soutien et de la confiance de leurs camarades d'atelier. Nous ne l'avons jamais vu — ni lui, ni aucun des dirigeants de la confédération — intervenir pour faire respecter la démocratie ouvrière bafouée, quand bien même leur intervention était sollicitée.

A l'opposé, on voit ces responsables syndicaux se servir de la loi qui régit l'élection des délégués du personnel pour écarter des listes les travailleurs dont les opinions leur déplaisent. Le manque de confiance à l'égard des travailleurs est même érigé en système par cette loi, qui assure le monopole de la présentation des délégués aux centrales reconnues représentatives par le gouvernement. En effet, un travailleur ne peut se présenter aux suffrages de ses camarades que si un syndicat accepte de le présenter sur sa liste. Ainsi, les délégués du personnel apparaissent bien souvent plus comme les représentants des syndicats que comme ceux des travailleurs.

Et de fait, ce système ne permet pas le contrôle des travailleurs sur leurs délégués, comme cela était possible en 1936 quand les élections pouvaient se faire par atelier. Mais la CGT combat d'autant moins ce système qu'elle a contribué à le mettre en place en 1946, pour garantir son monopole...

Entre les déclarations de principe des dirigeants cégétistes, et les pratiques réelles de la CGT, il y a tout le vent fait autour de la préparation du 40e Congrès...

G.C.



Krasucki : « Faites ce que je fais, mais ne faites pas ce que je dis. »

Chantiers Navals de La Ciotat

Séguy parle démocratie, mais la CGT expulse les révolutionnaires

La semaine dernière, notre journal s'est fait l'écho de la mise à l'écart d'un de nos camarades délégués CGT des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, par les bureaucrates de son syndicat. Malgré les déclarations sur la démocratie syndicale à l'occasion du 40e Congrès, ces pratiques honteuses n'en continuent pas moins, comme par le passé. Elles touchent d'autres militants de l'extrême-gauche, témoins les extraits de cette lettre que nous avons reçue d'un camarade de l'OCT, militant CGT aux Chantiers Navals de La Ciotat.

Lettre ouverte aux adhérents CGT

Chers camarades,

Je vous fais parvenir cette lettre pour vous informer des faits suivants qui se sont produits dans ma section syndicale, aux Chantiers Navals de La Ciotat.

Je suis membre de la CGT depuis de nombreuses années et délégué CHS.

A la rentrée 1978, en pleine période de licenciements, le bureau de la section me retire le mandat de délégué, sans aucune consultation des adhérents et des ouvriers de mon bord, sans vote de la commission exécutive (qui n'est plus convoquée depuis l'an passé) et du conseil syndical.

Motif invoqué : je fais mal mon travail de délégué et je détruis le syndicat.

Si j'assumais si mal que ça mes fonctions de délégué, je pense que les syndiqués s'en seraient plaints, ce qui n'a jamais été le cas, bien au contraire puisque, à l'annonce de cette décision, ils ont fait circuler une pétition qui a recueilli 150 signatures en quelques jours, pour protester et demander ma réintégration. Cette pétition a été remise à la section, transmise à l'UD des Bouches-du-Rhône et à la Confédé, elle n'a jamais eu de réponse. (...)

Ce que l'on me reproche surtout c'est d'être aussi militant d'une organisation révolutionnaire, de le revendiquer avec fermeté et, d'avoir été candidat de l'OCT lors des dernières législatives. Il s'agit là d'une chasse aux sorcières, à laquelle sont confrontés bien d'autres militants d'extrême-gauche à La Ciotat, contraire aux principes des statuts de notre syndicat.

Ma lettre marque une protestation sévère à laquelle je vous appelle à vous joindre.

Fraternellement !

René MESLE.

BNP

Recul de la CFDT aux élections professionnelles

A la BNP, les élections des délégués du personnel ont eu lieu jeudi dernier 9 novembre 1978. Fait notable, une augmentation des abstentions et des bulletins nuls, ainsi qu'un recul de la CFDT.

Sur les Centraux parisiens qui regroupent Barbès, Bergère, les Italiens, Montreuil, Pleyel, etc., soit près de 10.000 personnes, la CFDT perd 5 % des voix et deux sièges au profit de la CGT.

Sur les agences de Paris et de la proche banlieue (il n'y en a pas loin d'un millier), regroupées par secteur géographique, nous n'avons pas encore les résultats, mais il semble déjà que sur un certain nombre de groupes, le quorum n'a pas été atteint, c'est-à-dire que la moitié ou plus du personnel n'a pas voté pour les listes syndicales.

La CFDT paie là son coup de force de l'an dernier : la suspension de toute la section syndicale BNP, la plus importante dans les banques puisqu'elle comptait de 900 à 1.000 syndiqués et plus d'une centaine de délégués élus ou mandatés. Le personnel et, en particulier, les syndiqués CFDT ont montré principalement par leur abstention mais aussi par le report de leurs voix sur les autres syndicats, leur désaveu de ces méthodes.

Mais la CFDT a atteint son but : se débarrasser des gauchistes — au moins dans les Centraux qui sont déterminants en cas de grève — de ces gauchistes qui, depuis plusieurs années, étaient nombreux et actifs dans les différentes instances de la section syndicale et qui pouvaient même mettre en minorité les cédétistes bon teint lorsqu'ils arrivaient à dépasser leurs rivalités de tendances.

Face à cette éviction, aucun accord n'est intervenu entre les délégués évincés pour une riposte commune pour demander au personnel de désavouer les candidats qui osaient se présenter à leur place et qui, en figurant sur une liste CFDT, cautionnaient des agissements aussi peu démocratiques qu'autogestionnaires. Peut-être que sur l'ensemble des Centraux, le quorum aurait quand même été atteint, mais au moins sur Barbès, où les délégués « suspendus » étaient nombreux, la CFDT aurait vraiment laissé des plumes. Ainsi dans un centre où des camarades de notre tendance ont appelé à l'abstention, celles-ci se sont élevées à 44 % et les bulletins nuls à 8,69 %, alors que sur l'ensemble du personnel de Barbès, l'année dernière, les abstentions étaient de 32 % et les bulletins nuls de quelque 6 %. Les listes syndicales n'ont donc pas eu la majorité des suffrages du personnel, au moins dans ce centre.

Des délégués sortants avaient donné pour consigne de déposer dans l'urne un bulletin portant la mention : **« Choisissons nos délégués - Sans élimination partisane ».**

D'autres délégués sortants d'un groupe d'agences (Gambetta) se sont adressés par lettre ouverte aux candidats des autres syndicats en leur demandant de ne pas présenter leur candidature afin que la direction soit obligée d'organiser un deuxième tour et qu'ils puissent présenter la leur.

Mais il y a eu une position plus timorée encore, celle de la Ligue Communiste Révolutionnaire, qui écrit dans La Taupe Rouge-BNP que, par principe, ils appellent les travailleurs à voter **« pour les organisations syndicales se réclamant du socialisme et de la lutte de classes, c'est-à-dire pour la CGT et la CFDT »** (souligné par eux)... et que dans les circonstances actuelles ils laissaient **« au personnel le soin, par leur bulletin de vote, de tirer les conclusions de cette situation... »**

Finalement, on peut dire que la CFDT a eu la partie plus belle qu'elle n'aurait dû. Elle n'a pas eu à se mesurer au front uni des délégués qu'elle a chassés du syndicat. Ceux-ci, en dénonçant nettement ses agissements, auraient pu l'empêcher de tourner la page trop facilement.

Correspondant LO

LIVRES_LIVRES_LIVR

" VINCENT MOULIA LES PELOTONS DU GÉNÉRAL PÉTAIN "

de Pierre DURAND

C'est contre la boucherie des tranchées que les mutineries éclatent en 1917.

Vincent Moulia, caporal de l'armée française condamné à mort en 1917 pour « mutinerie », réussit à s'échapper la veille de son exécution. Soixante ans après, Pierre Durand, journaliste à **l'Humanité,** l'a retrouvé et raconte son histoire. Bon soldat, patriote, Vincent Moulia, qui n'avait pourtant pas participé aux mutineries, fut arbitrairement choisi par ses chefs afin d'être fusillé « pour l'exemple ». Il parvint à s'évader, traversa la France pour retourner à son village natal dans les Landes, puis partit en Espagne, pour revenir en France lors de la guerre civile espagnole, y vivre définitivement.

Mais le livre de Pierre Durand n'est pas uniquement consacré à Vincent Moulia. En parallèle avec les aventures de son héros, l'auteur décrit ce que fut l'année 1917, en France principalement et un peu en Allemagne et en Angleterre.

1917, ce fut la lassitude générale devant la guerre qui n'en finissait pas. Mais ce fut surtout, après l'offensive d'avril du Chemin des Dames, la révolte des soldats devant le massacre organisé par les généraux. Les mutineries touchèrent cinquante-quatre divisions ; et le haut état-major, pour les briser, utilisa la « justice militaire » sommaire et les pelotons d'exécution. Entre mai et septembre 1917, les condamnations s'élevèrent à 23.385. Plus de 500 peines de mort furent prononcées. Et ce ne sont là que des chiffres officiels, autrement dit bien inférieurs à la réalité.

A l'arrière, en cette même année, eurent lieu des manifestations et des grèves contre le rationnement, qui témoignèrent aussi du désir grandissant de la population d'en terminer avec l'état de guerre. L'Union sacrée pour la défense nationale était bien ébranlée, tant en France qu'en Allemagne où grèves, manifestations, révoltes de soldats et de marins se multiplièrent aussi et où les regards se tournaient de plus en plus vers la Révolution russe commencée en février.

Pierre Durand rappelle à grands traits ces événements et en ce sens son livre est utile, car peu de livres finalement traitent de ce que furent les « pelotons d'exécution du général Pétain » et les mutineries de l'année 1917.

Mais bien que Pierre Durand, militant du PCF, affirme **« son horreur de la guerre »,** il aborde à peine la véritable nature de la guerre impérialiste.

Pire même, il a choisi pour préfacer son livre Armand Lanoux qui écrit : **« Comment faire comprendre aux enfants qui nous ont suivis ce mélange d'horreur de la guerre et d'amour de la liberté qui a jeté en 1914 tant d'antimilitaristes et de socialistes contre l'invasion germanique, premier acte de l'invasion national-socialiste de 1940 ? »** Et plus loin, Lanoux parle des faits d'armes de Durand pendant la Deuxième Guerre mondiale afin de bien montrer le patriotisme de l'auteur.

Le pacifisme de Pierre Durand ne peut être confondu avec l'internationalisme. Ce n'est rien d'autre qu'un patriotisme honteux et, à ce titre, il est dans le droit fil de la politique nationaliste et chauvine du PCF.

Guy FICHET

Vincent Moulia - Les pelotons du général Pétain, **de Pierre Durand - Ed. Ramsay - 42 F.**

" L'AMOUR DANS L'AME "

d'Yves SIMON

Elle, voudrait faire des voyages, au lieu de vendre dans une agence les billets de ceux que font les autres ; lui, rêve d'écrire des scénarios en peignant les calicots qui annoncent au fronton des cinémas des films venus d'Amérique... Antoine et Angéla ont tous les deux vingt ans et toutes les envies d'échapper à une vie qu'ils soupçonnent avec quelque raison de s'annoncer morne et ennuyeuse.

Alors puisqu'après tout rien ne les y attache, ils quittent leur emploi et se laissent vivre en humant l'air du temps, le temps que fondent leurs quelques économies. Après quelques semaines d'une vie désordonnée, ils dévalisent une banque puis se laissent abattre par la police pour un faux rapt d'enfant.

Yves Simon est surtout connu par des chansons et des musiques de film comme *Diabolo Menthe.* On retrouve dans le récit de la ballade de ses héros à travers Paris, ses cafés, ses rues et ses restaurants, le style vif et le coup d'œil déjà présents dans ses chansons. Entraînant son lecteur à travers le kaléidoscope d'images et de lumières que sont les grandes villes, utilisant les slogans publicitaires qui envahissent la vie quotidienne et le langage de tous les jours et dans lequel les noms de marques remplacent ceux des choses, Yves Simon ne laisse pas son lecteur s'ennuyer.

Il est vrai qu'à l'inverse une certaine forme de flatterie n'est pas absente du miroir qu'il tend à ceux de ses lecteurs qui ont l'âge de ses personnages. Car ses deux héros sont en fait à y réfléchir plus paumés que poètes et eux qui détestent cette société qui tue les rapports humains n'ont jamais été capables de se faire un ami.

Alors Antoine et Angela sont-ils des victimes consentantes ou pas ? L'auteur laisse ses lecteurs décider s'ils meurent d'avoir eu le cœur trop gros ou pas assez grand.

Pierre VERNANT

L'Amour dans l'âme *de Yves Simon - Editions Grasset - 39 F.*

" LE NAIN JAUNE "

de Pascal JARDIN

Jean Jardin — père de l'auteur —, dit le Nain Jaune à cause d'une déformation de la colonne vertébrale, fut un politicien d'extrême-droite qui eut son heure de gloire comme directeur de cabinet de Pierre Laval pendant la guerre.

Mais ce ne sont ni les idées, ni la vie politique de son père que P. Jardin évoque dans cet ouvrage, tout en prenant soin de s'en démarquer : « *Il est mort en croyant à toutes les vertus auxquelles je ne crois pas* ».

L'ensemble du roman de P. Jardin n'est qu'une prosternation béâte devant l'auteur de ses jours : « *Tout ce que je peux dire, c'est que son ombre portée m'a fait courber l'échine, et que je n'ai vécu, aimé, écrit, entrepris que pour ou contre lui* ». Pourtant l'auteur nous dit : « *J'ai quitté la maison à l'âge de quatorze ans. Je voulais vivre ma vie* ». Sans doute ne s'est-il pas suffisamment éloigné...

Toujours est-il que Pascal Jardin nous dépeint avec force détails son père comme un homme cultivé mais égoïste, mysogine, tyrannique, versatile et complètement loufoque par moments. « *Une rage universelle, irréprimable, s'empara peu à peu de lui* ».

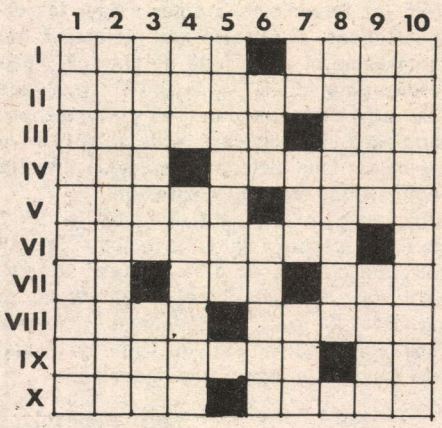
« *Séducteur invincible, serpent d'eau insaisissable, ses démarches affectives me faisaient penser au cheminement politique de Louis XI* ». Brrr ! « *Pour mon père, il n'y avait qu'un Jardin : lui. Très vite, dès l'âge de dix ans, pour tenter d'exister, je décidai qu'il en aurait au moins un second : moi* ». Le fils semblait déjà sur une mauvaise pente, qui n'a fait que s'accentuer après la mort du père : « *Aujourd'hui, je suis l'autre Nain Jaune. Je suis devenu son double... Il m'a légué aussi son formidable et irrationnel désespoir concernant les femmes* ».

Exercice de style ou sentiments réels ? Quelle que soit la réponse, et malgré le Grand prix de l'Académie française qu'il vient de recevoir, on peut tranquillement passer à côté des passions de P. Jardin pour son père, sans rien perdre de la vie.

Claude DEVRET

Le Nain Jaune *de Pascal Jardin.*

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. On la perd en partant à la chasse - Née belge, finit son cours près de Paris. — II. Un peu obsédé. — III. Supprimer - Nouvelle politique économique en URSS. — IV. Prince de la Moskova... de provenance française - Nauséabond. — V. Sur un mur - Exige du courage ou de l'audace. — VI. Ils sont meilleurs sans fils. — VII. Conjonction - Sans bavure - Porte le grain. — VIII. Sous la fleur - Autrement dit. — IX. Torsion des fils pour joindre deux pièces de soie. — X. Ancêtre des Romains - Sommet alpin réputé difficile.

VERTICALEMENT. — 1. Tablette de bois. — 2. Délivrance. — 3. Pour un chien de garde, travailler - Volonté. — 4. Au bord de l'œil - Son sol est couvert d'aiguilles. — 5. Bâtiment. — 6. Colère - Quand on est pris comme tel, mieux vaut se tenir tranquille. — 7. Pronom indéfini - Pas tard - A cours à Bucarest. — 8. Fleuve sibérien. — 9. Pays réputé pour ses aciers - Futur écuyer. — 10. Evaluer la qualité.

SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	E	C	A	L	■	E	M	U
II	A	L	L	E	M	A	N	D	E	S
III	F	I	N	A	N	C	I	E	R	E
IV	R	■	E	N	E	E	■	N	■	R
V	E	R	■	S	S	■	B	■	B	■
VI	■	E	O	■	I	P	E	C	A	S
VII	E	T	R	I	Q	U	E	E	S	■
VIII	R	E	■	N	U	L	■	■	S	O
IX	I	N	T	R	E	P	I	D	E	S
X	E	U	R	E	■	E	L	I	T	E

LIVRES_LIVRES_LIVR

" QUATRE FEMMES TERRORISTES CONTRE LE TSAR "

Vera ZASSOULITCH, Olga LOUBATOVITCH, Elisabeth KOVALSKAIA, Vera FIGNER

Ce livre rassemble des textes écrits par quatre grandes figures du mouvement populiste russe. Leur lecture éclaire des aspects mal connus de ce mouvement qui prend racine au sein de l'intelligentsia russe dans les années 1860, une période marquée par des soulèvements paysans en Russie.

Ce livre ne relate pas l'histoire de l'ensemble du mouvement populiste russe mais, composé de textes autobiographiques, il est le reflet fidèle cependant de ce que fut ce mouvement et la lecture des textes de ces quatre militantes, parce qu'elles ont joué un rôle important dans le mouvement populiste, permet de comprendre le sens du combat qu'elles et leurs camarades ont engagé.

Issues de milieux aisés et cultivés, ou même de la noblesse, elles font partie des jeunes qui vont au peuple pour l'appeler à faire la révolution. C'est l'époque où les centres d'éducation fleurissent et Elisabeth Kovalskaïa raconte sa lutte pour organiser des cercles de propagande et d'éducation chez les femmes et dans les entreprises.

Ces jeunes, au début, croyaient la révolution imminente. Vera Zassoulitch raconte les espoirs des jeunes révolutionnaires rassemblés autour de Netchaiev.

Mais le soulèvement général de la paysannerie sur lequel ils misaient ne vint pas. Au contraire, la paysannerie se méfia de ces intellectuels venus de la ville, venus d'une autre classe.

On retrouve dans ces récits comment, faute de trouver un appui populaire, les militants populistes s'engagèrent dans un combat singulier, à coup de bombes et le pistolet à la main, contre le tsarisme et son appareil d'Etat, Le terrorisme individuel se substitua à la perspective de la révolution populaire. Vera Zassoulitch, dans un des textes, raconte l'attentat qu'elle organisa contre le chef de la police Trepov, qui avait torturé l'un de ses camarades.

L'énergie de ces quatre femmes, le courage tranquille avec lequel elles affrontèrent prisons, tortures, bagne et même la mort, ne nous laisse pas indifférents.

Ces femmes que la presse de l'époque qualifiait de **« sorcières aux cheveux courts »** étaient sensibles et cha'eureuses.

Mais le combat de ces militants et militantes, pour être courageux, était inégal. Des représentants de la dictature tsariste, compris le tsar Alexandre II, sont tombés sous les balles des terroristes. Mais presque à chaque fois cela aboutit à un renforcement de la répression contre le mouvement populiste, à l'arrestation et à l'exécution de la plupart des membres des organisations terroristes. Au début du siècle, le mouvement a vécu et lorsqu'éclate la révolution russe de 1905, c'est en tant qu'individus que les quelques populistes qui ont survécu participent au mouvement.

L'histoire des populistes n'a pas été inutile pour autant. Lénine et Trotsky tirèrent les leçons des expériences du mouvement populiste, dans le même temps qu'ils le dénonçaient comme incapable de permettre à la population russe de renverser le joug du règne tsariste. L'histoire des populistes a été celle des balbutiements du mouvement révolutionnaire russe. Et le tableau qu'en esquisse ce livre ne manque pas d'intérêt.

Pierre VILMA

Quatre femmes contre le Tsar - Vera Zassoulitch, Olga Loubatovitch, Elisabeth Kovalskaïa, Vera Figner - **Textes réunis et présentés par Christine Fauré - Ed. Maspéro - 45 F.**

" L'EMPIRE ÉCLATÉ "

d'Hélène CARRERE D'ENCAUSSE

L'Union soviétique représente plus de cent nations et nationalités qui parlent plus de cent langues différentes. Leur intégration au sein de la nation soviétique est-elle réelle, quelles sont les tensions nationalistes que l'on peut percevoir ? C'est ce que se propose d'étudier Hélène Carrère d'Encausse dans **L'empire éclaté,** un ouvrage de type universitaire, très documenté.

Elle veut montrer qu'il existe un renouveau du fait national en URSS et que c'est un des problèmes les plus importants qui se posent au pouvoir central. En particulier, on assisterait en URSS au développement d'un monde musulman soviétique représentant 20 % de la population et dont le caractère islamique prendrait le pas sur le sentiment soviétique.

Pour étayer sa thèse, Hélène Carrère d'Encausse se livre à une étude démographique détaillée des différentes Républiques et souligne le clivage entre les Républiques occidentales, Russie, Ukraine, Biélorussie, Etats baltes, zones de déclin démographique, et l'URSS orientale, Asie centrale et Caucase, caractérisés par une population croissant rapidement. Elle cherche longuement les raisons de ce clivage et en étudie également les conséquences. Tout cela ne permet pas pour autant de conclure à un renouveau du fait national en URSS.

En fait, le problème des nationalités en Union soviétique n'est pas nouveau. En libérant les peuples opprimés sous la botte tsariste, la Révolution russe, contrairement à ce qu'en dit Hélène Carrère d'Encausse, a jeté les bases d'une union entre les Républiques soviétiques égales en droits et garantissant à chacune des nombreuses nationalités son épanouissement. La dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique a transformé le droit des nations à disposer d'elles-mêmes en formule creuse et il n'est pas étonnant que la lutte contre l'oppression sociale ait pris le chemin du nationalisme dans les régions non russes, où russe et bureaucrate sont synonymes.

Car l'égalité entre différentes nationalités, surtout quand elles présentent une telle diversité qu'en Union soviétique, ne peut se concevoir que dans une démocratie inconnue dans les sociétés actuelles. L'oppression nationale est le pendant de l'oppression sociale contre la classe ouvrière. La première ne pourra disparaître qu'avec la disparition de la seconde. C'est dire que, si le livre d'Hélène Carrère d'Encausse n'est pas dénué d'intérêt pour qui veut étudier d'un peu près les problèmes nationaux en URSS, il tombe à côté en ce qui concerne la condamnation du bolchévisme et du marxisme à laquelle l'auteur veut amener le lecteur.

Pierre CHAMBEY

L'Empire éclaté **d'Hélène Carrère d'Encausse - Ed. Flammarion - 48 F.**

Le droit des peuples du vivant de Lénine

La déclaration des droits des peuples de Russie, publiée le 15 novembre 1917, affirmait le droit à l'autodétermination de tous les peuples sans réserves ni conditions, y compris le droit de se séparer et de se constituer en Etat indépendant. Et ce droit n'était pas une phrase creuse vidée de son contenu réel, comme elle le sera sous le stalinisme. La question de l'Ukraine est significative à cet égard. Face au nationalisme ukrainien, Lénine défendit la nécessité de laisser la plus complète liberté de choix au prolétariat et au peuple ukrainiens : « Nous sommes pour l'union la plus étroite des ouvriers de tous les pays capitalistes, à la fois contre les leurs et ceux des autres pays. Mais précisément, afin que cette réunion puisse être volontaire, l'ouvrier russe qui n'a, à aucun égard et à aucun moment, la moindre confiance en la bourgeoisie russe ni en la bourgeoisie ukrainienne, est pour le droit à l'autodétermination des Ukrainiens, ne leur imposant pas son amitié, mais la gagnant en les traitant en égaux, en alliés et en frères dans la lutte pour le socialisme ».

Et de fait, si la Rada (Assemblée ukrainienne petite-bourgeoise) s'effondra, incapable d'empêcher le ralliement des ouvriers et des paysans ukrainiens à la République soviétique, ce fut en grande partie dû à la politique suivie par le Parti Bolchévique face aux aspirations nationales.

Certes la politique nationale suivie par la République soviétique durant les premières années de son existence fut loin d'être exempte d'erreurs ou de maladresses. Ce n'est pas la présence de Stalien au poste de commissaire aux Nationalités qui empêcha des méthodes centralisatrices d'être imposées avec brutalité. Et un des derniers combats que livra Lénine avant que la maladie ne l'emporte, fut de s'opposer à la politique autoritaire de Staline en matière nationale, notamment en Géorgie.

Avec le stalinisme triomphant, les droits des nationalités disparurent, bien évidemment. Et il y a un monde qui sépare ceux qui, il y a soixante ans, jetèrent les bases d'une libre union entre Républiques soviétiques, et ceux qui aujourd'hui bafouent, tout comme dans tous les Etats du monde, les droits élémentaires des minorités nationales.

P.C.

FILMS_FILM

« TU NE M'OUBLIERAS PAS »

de Alan RUDOLF, avec Géraldine CHAPLIN et Anthony PERKINS

Une jeune femme mystérieuse arrive dans une petite ville américaine. Tout en elle est étrange. Elle n'a ni attache, ni famille, ni occupation. Sa seule préoccupation se résume en l'observation d'un jeune couple sans problème. On sent qu'un lien étrange rapproche le mari de l'inconnue, qu'ils ont un passé commun que celui-ci se refuse à révéler. Les rapports du couple finiront par être bouleversés et le film nous révèlera le passé surprenant de la femme mystérieuse après un long suspense.

Ce drame psychologique traité à la manière d'une aventure policière est construit avec minutie, et l'interprétation remarquable de Géraldine Chaplin dans le rôle d'Emily parvient à donner au film une intensité qui ne laisse pas le spectateur indifférent.

Malheureusement le sujet est bien mince, et malgré le talent certain du réalisateur et des interprètes, c'est prendre de bien gros risques que de vouloir infliger aux spectateurs 90 minutes de projection centrées uniquement sur l'évolution psychologique de l'héroïne. Cela tient beaucoup trop de l'exercice de style, et même si l'on admire le talent, il faut bien reconnaître qu'on trouve souvent le temps long.

Hélène DURY

« LE PARADIS DES RICHES »

de Paul BARGE

Le film de Paul Barge est une étrange fantaisie. Un groupe de vieillards, las des logements sordides, de la misère matérielle et morale, n'accepte plus d'être ainsi relégué ; ils en ont « ras-le-bol » comme le dit l'un d'eux, d'être les parias et les éternelles victimes. Alors, ils se révoltent. Ils décident de vivre en communauté et de voler pour se payer le « paradis des riches » : un voyage et la belle vie. L'essentiel du film porte sur l'existence de cette communauté et sur les multiples chapardages auxquels se livrent ses membres.

Au début on s'amuse, c'est sûr. C'est peu ordinaire de voir des petits vieux berner les uns et les autres. Mais après un vol de téléviseur, un vol de fourrures, un vol d'appareils photos et bien d'autres, on finit par se lasser de cette revue des diverses formes de vol à l'étalage.

Certes, l'idée de montrer des vieux se révoltant et retrouvant le goût de vivre était sympathique ; le film aurait pu être une joyeuse fantaisie. Mais la petite bande des « troisième âge » de Paul Barge ne semble finalement pas vivre une si belle vie... C'est raté. Et dans ce rôle de « marginaux », les petits vieux du film semblent bien plus pitoyables encore que le sont les plus démunis d'entre eux dans la réalité.

Michel RITTER

« PASSE-MONTAGNE »

de Jean-François STEVENIN

Georges, architecte parisien, se retrouve au hasard d'une panne chez Serge, garagiste dans un village du Jura. Qui est Serge, ce garagiste bricoleur et inventif qui a construit une espèce d'oiseau de bois qui domine la vallée ? Qui sont les gens qui l'entourent ? Les dialogues volontairement imprécis ou incompréhensibles, ou même l'absence de dialogues ne nous permettent pas de le savoir.

On peut, peut-être, se laisser entraîner comme Georges dans le sillage de Serge à la recherche d'une combe magique, fruit sans doute de son imagination, la beauté des images de la montagne jurassienne sous la neige et le talent de Jacques Villeret aidant à faire accepter les lenteurs et l'obscurité du scénario. Mais la peinture caricaturale d'habitants du village rencontrés lors de sorties nocturnes, braillards et saoûlards, est particulièrement pénible.

L'ensemble de la presse a salué ce film comme la preuve de l'originalité de son cinéaste. Mais la plupart des thèmes développés ne sont que des lieux communs à la mode : l'amitié entre deux hommes, loin de leurs femmes, évidemment ; la beauté de la nature sauvage : la simplicité de la vie rurale ; la prétendue supériorité de la vie marginale, etc... C'est ennuyeux et même souvent indigent.

Pierre CHAMBEY

THEATRE

" 1848, ou la République de Pierre Dupont "

de Christian CAPEZZONE

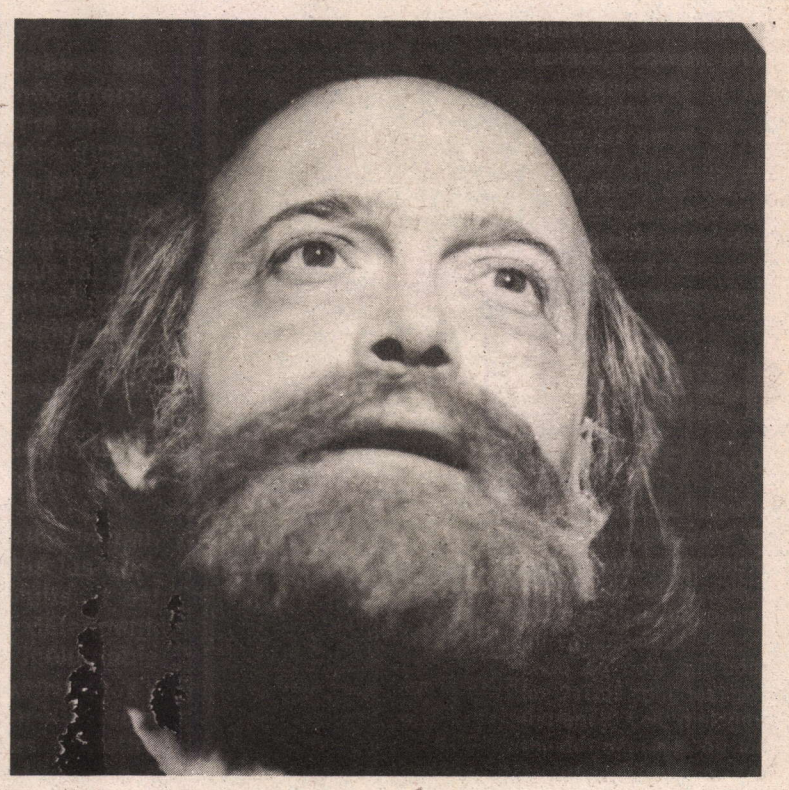
C'est à travers le récit de Pierre Dupont, poète lyonnais du XIX[e] siècle, qui prit fait et cause pour les ouvriers, que l'histoire des journées de 1848 et des mouvements qui les ont précédées et suivies nous est racontée. Douze belles chansons sur la misère et la révolte des ouvriers et des paysans de l'époque, des diapositives et quelques enregistrements entrecoupent la voix du poète et rendent la pièce à la fois vivante et actuelle, bien que parfois un peu confuse pour qui ne connaît pas les événements de 1848.

Le personnage de Pierre Dupont, plein de contradictions, puisqu'alternaient chez lui des périodes d'enthousiasme révolutionnaire comme pendant les journées de 1848 mais aussi des crises de patriotisme et de mysticisme, est très bien joué par Christian Capezzone. Il réussit à nous faire partager le grand espoir d'une population pauvre.

Croyant que la République allait enfin changer le sort des ouvriers, puis sa désillusion lorsqu'elle se rend compte qu'elle a été dupée et qu'elle n'a plus qu'une alternative : descendre dans la rue ou mourir de faim. Pierre Dupont passe de l'enthousiasme à l'abattement, comme le spectateur, mais c'est une note d'espoir qui termine la pièce avec un « **Ca branle dans le manche** » que l'on a envie de chanter avec lui et qui annonce déjà la Commune.

Odette DYLAN

Théâtre du Troglodyte - 74, rue Mouffetard Paris 5[e]. Tous les soirs, à 20 h, sauf dimanche et lundi - 30 F.



SÉLECTION

Films récents

L'HOMME DE MARBRE, du cinéaste polonais Andreij Wajda.

La vie de l'ouvrier Birkut, un héros du travail : la Pologne stalinienne des années 1950.

Hautefeuille (6[e]) - 14 Juillet (11[e]) - Français (9[e]) - Cinq Parnassiens (14[e]) - 14 Juillet (6[e]) - Elysées Point Show (8[e]) - Calypso (17[e]).

ALAMBRISTA.

Les USA, un monde hostile et inhumain, où les travailleurs mexicains immigrés trouvent une vie aussi dure sinon plus que dans leur propre pays.

Action Ecoles (5[e]) - Action Lafayette (9[e]).

FIST, avec Sylvester Stallone.

La vie de Johnny Kovak : la corruption d'un certain syndicalisme américain.

Jean Cocteau (5[e]) - Biarritz (8[e]) - Marbeuf (8[e]).

MOLIERE, d'Arianne Mnouchkine et sa troupe .

Un bon film sur Molière, la vie dans sa troupe de théâtre, sur son temps. Attention, il est très long : quatre heures ! On peut voir les deux époques séparément :

Hautefeuille (6[e]) ou en une fois :

Gaumont Rive Gauche (6[e]) - France Elysées (8[e]).

LA CAGE AUX FOLLES.

Une comédie tendre et drôle, très bien interprétée par Ugo Tognazzi, Michel Serrault et Michel Galabru.

Rex (2[e]) - UGC Opéra (2[e]) - Cluny Ecoles (5[e]) - Bretagne (6[e]) - Normandie (8[e]) - Lumière (9[e]) - UGC Gare de Lyon (12[e]) - UGC Gobelins (13[e]) - Mistral (14[e]) - Magic (15[e]) - Murat (16[e]) - Clichy Pathé (18[e]) - Secrétan (19[e]).

LA BALLADE DES DALTON, dessin animé de Morris et Goscinny.

Une suite ininterrompue de gags. Jeunes comme moins jeunes, chacun peut y trouver son compte de rires.

Berlitz (2[e]) - Danton (6[e]) - Balzac (8[e]) - Madeleine (8[e]) - Marignan (8[e]) - Diderot (12[e]) - Gaumont Sud (14[e]) - Montparnasse Pathé (14[e]) - Cambronne (15[e]) - Wepler (18[e]) - Gambetta (20[e]).

LE PION.

Un pion, souffre-douleur des gamins espiègles devient leur héros. Ne vise pas haut, mais permet de passer un bon moment.

Omnia (2[e]) - Montparnasse 83 (6[e]) - Odéon (6[e]) - George-V (8[e]) - Gaumont Péra (9[e]) - UGC Gare de Lyon (12[e]) - Fauvette (13[e]) - Gaumont Sud (14[e]) - Clichy Pathé (18[e]).

et moins récents

RETOUR.

Comment la guerre du Vietnam a brisé moralement ou physiquement de nombreux jeunes Américains.

Boîte à film (17[e]).

VARIETES

" De belges histoires "

de Ronny COUTEURE

Ronny Coutteure se produit actuellement le soir à 22 h 30 jusqu'au 2 décembre au Théâtre de la Péniche sur le canal Saint-Martin à Paris. Il est belge, et dans ce petit théâtre-péniche pittoresque, il captive l'attention du public pendant une heure et demie, le faisant passer de l'émotion aux éclats de rire, non pas avec de quelconques histoires belges, mais avec de belles... ges histoires... nuance !

Ronny Coutteure est un conteur de talent. Il est bon acteur aussi. Avec son physique chaleureux de bon vivant et peut-être aussi... de trop bon buveur de bière, il alterne les histoires drôles et les gags avec les contes émouvants ; il dépeint les petites gens de son pays, la Belgique, et s'en moque tendrement. Flamand, il égratigne au passage les Flamingans (nationalistes d'extrême-droite).

Avec ce conteur sympathique, on passe en tout cas une excellente soirée.

Jérôme LUTHIER

Prix des places : 30 F (Réduction pour les habitants du 10[e]).

TELE TELE TELE TEL

● AUX DOSSIERS DE L'ÉCRAN :

"Jusqu'à quand le pétrole ? Et après ?"

Les Dossiers de l'écran **du mardi 14 novembre étaient consacrés au problème du pétrole et de l'énergie.**

En première partie, un film sous forme de western, L'or noir de l'Oklahoma, **montrait le développement des compagnies pétrolières américaines au début du siècle. Il décrivait les méthodes utilisées par ces trusts — corruption, violence, meurtres — pour imposer leur hégémonie et notamment pour éliminer les petits chercheurs de pétrole indépendants qui tentaient de leur résister. Dans le film, on voit à l'œuvre les hommes de main recrutés par l'une de ces compagnies. Ils organisent un siège en règle d'un derrick pour contraindre ses occupants à passer un contrat les mettant sous la coupe de la compagnie en question.**

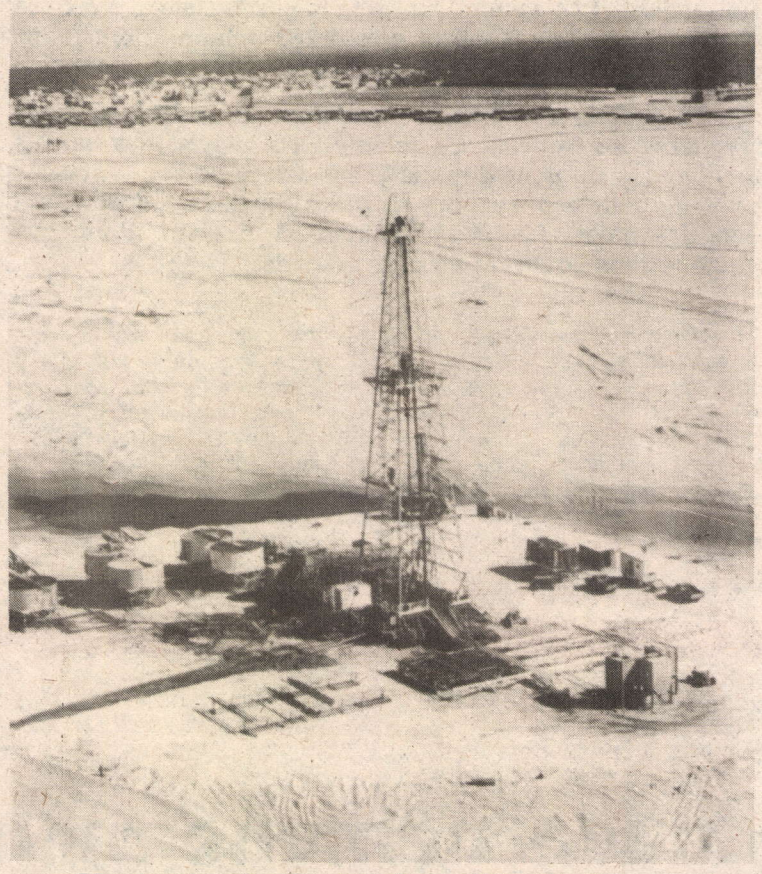
Le débat qui suivit, lui, passa complètement sous silence la politique des compagnies pétrolières d'aujourd'hui. Participaient à ce débat un responsable des recherches géologiques et minières, un professeur à l'Ecole polytechnique, le vice-président de la Mobil Oil, le ministre saoudien du Pétrole ainsi qu'André Giraud, ministre français de l'Industrie. C'est d'ailleurs à ce dernier que revenait la palme en ce qui concerne les lieux communs sur la crise de l'énergie qu'on nous rabâche depuis des années : selon lui, il s'agirait surtout de lutter contre le gaspillage de l'énergie — mais il se garda bien de citer les exemples de gaspillage les plus flagrants : ceux occasionnés par les manœuvres de l'armée par exemple ou encore la politique d'abandon des transports en commun au profit de l'automobile individuelle.

Le ministre français se crut également obligé de reprendre la thèse selon laquelle ce seraient les augmentations du prix du pétrole par les pays producteurs, en 1973, qui seraient la principale cause de la crise économique actuelle. Il fallut que Sheikh Yamani, le ministre du Pétrole d'Arabie Saoudite, rappelle aux téléspectateurs la vérité : du fait de l'inflation dans les pays riches, et notamment de la baisse du dollar, le pétrole n'est finalement pas payé aux pays producteurs plus cher aujourd'hui qu'il y a cinq ans.

Personne, dans ce débat, n'aborda réellement les problèmes de fond, c'est-à-dire la politique des trusts pétroliers. Il n'y eut personne pour dire que ce fut avec leur plein accord qu'eurent lieu les fameuses augmentations de 1973 et qu'ils en furent les principaux bénéficiaires. Personne n'expliqua que le problème des compagnies est bien moins une éventuelle pénurie de pétrole, qui ne menace nullement à court terme, que la crainte de voir l'exploitation du pétrole rapporter moins de profit dans les années qui viennent.

Il est vrai qu'on ne pouvait attendre un tel réquisitoire contre les magnats du pétrole de la part des invités choisis par les **Dossiers de l'écran.**

Jean-Louis CHAMPENOIS



Pénurie d'énergie ou crainte des sociétés pétrolières pour leurs profits ?

● A ANTENNE 2

"L'URSS et eux"

Les nouvelles convictions affichées par le PCF sur l'URSS ont été mises à mal par la dernière émission de Bernard Pivot sur Antenne 2, le 10 novembre dernier. Deux des participants, Nina et Jean Kehayan, membres du PCF et co-auteurs d'un livre intitulé La rue des prolétaires rouges, **viennent de faire l'objet d'un communiqué de la Fédération des Bouches-du-Rhône du PCF faisant part de « l'émotion profonde » et d'une « réelle indignation » que leur intervention aurait soulevés parmi les communistes du département.**

Confrontés avec Boukovsky — l'écrivain dissident qui après douze ans de camp en URSS se trouve maintenant en Occident — et deux des co-auteurs de **l'URSS et nous,** également membres du PCF — mais apparemment eux tout à fait dans la ligne — le couple s'était laissé aller à une attague sans détour de la dictature russe, lui déniant tout caractère socialiste. De fait, ils s'étaient retrouvés aux côtés de Boukovsky, chargeant Claude Frioux et Alexandre Adler, défenseurs en titre de l'actuelle ligne du PCF.

Dans ce débat où ces derniers avaient affaire à des opposants résolus dont les témoignages pouvaient difficilement être mis en cause, les co-auteurs de **L'URSS et nous** laissèrent voir ce qu'ont d'hypocrites les critiques du PCF, qui reconnaît maintenant les crimes du régime stalinien mais trouve quand même celui-ci positif. Il montre leur embarras tant vis-à-vis de leurs camarades de parti Nina et Jean Kehayan, que de Boukovsky.

Leurs interlocuteurs, pour résolus dans leurs convictions qu'ils soient, ne se plaçaient pourtant pas dans ce débat sur l'URSS, sur des positions communistes et révolutionnaires, Boukovsky, par-delà son talent d'écrivain et la dignité qu'il a su garder face au régime de tortionnaires qui a voulu le faire plier, n'en est pas moins un laudateur de l'Occident capitaliste prêchant pour des solutions réactionnaires en URSS. Et les époux Kehayan qui ont écrit leur livre après la défaite de la gauche aux dernières législatives, quatre ans après la fin du séjour qu'ils ont fait en URSS, ne peuvent faire oublier que, pour véhémente qu'elle soit, ils ont eu l'indignation pour le moins lente.

Mais il n'en fallait pas plus pour pousser les représentants attitrés du PCF à se retrancher dans des explications de plus en plus abstraites et entortillées qui ne convainquirent qu'eux-mêmes.

L'émission de Bernard Pivot a donc permis aux téléspectateurs de prendre la mesure exacte des critiques que le PCF adresse au régime russe. Quant à pouvoir juger de ce régime lui-même, il aurait fallu un autre débat que ni Boukovsky, qui se place dans l'autre camp, ni les époux Kehayan qui semblent être plus des libéraux de gauche que des communistes, ni à plus forte raison les représentants du PCF, parti qui a adressé des décennies de louanges à l'odieuse dictature stalinienne, n'étaient réellement qualifiés pour mener.

Louis GUILBERT

SÉLECTION

Dimanche 19 novembre

FR3 - 21 h 30 - Encyclopédie du cinéma français : **Les années 20 : Abel Gance, l'inspiré.** Une présentation des œuvres de ce grand metteur en scène.

ANTENNE 2 - 22 h 10 - **Fenêtre sur... Louis Seigner.** L'évocation d'un des plus célèbres sociétaires de la Comédie-Française, qui incarna des dizaines de personnages au théâtre et au cinéma.

TF1 - 22 h 35 - La leçon de musique : **Vivaldi inconnu.** A travers l'enregistrement d'un opéra de Vivaldi, **Orlando Furioso,** par Claudi Scimone, une évocation de la musique, à Venise au XVIII[e] siècle.

Lundi 20 novembre

TF1 - 20 h 30 - Film : **Elena et les hommes,** de Jean Renoir, avec Ingrid Bergman, Jean Marais. Une peinture mi-attendrie, mi-satirique, de la Belle Epoque, autour des années 1890.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Viva Maria,** de Louis Malle, avec Brigitte Bardot, Jeanne Moreau. Dans une atmosphère d'opérette, deux jeunes et belles femmes se lancent dans la lutte armée au Honduras britannique en 1907. Un divertissement... sur fond de révolution sanglante.

TF1 - 22 h 10 - Portrait : **Jean Renoir,** avec des extraits des principaux films du metteur en scène.

Mardi 21 novembre

ANTENNE 2 - 20 h 35 - **Les dossiers de l'écran** sont consacrés aux problèmes des travailleurs immigrés. En introduction au débat, un film qui se déroule dans le quartier de la rue de la Goutte-d'Or à Paris : **Les ambassadeurs.** A voir pour connaître un aspect de la vie quotidienne des travailleurs immigrés à Paris, vie faite de perpétuelles vexations. Sont invités au débat : Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, qui s'est illustré par les mesures prises il y a un an contre les travailleurs immigrés ; Tahar ben Jelloun, journaliste et romancier.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Rivière sans retour,** d'Otto Preminger, avec Marilyn Monroe, Robert Mitchum. Un western bien ficellé, où la chevauchée traditionnelle est remplacée par la descente en radeau d'une rivière jalonnée de rapides.

Mercredi 22 novembre

FR3 - 20 h 30 - Film : **Elise ou la vraie vie,** de Michel Drach, avec Marie-José Nat. Une jeune fille qui se trouve seule à Paris, sans argent, entre en usine. Elle se lie avec un de ses compagnons de travail, Arezki, un Algérien militant du FLN. A travers leur amour, c'est Paris au temps de la guerre d'Algérie que montre ce film. Un film à ne pas manquer. Une occasion de lire ou de relire le livre de Claire Etcherelli dont ce film est tiré, édité dans la collection Livre de Poche.

Vendredi 24 novembre

ANTENNE 2 - 21 h 30 - **Apostrophes : Albert Camus - François Mauriac.** Bernard Pivot s'entretient avec divers écrivains ayant connu ces auteurs ou ayant écrit des œuvres à leur sujet.

FR3 - 21 h 30 - **Entre Vimeu et Marquenterre.** Dans une maison de Picardie, la chanteuse Monique Morelli accueille Julos Beaucarne, confrère et voisin, pour interpréter de nombreuses chansons.

La longue attente des réfugiés du Haï Hong

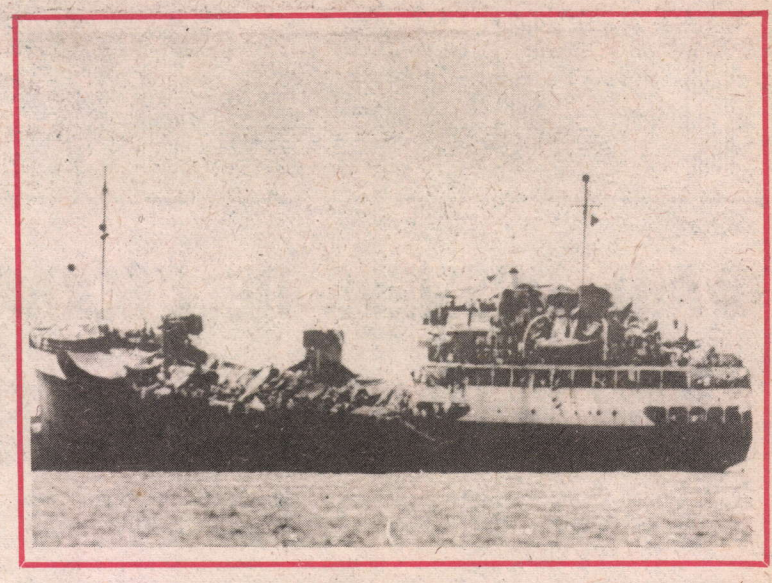
Plus de deux mille cinq cents Vietnamiens et Chinois venant du Sud-Vietnam croupissent depuis plus d'un mois à bord d'un rafiot de cinquante mètres de long, le Haï Hong **qui a jeté l'ancre au large de la Malaisie avec sa cargaison humaine. Parmi eux, 1.260 enfants dont deux nouveau-nés et 125 personnes âgées.**

La presse a décrit les conditions dramatiques dans lesquelles se trouvent les réfugiés. La télévision a montré des images du pont du bateau où des gens sont entassés sans un seul espace libre et parlé de ceux qui étouffent dans les cales. Aucun médecin n'est à bord alors que presque tous souffrent de la dysenterie.

L'opinion publique s'étant émue du sort des réfugiés du *Haï Hong*, quelques secours matériels leur ont été envoyés. Le gouvernement français s'est senti obligé de laisser entendre que ceux des réfugiés qui le souhaiteraient pourraient être accueillis en France. Si ces paroles ne sont pas seulement inspirées par un souci de se faire de la publicité à bon compte et si elles sont suivies d'actes (mais quand ?), les réfugiés du *Haï Hong* auront tout de même dû croupir un mois au large de ce monde dit « libre », avant que l'on daigne s'apercevoir de leur existence.

Car dans ce monde dit « libre », n'entre pas qui veut. Et peut-être demain ceux du *Haï Hong* qui auront résisté victorieusement à la dysenterie dans les cales étouffantes de ce cercueil flottant feront-ils même figure de privilégiés chanceux par rapport à tous les autres : les 100 000 réfugiés entassés dans les camps en Thaïlande, les milliers d'autres disparus en mer sur de fragiles embarcations...

Les réfugiés qui quittent aujourd'hui le Vietnam appartiennent presque tous, soit à la petite bourgeoisie commerçante du Sud, soit au corps de fonctionnaires de l'ancien régime. Ils font partie de ceux qui vivaient de la manne de dollars déversée par l'armée d'occupation américaine, de ceux qui avaient misé sur la présence américaine. Pour quitter le Vietnam, ceux du *Haï Hong* ont dû payer jusqu'à 2 000 dollars, soit de 8 000 à 10 000 F actuels par personne, à d'avides trafiquants qui font commerce du transport des réfugiés.



Le « Haï Hong » : ils sont 2.500 réfugiés entassés à bord depuis un mois.

Mais les réfugiés vietnamiens ne sont pas seulement victimes de ces aigrefins spécialisés dans les cargaisons humaines. Ces gens bernés sont avant tout dupes de ce monde libre qui leur refuse aujourd'hui l'entrée après les avoir utilisés hier. De ce monde libre qui a affiché complet sans vergogne un mois durant devant les réfugiés du *Haï Hong* et hésite encore à leur entrouvrir sa porte.

Le coût de l'accueil de tous les réfugiés vietnamiens ne représenterait sans doute que celui de quelques semaines de la guerre du Vietnam. Mais le monde libre jette plus facilement ses bombes sur les peuples qu'il n'ouvre ses portes à ceux qui ont cru à ses mensonges...

Alain MARQUET

Iran
Gouvernement militaire : une solution qui fait long feu

Plus de dix jours après la nomination d'un gouvernement militaire, on ne peut pas dire que la situation en Iran soit devenue calme. Les nouvelles diffusées par la radio et les agences de presse officielles continuent à faire état de manifestations, de grèves, de morts, de banques incendiées dans différents points du pays. Les installations pétrolières de la raffinerie d'Abadan ont été quadrillées par l'armée, des dizaines d'ouvriers arrêtés, des affrontements avec les militaires ont là aussi causé des victimes, et il semble qu'il y ait eu une certaine reprise. Mais pour combien de temps ? Téhéran a subi les contrecoups de grèves dans l'électricité et les ministères seraient toujours paralysés par la grève.

L'arrestation d'un leader du Front National, Karim Sandjabi, à la fin de la semaine passée, elle non plus n'a rien changé à la situation. D'un autre côté le chah n'a jusque-là ni démissionné ni été démis, et Khomeyni derrière qui toute l'opposition se range, n'a lui non plus pas fait de concession en ce qui concerne ses exigences quant à la disparition de la dynastie Pahlavi de la scène politique de l'Iran.

La vague de fond surgie il y a plus d'un an, qui a soulevé toutes les classes de la population contre la dictature du chah et des grands féodaux avec lesquels il domine le pays, ne s'est jusque-là pas encore brisée d'elle-même, et n'a pu être stoppée par la répression. Aucune des solutions politiques qui se préparent n'a encore réussi à aboutir. Mais aucune non plus, que ce soit un renouveau du régime constitutionnel avec le chah et les élites politiques du Front National, ou que ce soit une république islamique dominée par un clergé réactionnaire, ne réaliseront les espoirs dont une telle vague de fond était porteuse.

Au gouvernement, ou dans la rue, l'armée n'a pas jusque-là pu empêcher toute grève et toute manifestation.

L.G.

Les Dix de Wilmington : depuis 1972 dans les goulags américains

Dans une note qu'il a fait parvenir à la cour fédérale responsable de la Caroline du Nord, Carter propose la révision du procès des « Dix de Wilmington », et la libération des neuf Noirs encore emprisonnés. La seule condamnée, blanche, a déjà été libérée.

Les « Dix de Wilmington » avaient été accusés en 1972 d'avoir incendié le magasin d'un Blanc et tiré sur les pompiers venus éteindre l'incendie. Mais ce qu'on leur reprochait en réalité et surtout, c'était d'être des militants pour la défense des droits civiques aux USA.

Le procès avait soulevé à l'époque une vague d'indignation : sur les simples témoignages confus et contradictoires de trois autres Noirs, dont un enfant de 13 ans, les neuf accusés noirs avaient été condamnés à des peines de 25 à 29 ans de prison, la dixième à 10 ans.

En février 1978, sous la pression de l'opinion publique et des manifestations de soutien aux « Dix de Wilmington », le gouverneur de la Caroline du Nord avait réduit leurs peines d'un tiers environ.

Aujourd'hui certes, la note de Carter officialise que c'est sous la menace et le chantage que les témoins avaient déposé, et elle désavoue le procureur qui avait refusé de prendre en compte leurs rétractations ultérieures. Mais neuf des condamnés sont toujours en prison et personne ne sait si les propos de Carter ne resteront pas lettre morte.

En réalité, cette note ne fait que confirmer ce que tout le monde sait depuis longtemps. La police et la justice américaines sont profondément racistes et elles sont prêtes à monter des procès de toutes pièces pour briser tous ceux qui luttent pour le respect des droits élémentaires des Noirs aux USA.

Les procès fabriqués et les goulags ne sont pas le monopole de l'URSS. Les Etats-Unis ont aussi leur Chtcharansky.

C.D.

Youssef Kismoune : 38 jours de grève de la faim pour se faire entendre

Youssef Kismoune est hospitalisé dans un service libre de l'Hôtel-Dieu, en dehors de toute contrainte carcérale ; la Commission de **révision des** procès criminels se réunira le 1er décembre pour examiner son cas. Telle est la double décision que le garde des Sceaux a fait connaître mardi 14 novembre aux défenseurs de Youssef Kismoune.

Mais pour que Peyrefitte en vienne là, il aura fallu que Youssef Kismoune mette sa vie en danger par une grève de la faim de 38 jours à la prison de Fresnes.

Aucun indice, aucune preuve n'avaient pu être retenus contre Kismoune, accusé de meurtre sur la seule foi d'une dénonciation émanant d'indicateurs de police plus que douteux. Pendant trois ans, Kismoune a crié en vain son innocence, trois ans qu'il a passés en prison.

Il y a de quoi être « troublé », comme dirait Peyrefitte, par le fonctionnement de la justice française.

Grâce à son obstination et à son courage, Youssef Kismoune a réussi à enrayer l'engrenage judiciaire. Mais il n'est pas encore libre. Il lui faudra d'abord attendre la décision de la Commission de révision, puis, si l'avis de celle-ci est favorable, affronter à nouveau les assises.

La justice est décidément moins expéditive pour libérer un présumé innocent, que pour jeter en prison un présumé coupable.

G.C.